

GRAND-OUEST ANTIBES-CANNES-GRASSE

nice-matin

nicematin.com

RÉSEAU SOCIAL DEPUIS 1945

JEUDI 1^{ER} AVRIL 2021

Azur Viager

Votre spécialiste du Viager
dans les Alpes-Maritimes
dès 60 ans

EXPERTISE GRATUITE

04 93 38 04 44 - www.le-viager.fr



P2 à 5

Photo Dylan Weiffert

**Calendrier
scolaire
chamboulé**

**«Agenda de
réouverture»
pour la mi-mai**

**Campagne
de vaccination
7 jours sur 7**

le mag • SAVEURS

**Un numéro
spécial
poissons**



CANNES

**Locataire
indélicate
à déloger**

P13



UNE-Cannes 1

UNE-Cannes 1

1,40 € - N° 26656

Abonnement : www.nicematin.com/abonnement ou ☎ N° Cristal 09 69 32 63 83

Retrouvez nos contacts dans les pages annonces du journal

Les chasseurs de déchets sillonnent le Pays grassois

Les déchets sont l'affaire de tous. C'est le leitmotiv de l'association Trashbusters Grasse qui organise de nombreux ramassages. Pour Jean Tastet, le président, il faut voir plus loin encore.

La lutte contre les dépôts sauvages connaîtra-t-elle un jour une conclusion ? Nul ne le sait, mais la résistance s'organise. Si le maire de Grasse a récemment pris des dispositions pour sanctionner plus fermement les mauvais comportements (*notre édition du 16 mars*), les citoyens ne sont pas en reste.

Depuis plus d'un an, plusieurs citoyens se donnent rendez-vous pour agir de leur côté. Ils se font connaître sous l'association Trashbusters Grasse. Une antenne locale parmi trois autres d'un groupement national basé à Vichy.

À la tête des bénévoles grassois, Jean Tastet n'est pas le dernier pour partir à l'assaut des incivilités. Cet ancien accompagnateur de montagne de 51 ans est un amoureux de la nature, fatigué de voir cet environnement qu'il chérit tant être dégradé au fil du temps.

« J'ai eu le déclic un jour où je courrais dans le col du Ferrier à Saint-Vallier-de-Thiery, se souvient-il. Je suis tombé sur de nombreux débris plastiques déversés par un individu depuis une remorque. Je me suis souvent baissé pour les ramasser car c'est dans mon éducation. Mais cette fois-ci, c'était le déchet de trop. Je me suis dit qu'il fallait intervenir plus largement. Au fond de moi, si mes filles devaient me demander : "Et toi, qu'est-ce que tu as fait ?", je ne voudrais pas leur répondre : "Rien". »

« Ils n'y arriveront pas seuls »

Celui qui se voit plus comme un écologue qu'un écologiste (un statut qui a « perdu de son sens car il met en avant la vision d'une société qui ne tient pas forcément compte de la contrainte naturelle qui s'exerce nécessairement »), a commencé à en parler autour de lui. À des amis, des parents, des connaissances... Puis, très vite, la première opération de ramassage



Jean Tastet est le président de l'association Trashbusters Grasse, qui se réunit tous les 15 jours pour ramasser les déchets dans le pays grassois. (DR)

s'organise. Puis une deuxième, une troisième... À Saint-Vallier-de-Thiery, puis Grasse, Cabris, Saint-Cézaire-sur-Siagne... Très vite, l'association compte une quarantaine de bénévoles et plus de 600 suiveurs sur les réseaux sociaux. La dynamique se crée et des sorties s'organisent tous les quinze jours pendant 1 h 30 aux endroits où des déchets ont été signalés. Si la Covid a quelque peu brisé l'élan, le lien intergé-

nérationnel semble intact avec des ramasseurs âgés de 10 à 80 ans. « Les déchets sont notre affaire à tous, soutient Jean Tastet. Nous avons sollicité les communes, elles sont très réceptives mais on estime que nous avons notre part. Nous devons nous mobiliser, participer à des réflexions car ils n'y arriveront pas seuls, vu l'ampleur de la situation en haute et moyenne montagne. » Le constat est prévisible : beaucoup de déchets verts ou de

gravats souillent les vallées du haut et du moyen pays. Très récemment, les trashbusters sont tombés sur l'équivalent d'une cargaison de trois camions de papiers déposés en pleine nature dans les hauteurs de Grasse (*photo ci-dessous*).

Des projets avec l'agglomération

Des incivilités qui augmentent alors que les maires des communes disposent déjà du pouvoir de

police général depuis la loi municipale de 1884, réaffirmé dans le Code général des collectivités territoriales. Selon l'association des maires de France (AMF), en 2016, 63 000 tonnes de déchets sauvages ont été recensées en France, soit l'équivalent de six tour Eiffel. À cette quantité s'ajoutent probablement des milliers de tonnes de déchets supplémentaires non recensés. Des comportements d'autant plus surprenant que les habitants et parfois les professionnels disposent d'un service d'enlèvement des encombrants et de déchèteries situées pour la plupart à moins de 15 minutes de trajet.

Les trashbusters Grasse ne comptent pas en rester sur ces états de fait. « Nous ne pouvons pas faire que ramasser, sinon on ne finira jamais, admet Jean Tastet. Nous souhaiterions mettre en place un système de broyage gratuit à domicile pour les déchets verts, avec un véhicule pour le traiter et un emploi à temps plein. Pour le financement, on se tourne vers la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, le SMED et le PNR. L'objectif serait de broyer jusqu'à 800 tonnes par an. Ce n'est pas grand-chose comparé aux 35 000 tonnes de déchets broyés par an, mais ça peut initier une bonne pratique et offrir une alternative au brûlage des végétaux. Ensuite, le ramassage n'est jamais neutre pour la collectivité, ça a un coût. Notre 2nd projet serait de reprendre les ateliers "zéro déchet" sur le modèle du SMED en partenariat avec les communes. »

Loin d'être réticents, les élus sont très attentifs à l'action de l'association. Cette dernière a d'ailleurs été reçue jeudi 18 mars au sein de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse afin de discuter des projets de ces chasseurs de déchets. Cette fois, la dynamique est bel et bien lancée.

MAXIME ROVELLO
mrovello@nicematin.fr

Rens. <https://trashbusters.fr/>



Tous les 15 jours, une séance de ramassage est organisée dans un secteur du Pays de Grasse. Plusieurs bénévoles se serrent les coudes pour débarrasser une zone de tous dépôts sauvages. Parfois, les trouvailles sont insolites, comme tout récemment sur les hauteurs de Grasse (*photo du milieu*) où une quantité astronomique de pain a été découverte. Si cela peut prêter à sourire, cela en dit long sur le degré d'incivilités dont peuvent faire preuve certaines personnes. (DR)

Un budget ambitieux en termes d'investissement

La Roquette Les élus ont voté à l'unanimité le budget prévisionnel de la commune. Un conseil municipal marqué par la volonté d'investir tout en réduisant les charges de fonctionnement.

Pas de surprise pour le budget prévisionnel. Comme annoncé lors du précédent conseil municipal, les élus ont voté un budget ambitieux en termes d'investissement. Pour atteindre son objectif, la commune entend réduire ses charges de fonctionnement.

Le maire Christian Ortega prévoit une baisse des charges de personnel, « un enjeu fort pour la municipalité », un montant de la pénalité SRU atténuée de 64 060 euros, une baisse des charges de gestion courantes de 3,96 % et des charges financières (moins 10,3 %) due aux remboursements progressifs des prêts.

« L'objectif est une stabilisation et une meilleure gestion des coûts et des charges à caractère général en tenant compte de l'inflation et des dépenses nouvelles incompressibles (dépenses pour la sécurité des écoles, pour la restauration avec la loi Egalim...) », soulignait-il.

Le budget 2021 prévoit une augmentation des recettes de fonctionnement de 16,39 %, conséquence de la reprise, et une augmentation du poste impôts et



Les élus ont voté les comptes administratifs et le budget prévisionnel de 2021.

(Photo D.G.)

taxes de 3,15 % en raison de la rémunération des bases fiscales fixées par l'État et de quelques constructions supplémentaires.

7 millions d'investissement

Le résultat excédentaire servira à financer en partie les nouveaux investissements de la commune. Des dépenses estimées à 7 049 537 euros.

« On n'arrive jamais à réali-

ser la totalité de ce qui est prévu, relativise le maire, mais on peut lancer le maximum de choses très rapidement, s'il n'y a pas des contraintes administratives qui nous empêchent d'avancer. La volonté de la mairie est d'avancer et de rendre plus acceptable un certain nombre de choses qui se réalisent aujourd'hui sur la commune. (...) Il faut qu'on s'active pour les modes de déplacement, la circulation,

la sécurité, les aménagements paysagers... Il y a beaucoup de choses à faire sur le territoire. »

1,2 million d'emprunts

La commune prévoit près de 5 millions de dépenses d'équipement.

« On va investir au niveau des écoles, annonçait Christian Ortega. On va renouveler beaucoup de choses et l'État finance beaucoup. On

va profiter de cette opportunité. »

« La dotation de l'État est de 70 % des dépenses étalées sur les 2 années qui viennent, ajoutait la première adjointe Sonia Fregeac. On a fait beaucoup de travail en distanciel pendant la crise. On va en priorité, cette année, doter dans ce domaine l'école Saint-Jean et l'école du village, et l'année prochaine l'école des Oliviers, plus récente. »

Des acquisitions foncières sont en cours, notamment le bâtiment qui jouxte la maison des associations.

« Aérer l'entrée du village »

« Cela permettra d'aérer l'entrée du village, commentait le maire. Notre volonté n'est pas de garder ce bâtiment tel qu'il est. Nous allons faire en sorte, qu'à l'entrée du village, quand on arrive de Mouans-Sartoux, on voit directement le parking du village. »

Pour financer l'investissement, le budget prévoit, outre l'excédent du budget de fonctionnement, la cession de biens immobiliers pour 650 000 euros, et un emprunt de 1,2 million.

« Les taux d'intérêt vont certainement augmenter très rapidement, justifiait Christian Ortega. C'est déjà le cas aux États-Unis (...) Aujourd'hui, on a des projets à faire, il vaut mieux emprunter à des taux bas qu'avoir un point de plus l'année prochaine. »

DELPHINE GOUATY

(1) en l'absence de l'adjoint aux finances Robert Novelli.

Finances et déplacements aujourd'hui à l'agglomération du Pays de Grasse

Les élus communautaires ont rendez-vous, aujourd'hui dès 14 h, au Palais des congrès de Grasse, pour une séance chargée. Tant sur la forme (61 délibérations) que sur le fond, avec plusieurs dossiers importants.

Côté finances, déjà, avec le vote du budget, des taux de fiscalité ou de la taxe Gemapi (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) qui apparaîtront sur vos avis d'imposition. Un large volet est également consacré à la mobilité et aux déplacements. Dix-huit nouveaux vélos électriques vont se greffer au réseau Sillages, via le service « La Bicyclette ». Sujet polémique depuis des années au sein de la CAPG, le parking multimodal de Mouans-Sartoux revient sur la table, avec la modification du plan de financement.

Première étape du BHNS

Deux grandes candidatures de la CAPG sont, par ailleurs, attendues : celle concernant les transports en site propre, avec le dépôt pour le BHNS (bus à haut niveau de service) entre le pôle d'échange de la gare SNCF de Grasse et le centre de Mouans-Sartoux. Un projet, ou plutôt son absence, qui a coûté cher à l'agglomération, avec la baisse



La CAPG doit déposer sa candidature pour un dossier de bus à haut niveau de service attendu depuis plusieurs années.

(Photo Dylan Meiffret)

du taux de VT (versement transport) et une perte annuelle de 3 M€. Mais aussi la candidature pour l'appel de l'Ademe (agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) concernant les nouvelles mobilités durables sur les territoires périurbains et peu denses. Enfin, l'enseignement supérieur est à l'honneur, avec la double délibération de mise à disposition de l'ancien palais de

justice – qui doit devenir le futur campus étudiant à la rentrée 2022 – et la délégation de maîtrise d'ouvrage. Sujets déjà abordés il y a quelques jours lors du conseil municipal de Grasse. Sur le même thème : une convention de mise à disposition de locaux dans le bâtiment Jacques-Louis Lions au profit de l'université Côte d'Azur est aussi programmée.

P. F.

Textos...

OPIO

Conseil municipal
Mardi 6 avril, à 18 h 30, conseil municipal à la salle polyvalente.

LE TIGNET

Vide-greniers

Malgré les restrictions sanitaires actuelles, le comité des fêtes du Tignet garde espoir d'organiser son traditionnel vide-greniers du 1^{er} mai, si la situation et la réglementation le permettent. Chaque stand sera séparé par une place de parking, port du masque...

Les inscriptions se font sans possibilité de choisir sa place sur le plan, et uniquement par correspondance (pas de RV). Demander la fiche d'inscription par mail à cofutignet@gmail.com Rens. 06.59.60.56.89.

DISPARITION

Patrick Juvet, une étoile du disco s'est éteinte **cahier central**



P2 à 5 et 48

le mag. CULTURE

Les confidences de **William Sheller**



GRAND OUEST
Autisme : les familles témoignent **P12-13**



CANNES
Hôpital : des soignants se confient **P15**

VALLAURIS
Après 12 ans, le capitaine quitte la caserne **P19**

LA GRANDE DÉBROUILLE

Garde d'enfants, déplacements, réactions...

Les réponses aux questions que vous vous posez

du 1er au 24 avril
RENDEZ-VOUS
(Très Privé)

Et si nous passions au salon ?
Venez vivre une expérience unique dans notre salon privatif et découvrez l'offre exceptionnelle que nous vous avons réservée.

BYmy)CAR
CANNES
04 93 90 50 53
VILLENEUVE
04 93 90 50 53

PAYS DE GRASSE

La taxe inondations est arrivée

P21

La Maison Balestra : une véritable institution grasseoise

Sur la place aux Aires, le bazar de cette famille, connue dans toute la cité, fut une véritable référence commerciale, encore aujourd'hui souvent citée en exemple dans le centre ancien

La vieille ville, dans les années 1970, comptait encore une multitude de commerces aussi diversifiés qu'insolites. Deux grands lieux économiques existaient alors : la place aux Herbes ou du Marché couvert et la place aux Aires, accueillant toutes les marches quotidiens et les foires annuelles.

L'omniprésence des bazars

Cette prédominance commerciale allait de pair avec l'accroissement de la population et l'apparition de la société de consommation, dans l'immédiat après-guerre où tout un chacun désirait s'équiper en matériel ménager. Les grandes surfaces avant l'heure, bazars et autres drogueries occupaient une

place importante au cœur du centre ancien, tels la maison Balestra dont la fille Marie-Laure Rebuffo, aidée de sa maman Georgette, évoque l'histoire de ce commerce ancestral :

« Mes parents ont d'abord ouvert un commerce, tout en haut de l'avenue Chiris, en face des escaliers face à la Porte Neuve. Puis, ils ont transféré le bazar, au

quartier de la vieille Boucherie, non loin de la boulangerie », raconte Georgette qui se souvient de cette période comme si c'était hier.

Cependant, les deux époux, Jean et Albertine Balestra saisissent l'opportunité de reprendre le magasin de Madame Caravan, sis sur la place aux Aires, sous les arcades, avec de surcroît, la possibilité



Marie-Laure évoque l'histoire de sa famille.

(Photo C.B.)

d'aménager le premier étage, en espace de vente.

Et la maman de Marie-Laure de poursuivre : « nous proposons des articles de grande qualité, de la

porcelaine de Limoges, des verres en cristal et les clients venaient nombreux, surtout pour les listes de mariage. »

Plus tard, Jean se lance dans la

vente d'appareils ménagers pour faire face à une demande sans cesse renouvelée. Cuisinières, fours et frigidaires, comme on disait alors, occupent un espace bien défini.

Un fourgon nommé « Georjak »

Les livraisons sont effectuées avec un gros fourgon baptisé « Georjak » qui s'explique par la contraction des prénoms de ses deux filles : Georgette et Jacqueline. La foire de Gap est aussi un moment important pour Georgette qui accompagne son père et l'aide à installer les étals.

L'activité de la Maison Balestra s'est arrêtée au seuil des années 1990, avec l'arrivée des grandes surfaces.

Une peinture murale, toujours présente sur une façade de la rue Peyreguis, témoigne encore de l'importance du commerce et de son lustre passé dont nombre de Grassoises se souviennent encore.

CORINNE BOTTONI

La place aux Aires : une ancienne aire à blé



La place dans les années 1950.

La genèse de la place aux Aires est complexe. Son étymologie fait référence à une aire de battage du blé. Située à l'origine hors les remparts du XIII^e siècle, elle est alors traversée par un canal utilisé par les tanneurs. Son aménagement commence au XV^e siècle avec un pavé et un début de couverture du canal. On y mesure les grains sous l'Ancien Régime et sa vocation de marché prend véritablement naissance. Son aspect actuel, avec sa belle fontaine monumentale à trois vasques et ses grands arbres remonte à 1821. Les arcades datent des XV^e et XVII^e siècles. Tout autour de la place se dressent de belles demeures dont l'architecture mérite un détour : l'hôtel particulier Isnard au n°24, Celui de Robert d'Escagnolles au n°17 ou encore la maison des De Masin, au n°21, qui étaient des anciens viguiers.

(DR) qui étaient des anciens viguiers.



Le commerce de la vieille Boucherie.

(Photo C. B.)

Vie politique

Des candidats de Cap Écologie dans les cantons grasseois

Issu de la récente fusion de Cap 21 et de l'AEI (Alliance écologiste indépendante), le mouvement Cap Écologie présentera deux binômes lors des élections départementales dans les cantons de Grasse 1 et Grasse 2. Si les noms ne sont pas encore connus, ils seront issus de la liste présentée aux dernières municipales par Myriam Lazreug et Stéphane Cassarini. Des candidats « solides, fortement implantés localement et positionnés au centre sur l'échiquier politique » détaille Patrice Miran, secrétaire général de Cap Écologie. Qui explique ce

choix : « En mars, Myriam Lazreug et Stéphane Cassarini ont été réélus conseillers municipaux de Grasse. Malgré la présence de huit listes et la situation sanitaire qui a conduit à une abstention record, la liste a obtenu près de 9 % [8,77] des suffrages. » Il poursuit : « Depuis 2014, ils ont plusieurs fois saisi la justice afin de faire obstacle aux promoteurs qui auraient bien voulu mettre la main sur des espaces naturels exceptionnels », empêchant « la perte irréversible de ce patrimoine vert, dans un secteur déjà fortement urbanisé. » Et de citer les exemples de l'affaire du golf de la Grande Bastide et des terrains Belambra. « Fort de ce

bilan, c'est tout naturellement que cette liste de 47 Grassoises a été officiellement soutenue par trois mouvements écologistes, Cap 21, Génération Écologie et l'AEI. » Un soutien qui trouvera, donc, prolongement lors des élections départementales.

Le PCF demande le report des élections départementales et régionales

Alors que les élections départementales et régionales sont prévues les 13 et 20 juin prochains, la section Pays Grasse du Parti communiste français a, lui, une autre idée. S'appuyant sur

le chiffre des admissions en réanimation, « qui dépasse aujourd'hui le pic de novembre », menaçant « le système de santé de paralysie », mais aussi sur « la multiplication des contaminations qui fait fermer classes et écoles les uns après les autres », elle rappelle : « Cette situation sanitaire qui empire est particulièrement préoccupante pour tous. » Et exige « des nouvelles mesures qui, dans tous les cas, rendent très difficile la tenue des élections en juin et totalement impossible une réelle campagne électorale. » Ainsi, selon le PCF, « sans campagne effective, il ne peut y

avoir de scrutin démocratique. » Citant le rapport du conseil scientifique remis le 29 mars, qui indique qu'un report en septembre rendrait « sensiblement moindres les risques de contamination », du fait du nombre de vaccinations qui auraient été effectuées à ce moment-là, il estime que les élections doivent se tenir à cette date. Et conclut : « L'urgence, aujourd'hui et pour les semaines à venir, est dans le combat de tous contre la pandémie et dans la solidarité avec notre centre hospitalier et ses personnels, ainsi que tous les soignants, publics et privés. »

P. F.

Taxe inondations : qui paiera ? Et combien ?

La taxe Gemapi fera son apparition sur la feuille d'imposition d'une partie des contribuables de l'**agglomération du Pays de Grasse** en 2021. Selon quelles modalités d'application ?

Ce n'est pas une dépense, c'est un investissement. » Christian Ortega, maire de La Roquette-sur-Siagne, a qualifié en ces termes la taxe Gemapi (1), hier, en séance du conseil communautaire. Actée le 24 septembre dernier, cette taxe « inondations » revenait sur place pour, ce coup-ci, le vote du produit.

Un moment « d'une grande importance » pour le président, Jérôme Viaud : « Ça va donner un cap, pour construire un projet ambitieux sur la question de la gestion des risques. » Un « investissement nécessaire », un « défi qui s'impose », pour « s'adapter durablement aux changements climatiques, dans une région particulièrement concernée » pour des épisodes pluvieux « extrêmes, de plus en plus fréquents. » Alors, en attendant le Papi (programme d'actions de prévention des inondations), effectif en 2024 et auquel l'État participera financièrement, « il est urgent d'agir et d'avoir un programme ambitieux de travaux. »

Qui seront, donc, financés, par le produit de cette taxe et, par ricochet, par les contribuables. Lesquels ? Pour quel montant ?

À qui s'appliquera la taxe ?

Elle sera répartie sur les contributions des taxes d'habitation, de foncier bâti, non bâti et de cotisation foncière des entreprises.



La taxe Gemapi servira aux travaux, à l'entretien et aux études de préventions des inondations et crues (ici, la Mourachonne à Pégomas).

(Photo G. L.)

En clair, tous ceux qui ne sont pas redevables des taxes susmentionnées (les personnes qui louent, par exemple) ne s'en acquitteront pas. Ainsi, le produit global s'élève à 1,986 M€ pour 2021, soit 18 € par habitant de la CAPG (au nombre de 110 068). « On pouvait appeler un maximum de 40 € par habitant, soit un total de 4,403 M€, détaille Florence Simon, maire de Pégomas. Au vu du contexte économique, on a fait le choix de fixer le chiffre à moins de la moitié, pour ne

pas trop peser sur les ménages. » Mais cela n'est, en fait, qu'une moyenne. Dans les faits...

Quel montant prélevé ?

« Vous dites 18 € par personne. Ramené par foyer fiscal, c'est plutôt le double » estime l'élue d'opposition grasse Stéphane Cassarini. Paul Euzière (Gatea) abonde : « Ça fera beaucoup plus que ces 18 €, puisque, quand il y a des familles exonérées, les autres compensent... » Florence Simon en con-

vient : « Il est compliqué de savoir comment l'imposition sera appliquée pour les ménages, c'est la DGFP [direction générale des finances publiques] qui fera la répartition en septembre. On aura clairement plus de visibilité lors du prochain vote de la taxe [l'an prochain]. »

Quelles réalisations en 2021 ?

« On pourra expliquer sans difficulté à nos concitoyens où va leur

argent, assure Christian Ortega. Il faut prendre en charge ces sujets qui nous concernent. Ils nous reprocheront surtout de n'avoir rien fait. » Le produit de cette taxe Gemapi servira, ainsi, « à dresser un programme d'études, d'entretien et de travaux » lié aux installations de lutte contre les inondations, détaille Florence Simon.

Parmi les opérations majeures en 2021 (en mettant de côté études et entretien), on note : la remise en état du vallon de la Fontagne à Collongues (40 203 €), les travaux de continuité du Gué d'Auribeau (200 000 €), la protection inondations du vallon des Parettes à Grasse (600 000 €) ou encore le confortement des berges de la Mourachonne et du Béal à Pégomas (120 000 €).

Un programme – il est vrai, bien réparti entre les communes – qui « a réjoui » un Paul Euzière « réservé au départ. » Mais qui prévient, à l'instar de David Varrone, maire d'Andon : « Je suis pour, mais ce n'est pas un vote de principe, acquis. Lors du prochain budget, il faudra revoter et voir ce qui a effectivement été réalisé. » Un produit de taxe adopté à l'unanimité. Enfin, presque, puisque Stéphane Cassarini, pour les raisons qui suivent, a voté contre...

PASCAL FIANDINO
pfliandino@nicematin.fr

1. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations.

« Merci de respecter ceux qui sont sur le terrain et risquent leur vie »

Stéphane Cassarini dans son « rôle » préféré : celui du grain de sel... Comme lui, Paul Euzière a pointé la « responsabilité des maires qui donnent des permis de construire n'importe où », obligeant les « générations suivantes à payer les erreurs du passé. » Reste que le président de Gatea s'est dit « solidaire » de ce vote, même s'il n'est « jamais agréable de voter une nouvelle taxe. Mais il y a urgence, il faut y faire face. » « L'autre » opposant grasseois a, lui, fait montre de moins d'esprit d'équipe... « La lutte contre les inondations, évidemment, a-t-il, pourtant introduit. Mais le problème, c'est l'imperméabilisation des sols, conséquence d'une urbanisation non maîtrisée. On ne peut pas, d'un côté, urbaniser à outrance et, de l'autre, faire des discours pleins de bonnes intentions en faisant payer les contribuables. »

« Une position schizophrène »

Dans son viseur, le président Jérôme Viaud, maire de Grasse, qui, avec son plan local d'urbanisme, « a mis [ses]

administrés en danger » et se place ainsi « dans une position schizophrène. » Là, il s'est fait reprendre de volée par plusieurs élus. Florence Simon la première : « Ce n'est pas parce que d'autres avant n'ont rien fait qu'on ne fera pas. Cette taxe, on la vote à contrecoeur mais il y a une nécessité. C'est un choix difficile, qui demande du courage politique. » Assurant avoir pris note des « accusations » de mise en danger de la population, Jérôme Viaud questionne : « Dans les vallées de la Roya et de la Vésubie, la catastrophe [la tempête Alex] est-elle due à une urbanisation galopante ? » Puis c'est au tour de Christian Zedet, maire de Saint-Cézaire, de prendre le micro : « Vous connaissez mon métier [pompiers professionnels] depuis plus de 30 ans... Je peux vous dire qu'il y en a eu, des phénomènes identiques depuis les années 90 et qu'il n'y a pas plus d'inondations aujourd'hui. Jérôme Viaud n'est pas responsable. » Il durcit le ton : « Merci de respecter ceux qui sont sur le terrain et qui, eux aussi, risquent leur vie pendant

ces épisodes. Dans le passé, des syndicats n'ont rien fait. Là, ce n'est pas le cas... »

Le maire du Mas : « Face à la masse d'eau, on n'a rien pu faire »

Ludovic Sanchez-Zampolini, maire du Mas, durement touché par la tempête d'octobre dernier, abonde : « On a eu beaucoup de dégâts et ce n'est pas un problème d'urbanisme. Face à la masse d'eau, on n'a rien pu faire. » Il raconte « la chance d'avoir pu évacuer les gens à temps, que les pompiers de Saint-Vallier aient pu accéder. La commune a été enclavée par les coulées de boue. Notre petite rivière de 50 cm, elle faisait 15 m de large et 4 m de haut. Elle a tout emporté. » Difficile, face à un tel témoignage – même pour Stéphane Cassarini – de rétorquer quoi que ce soit. Par ailleurs, Florence Simon a précisé que, durant les cinq années à venir, « il n'y aurait pas d'augmentation de la taxe. Après, le calcul des assiettes, ce n'est pas de notre fait... »

P. F.

St-Cézaire-sur-Siagne Le rond-point de la Festre réaménagé



Les herbes hautes qui cachaient la visibilité autour du giratoire de la Festre rendaient le carrefour dangereux. Sous la houlette du conseiller municipal, Yann Demaria et de l'équipe déléguée aux espaces verts, le lieu vient d'être réaménagé. La végétation paraît plus clairssemée sous les oliviers. Des galets blancs et noirs entourent l'espace. Prairie et fleurs compléteront bientôt le lieu entouré de galets. Les prochains travaux concerneront le rond-point de la route de Mons.

Corinne BOTTONI

VOLLEY

**L'AS Cannes à
Tourcoing : au
quart de tour P46**



P13

le mag HISTOIRE

**Bicentenaire
notre
série sur
Napoléon**



vos magazines



ANTIBES-JUAN



**Avec la marée
le vivier romain
revit ! P14**

**GOLFE-JUAN
Une phase de
transition pour
les ports P20**

LA POLICE VOUS FILME

**100 caméras piétons
pour les policiers
municipaux**

**A Cannes, les
interventions
enregistrées**

RESTRICTIONS SANITAIRES

**Les Azuréens
optimistes
malgré tout**

P2 et 3



LE BORÉON

**Un accès
routier
provisoire
dès juin P8**

Ils rivalisent d'idées

Malgré une période qui reste compliquée économiquement après une année 2020 tronquée,

L'Évolution : la boutique antiboise qui mêle l'art de la sculpture à celui de la gourmandise

Un an, déjà, que la pandémie bouleverse notre quotidien. En 2020, en plein premier confinement, les chocolatiers devaient faire une croix sur le week-end le plus important de leur calendrier. Un an plus tard, Pâques conserve un arrière-goût de gâchis, même si, cette fois-ci, leurs boutiques sont redevenues essentielles aux yeux du gouvernement. Du coup, ils rivalisent d'ingéniosité. De la sculpture, élaborée à partir, parfois, de moules faits maison, aux produits aux goûts toujours plus variés pour séduire petits et grands, en passant par le fabricant Duplanteur, qui distille son savoir-faire un peu partout. Pâques reste une fête. Et le chocolat, le symbole de sa gourmandise.

Textes :
Christèle Burlot
et Jérémie Tomatis
Photos :
Dylan Meiffret
Patrice Lapoirie
et J. T.

Tablier immaculé et coiffure au cordeau. Un peu à l'image de ses œuvres d'art en sucre ou en chocolat, d'une précision chirurgicale, l'une d'elles trônant fièrement depuis l'un des murs de la boutique. Jonathan Idiart, 31 ans auréolé en 2019 du titre de champion d'Europe de sucre d'art, s'est installé il y a environ six mois sur le boulevard Albert-Ier, à Antibes, avec son associé Maxime Martinez.

L'ambition de devenir un jour un Meilleur ouvrier de France

L'Évolution. C'est le nom de leur échoppe. Pâtisseries, chocolats et même repas salés pour le déjeuner. L'offre est alléchante. Le visuel hallucinant. « La sculpture, surtout sur le sucre qui est ma spécialité, j'en fais dès que j'ai du temps libre. Forcément un peu moins en ce moment parce que je suis focalisé sur la boutique. Mais je n'abandonne pas l'idée de devenir un jour meilleur ouvrier de France. Aujourd'hui

c'est en stand-by mais je le garde dans un coin de la tête. J'ai besoin de ce genre de défis. » Inscrit au concours de meilleur ouvrier de France en 2020, il a dû abandonner, le cœur gros, l'épreuve étant annulée. Mais ce n'est que partie remise.

Cette année, le natif du sud-ouest a, en revanche, décidé de lui-même de ne pas réaliser de grosse pièce en chocolat. Contexte sanitaire oblige, elle aurait coûté son prix en matière première mais n'aurait pas été appréciée à sa juste valeur, manque de visibilité dû au confinement oblige. « Du coup, j'ai préféré me consacrer à des réalisations plus petites. Cette année, le thème, c'est la cacahuète, la noisette et l'amande. Je voulais faire "simple". On faisait déjà ces fruits secs juste caramélisés. Alors je me suis dit, pourquoi ne pas les sublimer pour Pâques ? » Noisette TGT du Piémont réalisée en chocolat au lait avec des noisettes caramélisées ; Cacahuète en chocolat-caramel, notamment pour rappeler la cou-



Jonathan Idiart, champion d'Europe 2019 de sucre d'art.

leur naturelle de la cosse de la cacahuète, avec cacahuètes caramélisées ; Et amande de la province de Valencia en Espagne, en chocolat noir, avec amandes caramélisées. Voilà pour

le côté artistique, les trois réalisations émanant de moules faits maison par l'artiste du glucose et du nectar de cacao. À côté, les traditionnels œufs de Pâques ont également le mérite d'exis-

ter. Il ne reste qu'à les déguster en attendant une fête de Pâques 2022 moins contrainte... et une boutique où trônera sûrement une sculpture à en couper le souffle.

La Bonbonnière antiboise tente de mater la crise comme elle peut

Au sortir d'une période de fêtes de fin d'année 2020 plutôt réussie malgré le contexte sanitaire pesant, les chocolatiers n'ont guère eu le temps de souffler en ce début d'année 2021. Pâques approchant à grandes enjambées, il fallait oser commander des centaines de kilos de chocolat, début janvier, alors même que le flou restait total à un reconfinement que tout le monde annonçait comme imminent. « Pour Pâques, nous n'avons pas le choix, expliquent Patricia et Francis Garino, de la Bonbonnière antiboise. Nous devons nous y prendre à l'avance si nous voulons être livrés en quantité suffisante. Alors dès le 2 janvier, nous avons commandé environ 500 kg de chocolat contre 700 pour une année normale. Et on espère que ce sera un pari gagnant. »

Une communication mieux maîtrisée

Fermé lors du premier confinement en mars 2020 et, par conséquent, frappé de plein fouet économiquement lors de ce week-end essentiel à leur activité, le binôme est cette année autorisé à ouvrir boutique. Et c'est déjà ça. « Au moins, nous sommes un peu plus visibles que l'an dernier, rela-



Francis et Patricia Garino espèrent une fête de Pâques 2021 réussie.

tive Patricia. On ne sait pas si l'on gardera du chocolat sur les bras comme l'année dernière mais on n'espère évidemment que non. Mais le confinement, même s'il n'est que partiel, n'est pas l'idéal. Alors on s'adapte. » Horaires d'ouverture optimisés (8 h 45 jusqu'à 18 h 45, sans fermeture à la pause déjeuner), pas ou peu de jours de repos, effort fait en termes de communication : les deux commerçants mettent les bouchées doubles pour ne pas

s'enfoncer dans la crise. « On a limité la casse à Noël. Mais nous n'avons plus de mariages. Et même ceux prévus en juin seront peut-être annulés, on ne peut pas le savoir à l'avance. » Pour gagner en visibilité, ils ont notamment fait appel à la société Maxev, qui a entre autres créé un site Internet et utilisé les réseaux sociaux comme une nouvelle vitrine. « C'est une opportunité que l'on a saisie et ça a boosté notre activité malgré la pandémie. »

Pâques, une fête aux visages multiples

- **Chez les chrétiens**, Pâques célèbre la mort et résurrection du Christ et met ainsi fin au carême qui dure 40 jours.
- **Chez les juifs**, la Pâque (Pessa'h en Hébreu), célèbre l'exode de tout un peuple conduit hors d'Égypte par Moïse.
- **L'œuf** est le symbole de Pâques sans doute du fait de sa symbolique forte autour de la vie dans de nombreuses cultures et croyances. Parce qu'il semble qu'il ait été interdit de consommer des œufs pendant le carême, ceux-ci sont conservés jusqu'à la fin du jeûne, et étaient décorés en attendant de les manger. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle qu'est venue l'idée de vider puis de les remplir de **chocolat** pour enfin les déguster. La technique pour réaliser des œufs en chocolat ne serait apparue, elle, qu'au siècle suivant.
- Mais d'où viennent les **cloches** de Pâques ? Traditionnellement, chez les chrétiens, il est interdit de les faire carillonner entre le Jeudi saint et le dimanche de Pâques. Du coup, pour ce qui est des cloches en chocolat, la légende viendrait du fait que l'on racontait aux enfants que celles-ci étaient parties se faire bénir à Rome et n'en revenaient que le lundi. En sonnant à toute volée et en ne manquant pas de déposer des œufs en chocolat.
- Concernant le **lapin** de Pâques, il s'agit d'une tradition germanique, donc également présente dans le Nord et l'Est de la France. L'animal ne serait autre que l'emblème de la déesse Ost Ara, symbole de la fertilité et du printemps chez les non croyants. C'est donc lui qui vient déposer des œufs en chocolat dans le jardin.

pour célébrer Pâques

les chocolatiers font preuve d'ingéniosité pour réussir leur week-end le plus faste de l'année.

Et si on prenait une leçon **grassoise** de chocolat ?



De la fève à l'emballage...

Des héros de dessins animés, des sculptures hallucinantes, des sujets littéralement ciselés. À Pâques, chocolatiers et pâtisseries rivalisent d'imagination pour séduire les gourmands. La Maison Duplantier elle, reste dans la simplicité. Bien sûr, il y a ce joli bateau et ses Vikings qui accueillent les clients à la manufacture. Et ces quelques « Chicken run », petites folies de l'équipe. Mais à part ceux-là, la maison reste concentrée sur ses objectifs : proposer un produit de qualité et 100 % grassois. Et les sujets restent traditionnels : des œufs, des poules, des fritures...

« Nous ne produisons pas de quantités énormes. Nous sommes des artisans... » Aussi si vous recherchez le motif, ce n'est pas cette porte qu'il faudra pousser. En fait, on passe chez Duplantier quand on cherche de l'authentique, mieux : du « traçable ». Là-dessus, le fondateur des lieux Dominique Flavio insiste même : « Nous sommes chocolatiers, couveteurs et planteurs de cacao. »

Explications...

Planteurs...

Les plantations, la maison les compte dans différentes parties

du monde : selon la provenance des fèves, le chocolat sera doté de caractéristiques particulières. Le cacao d'Afrique par exemple (Forastero) aura un arôme fort et cacaoté. Celui d'Amérique centrale et d'Asie (Trinitario) sera puissant et aromatique. Le goût du chocolat provenant d'Amérique du Sud (Criollo) sera plus doux et raffiné. La crise sanitaire, on s'en doute, a nécessité de s'adapter. « Nous n'avons plus de chocolat d'Ouganda, la production a été affectée. Mais nous avons su compenser. » Et les sacs de fèves continuent d'arriver régulièrement à la manufacture.

Couveteur, c'est quoi ?

Couveteur, c'est un fabricant de chocolat de « couverture » : un chocolat réalisé dans les règles de l'art et qui sera ensuite vendu aux chocolatiers... « Lorsque nous les recevons, la première chose que nous faisons est de prendre une poignée au cœur du sac et de le passer à la guillotine. » Dominique Flavio montre l'instrument qui permet de couper les fèves en deux.

« Cela nous permet de vérifier qu'elles sont saines et sans parasites.



Un grand navire viking et ses petits marins présentés par Dominique Flavio. (Photos Patrice Lapoirie)

tes. Puis nous en testons l'odeur afin de nous assurer que les fèves n'ont pas été imprégnées d'odeurs qui les abîmeraient. »

Vient ensuite l'étape du tri : dans des tamis, à la main.

« Les fèves sont ensuite torréfiées. Ce qui permet de libérer leur arôme. Puis nous enlevons leur coque. Et nous envoyons le grué ainsi créé dans le broyeur. Là, grâce à notre meule de pierre, nous les broyons de sorte d'obtenir une pâte brune et épaisse que nous déversons dans une rotative. Les deux roues qui la constituent vont la malaxer jusqu'à obtenir un excellent chocolat de couverture. »

Chocolatiers...

Chocolat qui va servir de base de travail aux chocolatiers et pâtisseries. « Nous sommes les fournisseurs officiels de belles adresses

sur la Côte d'Azur : le Figuière de Saint-Espirit, la Place Mougins, le Café César et le Mirazur par exemple. » Lorsqu'ils réceptionnent ce chocolat, les pâtisseries et chocolatiers le placent dans un fondoir, « pour le faire fondre, tout simplement. » Puis dans une température, « qui lui donnera son côté brillant. »

Il n'y aura plus, ensuite, qu'à l'aromatiser en fonction des besoins. La manufacture Duplantier propose ainsi des chocolats noirs de la Sierra Leone, Sierra Leone crue, Bali, Madagascar, Pérou, Équateur. Également du chocolat au lait de brebis, de lait de chèvre de la Sierra Leone, du chocolat blanc.

Également des tablettes aux fleurs : fève Tonka, rose de Grasse et Violette de Tourrettes-sur-Loup.

Savoir +

Côté tarifs : 9 € les 100 grammes pour la friture dans les trois couleurs.

Œuf de 110 gr : 20.90 €

Lapin 90 grammes : 11.00 €

Poule 175 grammes : 22.00 €

Poisson 100 grammes : 12.00 €

Chocolaterie Manufacture Duplantier au 22 rue Marcel Journet à Grasse. Tél. : 09.67.56.46.69.

Port. : 06.16.17.20.69.



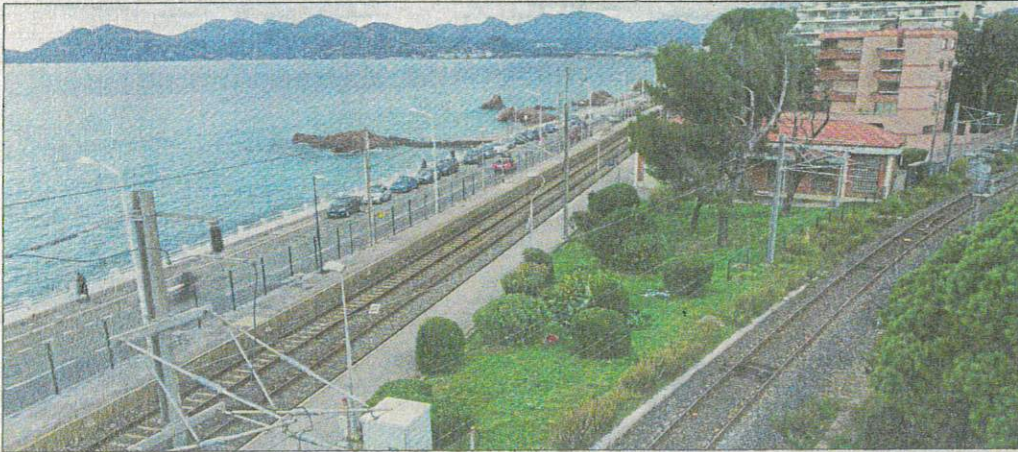
Préparation d'un chicken run par l'apprenti de l'équipe.



À gauche, la manufacture sélectionne elle-même les plantations qui lui fourniront les fèves. Au milieu : après la torréfaction, les fèves sont concassées afin de leur ôter leur coque. À droite les sujets classiques, notamment la poule de Pâques. (Photos Patrice Lapoirie)

Le projet de la ligne Cannes

La SNCF a ajouté 20 M d'€ pour apporter des améliorations au projet initial. Mais les inquiétudes demeurent pour les riverains et usagers qui se sont exprimés lors d'une réunion publique en visio.



Le projet de dénivellation sous les voies de la ligne Cannes-Grasse et la création d'une nouvelle gare à La Bocca font débat auprès des riverains.

L'objectif est clair : augmenter le trafic de TER et favoriser ce mode de transport dans les années à venir afin de désengorger les routes du département. Mais aussi renouveler le réseau ferroviaire vieillissant – la ligne Marseille-Vintimille a été construite en 1860 – qui a atteint ses limites. Pour cela, la SNCF avait présenté en 2019 un projet titanesque. Parmi les solutions proposées, le passage de la voie Nord de la ligne Marseille Vintimille sous la voie Cannes Grasse et la création d'une

nouvelle gare à La Bocca. Lors d'une première réunion publique, les riverains impactés par le chantier avaient réclamé le prolongement de la section en tranchée couverte, le rétablissement du boulevard de la Mer et des franchissements des voies ferrées, mais aussi la réduction des nuisances sonores et des incidences des travaux.

Une rallonge de 20 millions

Des doléances accordées, ont annoncé mercredi soir les responsables de la SNCF lors

d'une nouvelle concertation, en visioconférence cette fois-ci. 120 personnes se sont connectées pour en savoir plus sur les avancées du projet. La SNCF a ainsi précisé que la tranchée couverte serait finalement prolongée de 130 mètres et que des aménagements paysagers seraient proposés. Des ajustements « pour le bien-être des habitants » qui ont un coût : le budget initial de 93 M d'euros est ainsi passé à 113 M d'euros. Soit une rallonge de 20 M d'euros pour le chantier qui devrait démarrer en 2029. « Nous sommes encore en

phase de concertation pour recueillir les avis de chacun, ce n'est pas encore le moment de la décision », tentaient de rassurer les responsables : « Au-delà des sujets techniques, on prend en compte vos avis, on investit en plus pour limiter l'impact du chantier. » Peu convainquant pour les riverains inquiets, qui ont fait part, pendant de longues heures, de leurs craintes concernant les nuisances, la qualité de vie, les prix de leurs biens immobiliers ou encore l'impact environnemental (lire ci-dessous).

SANDIE NAVARRA

Les phases de travaux

Concernant la dénivellation et la nouvelle gare TER de Cannes-La Bocca, il est envisagé de coordonner les travaux de sorte à garantir la continuité de service et la desserte ferroviaire du quartier de La Bocca.

La gare de La Bocca existante resterait en service tant que les quais de la nouvelle gare TER de La Bocca sur le site de Cannes Marchandises ne seraient pas utilisables par les voyageurs.

Cela induirait les phases de travaux suivantes :

- ✓ Démarrage des travaux sur Cannes Marchandises en 2027.
- ✓ Démarrage des travaux de la dénivellation à partir de 2029, avec priorité donnée aux travaux les plus à l'est et à l'ouest de la gare et des quais existants.
- ✓ Livraison des quais de la nouvelle gare TER de La Bocca.
- ✓ Mise en service anticipée de la nouvelle gare TER de La Bocca.
- ✓ Poursuite des travaux de la dénivellation au niveau de la gare et des quais existants.
- ✓ Finalisation de la nouvelle gare TER de La Bocca.

Suivant les phases (essais de signalisation, génie civil...) il est probable que des périodes d'interruption des circulations soient nécessaires. Les moyens de substitution nécessaires pour le rabattement des voyageurs seraient alors activés.

LA PROPOSITION DU SID

Le SID (Syndicat d'Initiative et de Défense de Cannes La Bocca) a proposé une solution alternative au projet. Les membres de l'association ont planché des mois sur le sujet et étudié les détails techniques les plus poussés... Sans succès, puisque l'option a été rejetée par la SNCF. « Le SID a fait un travail respectable qui mérite d'être pris en considération. Nous avons étudié la faisabilité mais plusieurs problèmes techniques se posent, notamment l'implantation du quai souhaitée par l'association et qui n'est pas réalisable. Les évitements dynamiques (lorsque deux trains se croisent sans s'arrêter, NDLR), ne sont pas non plus possibles : il faudrait 6 kilomètres et non 600 mètres pour les mettre en place. »

« Trouver la meilleure solution dans l'intérêt de tous »

Si le président Laid Bouzette s'est dit « satisfait de la communication de la SNCF autour de ce projet », il a rappelé que le SID « était le seul à avoir présenté une alternative, qui a demandé beaucoup de travail dans le cadre de cette concertation. Il n'est pas question d'opposer les usagers aux habitants qui vont payer chers ces aménagements. Nous souhaitons un débat constructif, et savoir s'il est possible de réfléchir autrement... Cette réunion réunit plus de 100 personnes, il y en avait plus de 200 lors de la dernière réunion. La Bocca est l'endroit où nous nous sommes le plus mobilisés sur la ligne Provence Alpes Côte d'Azur. Nous devons continuer de tout faire pour trouver la meilleure solution dans l'intérêt de tous. »

Bruit, vue, environnement, qualité de vie... de nombreuses questions

Accès au chantier

Une habitante de la résidence Cannes Beach redoute « une catastrophe. La dégradation, le bruit, la poussière... Tous les camions vont passer juste devant chez nous. Nous avons une sortie de garage juste devant les voies. Nous sommes dans une situation très difficile à cause de ce projet ! »

Réponse : « Les accès au chantier qui durera près d'un an et demi, ne sont pas encore définis. On mettra tout en œuvre pour limiter les nuisances. »

Distance des voies avec les habitations

Une résidente du Château de la Mer s'inquiète de la distance des voies devant sa résidence. Réponse : « La voie sera plus proche des façades mais en foule et les matériaux utilisés vont limiter l'impact sonore. »

Emprise sur les terrains privés

« Je suis catastrophée, le syndicat ne m'avait pas prévenue de la concertation en 2019 et je découvre tout cela », déplore une habitante de la résidence Alga Marina : « Est-ce que vous allez

grignoter sur notre terrain ? Et est-ce que cela occultera nos vues mer ? »

Réponse : « Aucune vue mer ne sera occultée. Il y aura une emprise d'environ deux mètres sur les jardins de la résidence. Des indemnités financières sont prévues selon le prix du marché et avant que les travaux débutent. Tout sera bien évidemment fait dans les règles. 95 % des acquisitions nécessaires au projet se font à l'amiable. »

Dépréciation des prix des logements

Un autre voisin dénonce la dépréciation des prix des appartements, l'incidence des vibrations et les arbres centenaires de la même résidence. « Il y aura forcément des vibrations... Nous allons préserver les arbres, et vous bénéficierez à l'issue du chantier des améliorations paysagères apportées par ce projet. »

Clinique du Méridien

La directrice de la clinique du Méridien pointe les travaux incompatibles avec l'activité de l'établissement. « Cela représente un gros danger pour la clinique,

nous comptabilisons près de 1 000 séjours en hospitalisation par an, 15 000 pour la maison médicale, 13 000 en imagerie... Les patients ne peuvent subir le bruit et la poussière. La clinique joue un rôle essentiel dans le secteur. La suppression empêcherait un accès aux soins ! »

Réponse : « L'activité sera maintenue durant la durée du chantier. Durant cette phase, nous aurons besoin de quelques mètres de son terrain, mais plusieurs solutions sont envisageables afin de permettre la continuité de l'activité. Et à l'issue des travaux, la même surface sera rendue. »

Impact environnemental

Un riverain impacté souligne l'importance de la défense de l'environnement. « Le projet du SID (lire ci-contre, NDLR) est le seul valable si on veut préserver la faune et la flore, les espèces endémiques, les oiseaux, les insectes... »

Réponse : « Le bilan carbone du projet sera fait, et il sera positif. L'aspect biodiversité et l'impact sur l'environnement sont très surveillés, la SNCF se veut exemplaire à ce sujet. »

CAN-B 17

Combien gagnent les élus du conseil communautaire ?

Le montant des indemnités des membres du bureau de l'**agglomération du Pays de Grasse** a été divulgué. Et le mieux payé n'est pas celui que l'on croit...

Une petite gourmandise bien hexagonale : autant on est rarement très emballé à l'idée de divulguer le nôtre, autant on adore connaître le salaire des autres... Jeudi, lors de la séance au Palais des congrès de Grasse, c'était au tour des élus du conseil communautaire de dévoiler le montant de leurs indemnités.

Là où le président, Jérôme Viaud, a évoqué un « élément de transparence », Paul Euzière (Gatea) a préféré le terme de « transparence obligatoire », cette divulgation étant la conséquence de la loi du 27 décembre 2019, relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Avant d'entrer dans les chiffres, une précision : seuls les vingt-six membres du bureau – à savoir les 23 maires, ainsi que les vice-présidents, Dominique Bourret, Gilles Rondoni (adjoints à Grasse) et Marie-Louise Gourdon (adjointe à Mouans-Sartoux) – touchent des indemnités.

À l'inverse, donc, des 44 autres conseillers communautaires. « Une possibilité » offerte par la loi, « pas une obligation et ce choix n'a pas été re-



Au niveau des revenus, la parité hommes-femmes fonctionne bien à l'agglomération. En ce qui concerne les élus, en tout cas... (Photo M. R.)

tenu » avait rétorqué, lors d'une séance en juillet dernier, Jérôme Viaud à un Gérard Delhomez (Peymeinade) passablement désabusé. Les montants (bruts), maintenant. Ils sont identiques à l'an passé, à une exception près, et elle est de taille.

Jérôme Viaud, une baisse drastique

Pour un « simple » membre du bureau (1), l'indemnité mensuelle est

de 1 205,71 €, soit 14 468,52 € annuels. Pour un poste de vice-président (2), on passe à 1 594,65 € par mois (19 135,80 € par an). Ça ne bouge pas non plus pour le premier vice-président, Jean-Marc Délia (Saint-Vallier), avec 1 711,33 € mensuels, donc 20 535,96 € annuels. Par contre, on note une baisse drastique des émoluments de Jérôme Viaud. Là où le président touchait 2 722,58 € par mois l'an passé (32 670,96 € par an), il n'est plus

« qu'à » 819,55€ (9 834,60€). Réduction qu'il n'a pas commentée lors de la séance.

Une somme à laquelle il faut, néanmoins, ajouter 4 363,80 € par an. Mais aussi 8 732,40€ pour Jean-Marc Délia. « Au titre de quoi ? » s'est enquis Paul Euzière.

Ces revenus correspondent, en fait, au SMED (syndicat mixte d'élimination des déchets), dont les deux hommes sont, respectivement, vice-président et président. « C'est le seul organisme où il y a des indemnités », complète et conclut Jérôme Viaud.

P. F.

pfiandino@nicematin.fr

1. Gérard Bouchard (Les Mijoules), Raoul Castel (Collongues), Claude Ceppi (Saint-Auban), Henri Chirès (Escagnolles), Jean-Louis Conil (Amirat), Yves Funel (Caillie), Ismaël Ogez (Briançonnet), Ludovic Sanchez-Zampolli (Le Mas), Claude Serra (Le Tignet) et David Varrone (Andon).

2. Pierre Aschieri, Marie-Louise Gourdon (Mouans-Sartoux), Claude Bompar (Séranon), Pierre Borner (Cabrès), Dominique Bourret, Gilles Rondoni (Grasse), Maino Cassez (Gars), Jean-Paul Henry (Valderoure), Jean-Marc Macario (Spéracède), Christian Ortega (La Roquette), Michèle Paganin (Auribeau), Philippe Sainte-Rose Fanchine (Peymeinade), Florence Simon (Pégomas) et Christian Zedet (Saint-Cézaire).

Le chiffre

Les taux de fiscalité ne bougent pas. Dans le détail, ça donne 29,22 % pour la cotisation foncière des entreprises ; 2,60 % pour le foncier non bâti et 0,104 % pour le foncier bâti. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères varie selon les zones : 16,18 % à Auribeau, La Roquette, Pégomas ; 20,28 % à Mouans-Sartoux ; 18,73 % à Grasse ; 12,88 % pour les communes Terres de Stagne et 16,50 % pour celles des Monts d'Azur.

Vélos électriques : la flotte s'agrandit

Et dix-huit de plus ! La CAPG a acté l'achat d'une nouvelle vague de vélos à assistance électrique (pour un montant de 36 310 €) pour la régie Sillages, en charge du réseau « La Bicyclette », lancé en octobre 2018. La flotte passe, ainsi, à 70 véhicules.

« Un plan très performant pour une location à 32 € par mois, se félicite Jérôme Viaud. On

est assailli de demandes. Ça rend de vrais services alors qu'au départ, ça ricanait. On voit que ça performe, que des gens prennent l'habitude d'aller et venir de Saint-Vallier à Grasse. »

L'occasion pour le maire, Christian Zedet de préciser : « A Saint-Cézaire aussi, on va mettre des vélos électriques partout ! »

Des champions de la « Brosse à dents » à l'école Gambetta

G-Addiction jeunesse citoyenne a remis le diplôme des champions de la brosse à dents, ainsi qu'un kit approprié, aux élèves de CP de l'école Gambetta.

Soixante-neuf classes concernées

Le maire, Jérôme Viaud, a participé à cette remise qui permet de sensibiliser les enfants au brossage indispensable et régulier des dents, si l'on veut éviter les caries et autres problèmes buccaux.

Cette opération a permis à plus de 1 000 enfants d'être bénéficiaires de cette formation dont 360 jeunes Grassois. Le directeur de G-Addiction,



Le maire Jérôme Viaud avec Quentin Matton, le dentiste Damien Barka et son adjointe. (Photo C.B.)

Quentin Matton et le premier magistrat de la cité des

Parfums, sont très satisfaits de cette campagne de sensi-

bilisation ayant permis, in fine, de dépister les caries de 69 classes réparties dans 24 écoles de quatre communes différentes : Grasse, Nice, Cagnes-sur-Mer et Vallauris. Ce dispositif de grande ampleur soutenu par l'Assurance Maladie, tend à promouvoir M-T Dents, l'examen bucco-dentaire pris en charge tous les trois ans, de l'âge de trois à vingt-quatre ans.

Inscrire le geste du brossage des dents, très tôt, dans le quotidien de l'enfant, permet de créer de bonnes habitudes d'hygiène. L'assurance d'avoir ainsi des dents bien blanches et...un beau sourire.

CORINNE BOTTONI

Textos...

GRASSE

L'année de la BD Bulles et Bib

La Villa Saint-Hilaire, 1, impasse Boursier-Mougenot, propose une nouvelle exposition tout le mois d'avril : l'année de la BD *Bulles et Bib*, avec des ateliers, rencontres-dédicaces, etc. Tout public. Gratuit sur inscription. Rens. au 04.97.05.58.53.

Annulation des représentations du TDG en avril

Les spectacles suivants sont annulés : *Madame Pylinska* et le secret de Chopin (prévu aujourd'hui ; Nâss (Les Gens, prévu le 6 avril) ; *Atterrir* (prévu le 8 avril) ; *Queen Blood* (prévu le 10 avril) ; *Boys don't cry* (prévu les 13 et 14 avril) ; *Haroun* (prévu le 20 avril) ; *Brel ! Le Spectacle* (prévu le 25 avril).

Les détenteurs de billets pour ces représentations recevront un formulaire numérique leur indiquant les modalités de remboursement. Plusieurs de ces spectacles seront reportés à la saison prochaine.

Rens. 04.93.40.53.00 du mardi au jeudi de 13 à 17 h. sur Facebook : www.facebook.com/tdg.grasse

Instagram : www.instagram.com/theatredegrasse
Twitter : twitter.com/TDG_Grasse

NOUVEAU VOTRE ANNONCE IMMOBILIÈRE À PARTIR DE 7€/JOUR*



*sur engagement forfait 14 jours

PASSEZ VOS ANNONCES DANS LE JOURNAL
EN 3-CLICS !
RENDEZ-VOUS SUR

www.nicematin.com

Rubrique «Déposez votre annonce»

RAPIDE • FACILE • EFFICACE

Paiement en ligne sécurisé PAYZEN - Offres réservées aux particuliers
nice-matin var-matin monaco-matin

TRIER POUR GAGNER

GLISSEZ VOTRE BULLETIN DANS UNE BOUTEILLE PLASTIQUE TRANSPARENTE ET DEPOSEZ-LE DANS UN SAC JAUNE OU SAC DE COLLECTE JAUNE. Infos sur cannespsydelicins.fr

JEU CONCOURS "TRIAGE AU SORTI" DU 1^{ER} AU 30 AVRIL DE NOMBREUX LOTS À GAGNER

CITEO PFD URMARCA CANNES PAYS DE LÉRINS



P2 à 7

le mag. SANTÉ

Découverte azurée pour les bipolaires

(Photo D. J. / M. J.)

CANNES

Hambursin quitte la Malmaison P13



ANTIBES-JUAN

Deux nouveaux ex-voto entrent à la Garoupe P12

TRAFIC DE STUPS

Cent kilos de cannabis saisis par la PJ P10

DE LIGONNÈS DIX ANS APRÈS

Meurtrier présumé de sa femme et ses enfants, il a disparu dans le Var

Enquête sur les traces de sa famille

VOLLEY / PLAY-OFFS

L'AS Cannes prend une option pour les demies P39

GRAND OUEST

Menus plage à emporter P11



UNE-Cannes 1

Ils volaient les seniors : un réseau démantelé

Une importante opération de gendarmerie a permis l'interpellation d'un « groupe criminel organisé itinérant » qui opérait notamment dans les Alpes-Maritimes.

Un véhicule, 13 000 euros en espèces, 2,6 kg d'objets en argent, près d'un kilo de bijoux en or, ainsi que des Louis et des Napoléon en or... Les perquisitions menées à Aix-en-Provence et Marseille, au terme de plusieurs semaines d'enquête n'ont pas été vaines, c'est le moins que l'on puisse dire. Au cours du second semestre de l'année dernière, de nombreuses personnes âgées ont été victimes de vols à l'arraché et de cambriolages. Les faits se sont déroulés essentiellement dans le Var, les Alpes-de-Haute-Provence et les Alpes-Maritimes. Sous la direction du parquet de Draguignan, une enquête préliminaire a été diligentée



Des perquisitions ont été menées à Aix et Marseille. (DR)

par la brigade de recherches de Brignoles. Un groupe d'enquête a alors été constitué. Les investigations ont permis d'identifier huit

personnes de nationalité roumaine et ukrainienne. Ce « groupe criminel organisé itinérant » aurait été impliqué dans quarante-deux mé-

faits. Deux receleurs, basés sur la métropole marseillaise, ont également été identifiés.

En flagrant délit

Ces derniers étaient, selon les enquêteurs, chargés de collecter les bijoux en or et les objets en argent dérobés avant de les revendre à des ressortissants étrangers par le biais de chauffeurs routiers polonais. Une importante opération de gendarmerie⁽¹⁾ a permis, lundi, l'interpellation en flagrant délit d'un premier receleur avec deux chauffeurs routiers polonais. Le lendemain, cinq autres membres du groupe ont à leur tour été arrêtés. Enfin, grâce au soutien d'Europol, une enquêtrice de la brigade de

recherches de Brignoles et un enquêteur de la section de recherches de Marseille se sont rendus en Roumanie, dans le cadre du projet FSI Sword, qui permet ces voyages. Là-bas, ils ont arrêté deux autres malfaiteurs, mercredi. Sur les dix personnes gardées à vue, quatre ont été présentées au magistrat instructeur. Une a été placée en détention provisoire, les autres sont sous contrôle judiciaire.

ANNE DUJARDIN
adujardin@nicematin.fr

1. Comportant 100 gendarmes de l'office central de lutte contre la délinquance itinérante, de la section de recherches de Marseille, du groupement de gendarmerie départementale du Var, appuyés par un peloton d'intervention de gendarmerie.

LE CANNET

Appel à témoins après un accident mortel

Une dame âgée de 66 ans a été retrouvée morte sur la chaussée, vendredi après-midi avenue Dolce-Farniente, au Cannet, alors qu'un camion de livraison lui avait roulé dessus. A-t-elle été percutée de plein fouet avant d'être écrasée ? A-t-elle eu un malaise en traversant la route avant que le fourgon ne lui roule dessus ? Les circonstances exactes du drame restent à déterminer. L'absence de caméra de vidéosurveillance à cet endroit complique la tâche de la brigade accident. C'est pourquoi cette dernière lance un appel à témoins. Toute personne susceptible de donner des informations utiles sur cet accident mortel est priée d'appeler le commissariat de Cannes au 04.93.06.22.22. R.P.

La PJ arrête quatre malfaiteurs dans l'Ouest du département et saisit 100 kg de cannabis

Deux blessés par balles dans le quartier des Fleurs de Grasse (ex-Blaquière), des règlements de compte en série et policiers pris pour cible dans le quartier de Ranguin-Frayère à Cannes... la situation se dégradait fin 2020 à l'ouest des Alpes-Maritimes à tel point que Fabienne Atzori, procureure de la République de Grasse, avait attiré l'attention des forces de l'ordre.

La police judiciaire de Nice, qui avait une équipe de quatre individus dans le collimateur, a alors décidé d'intensifier ses surveillances dès janvier. Filatures, écoutes téléphoniques... Pendant ces trois derniers mois, les moindres

faits et gestes de quatre hommes originaires de Cannes-la-Bocca ont été épiés, enregistrés. « On a assez vite acquis la certitude qu'on ne s'était pas trompé de poissons », confie le commissaire qui dirige l'antenne niçoise de la PJ de Marseille. Agés de 25 à 30 ans, tous présentent des casiers judiciaires chargés et sont dans l'antichambre du grand banditisme. Au fil des semaines, la BRB découvre que cette équipe structurée cache un véhicule volé, achète discrètement des combinaisons, des cagoules et qu'elle dispose d'un armement conséquent. Quels étaient leurs projets ? Une information judiciaire a été ou-

verte hier pour faire la lumière sur ce point. Les quatre hommes doivent être mis en examen pour « trafic de stupéfiant, association de malfaiteurs en vue de commettre un crime ou un délit et infractions à la législation sur les armes ». « Après trois mois où l'on a mis de gros moyens humains et techniques, on a acquis une bonne connaissance de leur fonctionnement. Ce sont des garçons déterminés, organisés, méfians mais aussi assez imprévisibles. Leur armement nous a poussés à passer à l'action cette semaine », explique le patron de la PJ qui souligne que ce travail de fond a été réalisé

en étroite collaboration avec les commissariats de Cannes et de Grasse.

Une kalachnikov, un fusil à pompe et un pistolet automatique

Mercredi, à l'aube, sept personnes ont été interpellées à Cannes, Grasse, Mandelieu-la-Napoule et Mougins. Si trois femmes ont été rapidement relâchées, les quatre individus sont restés deux jours et demi en garde à vue avant d'être présentés au parquet de Grasse hier. Les perquisitions ont confirmé ce que les enquêteurs présentaient : 100 kg de cannabis (pour une valeur sur le marché

de gros de 300 000 euros) ont été découverts dans un appartement ainsi que des brouilleurs, des balises de surveillance, une kalachnikov, un fusil à pompe, un pistolet automatique, des cagoules...

Cette équipe qui baigne dans le narcobanditisme s'apprêtait-elle à passer à l'action ? Est-elle impliquée dans des vols à main armée ou des fusillades ? Rien n'a filtré à ce sujet mais elle avait suffisamment de matériel pour défendre son territoire cannois voire pour conquérir d'autres secteurs du département.

CH. P
chperrin@nicematin.fr

LEVENS

Il klaxonne sous les fenêtres des gendarmes et finit en prison

Ne jamais trop chauffer les oreilles d'un gendarme. Depuis la cellule de sa maison d'arrêt de Grasse, Jimmy, 25 ans, doit ruminer cette pensée. Ce Levensois avait été placé en garde à vue le 16 mars dans une affaire d'outrages et menaces sur personne dépositaire de l'autorité publique. Il en ressort convoqué pour le 5 juillet devant le tribunal correctionnel de Nice. Jusqu'ici rien que de très banal. Sa seule condamnation au casier incite alors le juge des libertés et de la détention à le laisser en liberté, sous contrôle judiciaire. Voilà donc ce père d'une petite fille de trois mois contrain-

d'aller signer un registre chaque semaine en gendarmerie de Levens. Et, visiblement, ça l'agace. « Je suis dehors, je suis dehors ! »

Contrôle judiciaire révoqué

Le 17 mars, à peine sorti de garde à vue, Jimmy passe en voiture devant la caserne, narguant la maréchaussée en hurlant depuis le véhicule dont il est passager. Sa compagne est au volant, elle klaxonne copieusement pendant que son compagnon fait le mariole à fenêtre. L'après-midi, rebelote. Jimmy écrit sa légende mais c'est bientôt la fin de la balade. Le 19 mars, plutôt que de

pointer, comme l'y obligeait l'ordonnance du juge, le jeune homme récidive vers 18 h 30 : « Je suis dehors, je suis dehors ! » Dehors, il n'y est pas resté longtemps. Isabelle Demarbaix-Ioando, juge des libertés et de la détention a révoqué son contrôle judiciaire. Direction la maison d'arrêt de Grasse. « C'est ma compagne qui klaxonnait », s'est défendu le prévenu, intégrant d'emblée le top 10 des excuses les plus piteuses. Il sera finalement jugé le 18 mai, sans tambours ni trompettes.

GRÉGORY LECLERC
gleclerc@nicematin.fr



La gendarmerie de Levens. (Photo Marie Richard)

Grasse : Ludivine et Simon exposent à Sainte-Marthe

Les « Résidences Poïétiques » de l'espace incarnent un tremplin expérimental pour les jeunes artistes.

Durant plusieurs mois, Ludivine Martinez et Simon Fontaine se sont immiscés dans l'univers des personnes qui œuvrent sur le site de Sainte-Marthe, poussés par une démarche documentaire. Comme le soulignent les deux jeunes photographes, « le but était d'offrir une image positive des personnes en les représentant en train de faire quelque chose qui a du sens et de la valeur, au sein des différents ateliers. »

Ludivine est issue d'un parcours d'arts plastiques et utilise la photo pour témoigner de l'humain. Quant à Simon, son cursus est celui de l'ingénierie de la prise de vue audiovisuelle. Leurs photos sont exposées dans l'ancienne chapelle du couvent et dans une salle attenante.

Ces clichés argentiques, en noir et blanc, permettent de découvrir nombre d'activités réalisées par les résidents du lieu. On voit ainsi comment on confectionne de la chaux, la fabrication d'un broyeur à légumes, la réparation d'un vélo. In fine, c'est une trentaine de situations différentes qui éclairent le visiteur sur la multitude d'activités élaborées sur place.

Un carrefour d'innovation sociale

Sainte-Marthe, Tiers-Lieu de la Transition écologique et solidaire, s'inscrit dans la dynamique d'innovation sociale du Pays de Grasse. Il est porté par la SCIC TETRIS et ses sociétaires, dans la foulée de la labellisation *Territoire French Impact du Pays de Grasse*.



Ludivine et Simon, deux jeunes photographes talentueux. (Photo C. B.)

Cette structure innovante sur le plan social et scientifique, récompense un collectif d'acteurs qui depuis près de quatre ans contribuent à l'attractivité et au développement local du territoire.

Ouvert à tous, cet espace promeut les nouvelles formes d'emploi et d'entrepreneuriat de territoire en privilégiant l'action collective du plus grand nombre, appuyée par une démarche de recherche et d'innovation sociale portée par une jeune entreprise innovante et universitaire.

Le Tiers-Lieu propose un espace de télétravail avec des salles de formation,

un générateur de projets, un pôle de médiations et d'innovations numériques qui permettent des animations répondant à des besoins ou enjeux identifiés collectivement, directement ou en accord avec différents acteurs et réseaux.

L'éducation populaire est au cœur des ateliers, des rencontres thématiques et des accompagnements qui visent aux évolutions de nos comportements individuels et collectifs. Une exposition à ne pas manquer.

CORINNE BOTTONI
Jusqu'au 31 mai. 21, avenue Chiris. De 14 h 30 à 17 heures.

À Valbonne on se vêt de bleu pour sensibiliser à l'autisme

Marine, ciel et azur : les déclinaisons importaient peu si la couleur bleue était respectée et arborée, parfois jusqu'au masque, en signe de participation à la journée mondiale de sensibilisation à l'autisme. En cette fin de semaine, Vendredi, le maire, Joseph Cesaro, accompagné de plusieurs membres de son équipe, a posé devant l'école des Campouns, un lieu choisi pour mettre en avant le grand intérêt que porte l'établissement scolaire à la question des troubles du neuro-développement.

Un sujet qui touche 5 % de la population, soit environ trente-cinq mille naissances par an, selon la Haute Autorité de Santé. Les troubles du spectre de l'autisme (TSA) représentent, eux, entre 0,9 % et 1,2 % des naissances annuelles, soit environ sept mille cinq cents



Dress-code bleu (marine, ciel ou azur) pour Joseph Cesaro et plusieurs membres de son équipe dans le cadre de journée mondiale de sensibilisation à l'autisme. (Photo B. C.)

bébés chaque année. Pour les familles touchées, c'est toujours parcours du com-

battant. Si chaque histoire est différente, les obstacles sont souvent similaires, dé-

tection et acceptation, prise en charge et appui médical, dispositifs scolaires ou au sein du foyer. En un seul mot : aide.

La délégation de bleu vêtue entendait ainsi soutenir la journée de sensibilisation mais aussi informer sur son intention de s'impliquer au-delà d'hier et de continuer à mener d'autres actions.

Prochain projet concret : mettre en place un repérage, dans les crèches et écoles, des troubles du comportement, avec l'aide notamment du médecin de crèche qui est membre de la plateforme de coordination et d'orientation de L'hôpital Lénal, à Nice.

Le soir venu et aujourd'hui encore, l'hôtel de ville s'habille également de bleu, lumières monochromes mais brillantes pour que la nuit sensibilise aussi à l'autisme.

BÉATRICE COUREL

Faits-divers

Antibes : victime d'un arrêt cardiaque, un cycliste décède sur la voie publique

Il était aux alentours de 10 h 15, hier, lorsqu'un cycliste s'est effondré sur la voie publique à Antibes. Victime d'un arrêt cardiaque, l'homme de 65 ans circulait sur le trottoir au niveau de la place Pierre-Semard, près du Pont des Marseillais. Prévenus par des témoins, les sapeurs-pompiers ainsi que le Samu sont rapidement arrivés sur place. Malgré une longue intervention, la victime domiciliée à Antibes, n'a pu être réanimée. Les pompiers rappellent que chacun peut agir en cas d'arrêt cardiaque. Comment ? Grâce à l'application *Bah Samaritain*, permettant aux personnes formées de devenir des citoyens sauveteurs, capables d'agir

face à une telle situation. Chaque minute de gagnée augmente de 10 % les chances de survie.

Cyber-attaque contre le site de la mairie de Vallauris

Dans la nuit de vendredi à hier, une cyber-attaque a visé les serveurs de messagerie de la mairie de Vallauris-Golfe-Juan. Par mesure de sécurité tous les serveurs et les adresses mail de la municipalité ont été déconnectés pour éviter la propagation du cryptovirus et la destruction des fichiers. La direction des services informatiques a réagi immédiatement en faisant appel à ses prestataires en matière de sécurité de manière à rétablir au plus vite le réseau informatique et revenir à une situation normale. Une plainte a été déposée à la suite de cette attaque.

EN IMAGE

Des parties de canalisations sorties de terre à Juan

Plus une goutte d'eau dans la pinède de Juan. Mais deux jours après l'inondation causée par une rupture de canalisation



destinée à transporter l'eau potable (notre édition de vendredi), tout n'est pas encore rentré dans l'ordre. Si la Ville annonçait que 90 % de l'allée était praticable, les engins continuent de creuser certaines zones. D'énormes canalisations (400 millimètres de diamètre) ont été sorties de terre mais il n'y a, en théorie, plus de problème au niveau de l'approvisionnement. Le parc pour enfants est fermé ce dimanche pour raison de sécurité.

PASSEZ VOS ANNONCES DANS LE JOURNAL EN 3 CLICS !



RENDEZ-VOUS SUR

www.nicematin.com

Rubrique "Déposez votre annonce" immobilier | auto-moto-bateau | divers

www.emploi.nicematin.com

Demande d'emploi

RAPIDE • FACILE • EFFICACE

Paiement en ligne sécurisé PAYZEN - Offres réservées aux particuliers
nice-matin var-matin monaco-matin

nice-matin

nicematin.com

RÉSEAU SOCIAL DEPUIS 1945

LUNDI 5 AVRIL 2021



P8 et 9

COMMERCE AU CŒUR

L'État aide à
financer le tissu
commercial

Bénéficiaires du
dispositif : Grasse
et Vallauris

SEINE-ET-MARNE

Bernard Tapie
et son épouse
cambriolés
ligotés
et frappés P19



le mag.ÉCO

Le ZIP Masq
du Cannet,
anti-Covid,
pro-détente



(Photo A.F.)

MOTOGP

Doha : le Niçois
Quartararo et
le Cannois Zarco
dans l'histoire P33



VALBONNE

La campagne
de vaccination
s'intensifie P13

bpifrance
SERVIR C'EST VIVRE

Jour E | 06 AVRIL

L'ÉVÈNEMENT DIGITAL QUI MET
VOTRE BUSINESS AU VERT

Inscrivez-vous sur : evenements.bpifrance.fr/jour-e

E

bpifrance.fr



Grasse et Vallauris : quel

Tout en étant sources de dynamisme, les villes moyennes ont mal à leur tissu commercial. L'État

Un centre ancien sur deux est estimé en mauvaise santé commerciale, selon une étude de 2017 menée par la région Paca. Dans certaines villes, plus d'une boutique sur dix est fermée. Le constat est préoccupant et impose aux communes de mettre en place des stratégies de revitalisation, dont les fruits peinent parfois à mûrir. Pour certaines d'entre elles, jugées particulièrement fragiles, l'État offre un appui financier : le plan Action cœur de ville. Grasse et Vallauris-Golfe-Juan en bénéficient. Comment élus et autres chargés de mission ont-ils décidé d'employer cet argent ? Avec quelles stratégies de développement ? Comment les commerçants perçoivent-ils les différentes expérimentations ? Nous sommes allés le découvrir...

Un frémissement

À Grasse, sur le passant boulevard du Jeu-de-Ballon, les restaurants momentanément verrouillés ajoutent à la tristesse ambiante. Place aux Aires, la fontaine ne coule plus. On est au cœur de la ville médiévale et on sent de la souffrance. Ici, on est sur un taux de vacance de 15 %, en évolution très forte entre 2015 et 2019. La cote d'alerte a été dépassée.

Pourtant certains signes semblent annoncer un renouveau. Il suffit de se balader rue Jean-Ossola. Un peu la rue Fragonard... La belle enseigne à la sauce grassoise, ça donne plusieurs boutiques et autant de parfums que de déco, de jouets pour enfants, de linge de maison, de vêtements.

Il y a de la vie et de l'espoir. Mais alors, concrètement, que leur apporte ce dispositif, comment s'organise dans le détail la relance commerciale ? Des premiers résultats sont-ils déjà perceptibles ?

Un soutien financier et une mise en réseau

Lancé en 2017 par le gouvernement, le programme Action cœur de ville veut revitaliser les villes moyennes où se concentrent les



Dans la rue des Potiers, à Vallauris, les commerces sont en berne et pas uniquement pour cause de Covid.

(Photo Eric Ottino)

difficultés commerciales et économiques, par un plan d'investissement public.

Comment aide-t-il les villes ? Par un coup de pouce financier : près d'1,2 million d'euros par an pendant cinq ans (tous partenaires confondus et en fonction des capacités d'investissement de la ville) pour Grasse. Vallauris est en cours d'élaboration de son nouveau plan et de sa stratégie (*), mais le soutien financier devrait là aussi être adapté aux ambitions.

« J'ai été élu en juillet et grâce à ce dispositif, on a déjà embauché Aline Simon, chargée de mission, il y a deux mois, lance Kevin Luciano, maire de Vallauris-Golfe-Juan. En peu de temps, elle a abattu

un travail considérable. C'est très prometteur. La grande nouveauté c'est que l'on intègre Golfe-Juan [la partie balnéaire de la commune] dans nos nouvelles fiches action. Nous avons deux centralités et nous voulons qu'elles entrent en résonance. »

Ce qui fait, peut-être, la faiblesse du secteur, doit devenir une force pour redensifier le tissu commercial.

Ici, les finances ont souvent été le sujet. Le frein. Par chance, le dispositif - qui ne délivre pas non plus des sommes mirobolantes - n'est pas qu'un levier pécuniaire. Yann Clerc, chargé de mission à Grasse le dévoile : « C'est un passe-droit, comme un

sésame qui nous donne un accès facilité à des tas de partenaires. C'est une mise en réseau qui nous offre d'échanger quasi quotidiennement avec d'autres acteurs du programme. C'est très riche et particulièrement constructif. »

Quelque chose d'insaisissable pour habitants et commerçants. Le Grassois détaille : « Tout ça est très technocratique et nous sommes justement en phase de traduction pour que le grand public puisse bien saisir les choses. Comprendre en quoi le plan Action cœur de ville nous est utile et à quoi il participe. C'est important. »

Dans la cité des Parfums, on a déjà bien avancé sur une multitude de questions. La Ville se structure en

ce sens depuis le 14 septembre 2018 et a embauché son chargé de mission le 8 mars 2019.

Campus étudiants, cinémas, médiathèques pour recréer du flux

En mairie de Grasse, on a bien saisi aussi que l'attractivité d'un cœur de ville passe par les grands projets que l'on peut y mener. En parallèle du travail sur les petites cellules commerciales et en plus de tout ce qui a déjà été entrepris en matière d'habitat, et notamment côté vieille ville. Marie-Madeleine Guallino, adjointe au maire, déléguée au commerce, à l'artisanat et à l'attractivité commerciale, explique : « Plus qu'un centre-ville,



Le projet Martelly, à Grasse, devrait donner un coup de fouet au tissu commercial et à la vie locale.

(Photo Patrice Lapoirie)

C'est quoi le plan Action cœur de ville ?

Le point de départ du plan « Action cœur de ville », c'est la conviction que les villes moyennes sont sources de dynamisme économique, patrimonial, culturel et social. Mais que, dans le même temps, elles souffrent.

Le gouvernement a donc lancé en décembre 2017 ce grand plan d'investissement : deux cent vingt-deux collectivités ont été sélectionnées pour bénéficier de cinq milliards d'euros en cinq ans, financés par Action logement (1,5 milliard), l'Agence nationale de l'habitat (1,2 milliard), la Caisse des dépôts (1 milliard) et des prêts

(700 millions d'euros).

Des sommes dévolues à la réhabilitation et à la restructuration de l'habitat en centre-ville ; au développement économique et commercial ; à l'accessibilité, aux mobilités et connexions ; à la mise en valeur de l'espace public et du patrimoine ; à l'accès aux équipements et services publics.

Si ces financements sont nationaux, la gouvernance qui pilote leur attribution est partenariale et d'abord locale.

Ce sont les maires, en lien avec les présidents de l'intercommunalité, qui pilotent la réalisation

des actions.

Ils peuvent solliciter des partenaires régionaux et locaux, publics et privés, qui agiront ensuite concrètement dans les périmètres définis dans la convention, par des investissements nouveaux ou un renforcement de leurs interventions.

Les élus des collectivités locales disposent ainsi d'une boîte à outils qui leur permet de requérir des aides financées par « Action cœur de ville », pour des opérations de revitalisation du territoire : subventions, aides fiscales ou encore prêts.

plan pour le commerce ?

les accompagne à la relance. De quels autres leviers d'actions disposent-elles et pour quels résultats ?

nous avons ici un centre historique. Mais on vise plus grand. On mise aussi sur une médiathèque, des places joliment retravaillées et notre grand projet Martelly avec 2 000 m² d'alimentaire, 1 000 m² de halle du goût, 3 000 m² d'autres commerces et un cinéma avec six salles. » Ce n'est pas le tout de séduire, pour donner envie de rester, il faut aménager, structurer, animer. À deux pas du fameux chantier Martelly, justement, Sylvain Vauthier, du bar à vin *Au Comptoir*, souffle sa septième bougie à Grasse. « Nous venons de Lyon avec ma femme et on a monté notre commerce ici parce qu'on a aimé Grasse. Ses rues piétonnes, son patrimoine, son histoire, sa pierre... Et ça se passe plutôt bien pour nous ! Il ne nous manque plus que le retour des animations, comme la fête des Vendanges. Et tout sera impeccable. »

Définir une stratégie commerciale

Stratégiquement, chaque secteur a son orientation propre. À Vallauris, on mise sur la création d'une halle gourmande – « à la Paul-Bocuse, comme à Lyon », souffle le maire, non sans ambition – et sur un mixage des commerces dans les rues.

En effet, dans le précédent projet Cœur de ville, la poterie, l'activité symbole de la cité, avait été favorisée, en tout cas dans la rue principale. D'autres initiatives ont été menées mais les choses sont visiblement... à remodeler.

Avenue Clemenceau, à Vallauris, aujourd'hui, on furete à la recherche de quelques perles d'artistes et artisans. Il y a le petit-fils Capron, Agnès Sandahl (ex-galerie Sassi-Milici), La Poudre céramique, l'atelier Crociani, Mgs céramique... On monte jusqu'à la place de L'Homme au mouton pour retrouver *Les Petites Porcelaines*. Il y a de la fraîcheur et du talent. Mais seulement en pointillé.

Entre chaque boutique, des cellules bouclées. Pas de quoi dynamiser la balade, ni favoriser l'émulation entre les commerçants.



En haut de gauche à droite : les commerçants de Grasse. Marie-Madeleine Guallino. En bas de gauche à droite : Catherine Capitaine Maison Berger et Sylvain Vauthier, *Le Comptoir*.

(Photos Patrice Lapoirie, Ga.B. et DR)

« L'avenue Clemenceau ne pourra certainement pas se remplir de potiers comme à la grande époque. Il ne faut plus cibler ça. »

La cité a préempté nombre de locaux commerciaux ces dernières années et peut potentiellement réitérer. Pour autant, le premier magistrat se veut très scrupuleux dans le choix des activités à développer : « Préempter, c'est bien, mais livrer le bien n'importe comment, à n'importe qui à un prix dérisoire sans s'assurer, derrière, que la proposition est pérenne, c'est non. »

À Grasse aussi, on met la main sur des cellules vides. Il y a de quoi faire dans l'immense vieille ville, où des programmes pour l'habitat ont déjà fait leur ouvrage – et continuent. Mais sans se pré-

occuper spécifiquement des rez-de-chaussée. « Nous procédons donc à des acquisitions et à des remembrements. Occitant fusionne certains locaux pour pouvoir proposer des surfaces plus conséquentes », dévoile Yann Clerc.

Le chargé de mission enchaîne : « Nous sommes sur un site moyennageux, classé et c'est ce qui fait son attrait, mais aussi toute sa difficulté. Il y a beaucoup de petits espaces – environ 60 m² contre 200 m² en périphérie – parfois très humides... » Ce qui explique que près de 80 % des commerces grasseois se situent en bordure de ville. Il y aurait environ 800 commerces en tout, pour 150 en hypercentre.

À ses côtés, Marie-Madeleine Guallino acquiesce. « Sur les petites cellules, nous travaillons avec des his-

toriens pour renouer avec notre passé et réinstaller du petit artisanat. » Fabrication de bière, d'huile d'olive, travail des plantes à parfum, du cuir, torréfacteur, etc. Pourquoi ne pas imaginer faire pousser des champignons sous les voûtes les plus humides ? « Chaque lieu a une histoire. C'est passionnant. Et l'idée, c'est vraiment de proposer une complémentarité avec ce qui se fait ailleurs. » Yann Clerc reprend la main : « Nous tenons à avoir un positionnement singulier et qualitatif. »

Ils espèrent voir cette zone artisanale – côté place aux Herbes et rue Droite – sortir de terre avant Martelly. « On envisage aussi une rue des arts, rue de L'Oratoire. » Ils se donnent trois ou quatre ans pour aboutir. « Même si les gens

s'impatientent... »

Redorer le blason de sa ville « sinistrée »

L'image. Voilà un axe de travail commun à toutes les communes. « Les gens critiquent Grasse, mais ils n'ont qu'à venir voir ! Cette ville est pleine d'atouts et elle n'a pas, localement, l'image qu'elle a à l'international... »

Catherine Capitaine est responsable de la boutique Maison Berger, sur le boulevard du Jeu-de-Ballon. Depuis quatre ans, son activité va bon train et elle regrette amèrement qu'on lui serve des « Grasse manque de sécurité, il n'y a rien à voir et rien à faire ». Elle le martèle : « Jamais je ne me suis sentie en danger. C'est une ville à taille humaine, très agréable. C'est une ville qui a une âme. C'est à nous, consommateurs, de faire bouger les choses. De changer nos habitudes pour que le petit commerce vive bien. Il faut venir ! Se promener, lever le nez ! C'est tout... » Voir de ses yeux et donner sa chance au produit. La problématique est la même à Vallauris. Kevin Luciano le concède : « Améliorer notre image est en bonne place dans notre cahier des charges. Nous nous sommes trop longtemps reposés sur nos acquis, mais ça ne fonctionne plus. Il va falloir communiquer autrement. »

Internet, applications mobiles, tous les moyens seront bons pour présenter le nouveau visage de la cité des Potiers. Et donner envie aux visiteurs d'y flâner.

Un processus lent

Il ne reste plus qu'à se montrer patient. La relance d'une ville, du tissu commercial est un processus lent. Il faudra assurément à ces villes une dizaine d'années pour récolter les fruits de tous les chantiers engagés et s'assurer de leur solidité.

GAELLE BELDA
gbelda@nicematin.fr

1. Le 10 mars dernier, la commune de Vallauris-Golfe-Juan et l'Etat ont signé le premier avenant qui étend le périmètre du programme de redynamisation à Golfe-Juan.

Grasse, ville laboratoire

Bien s'entourer pour aller encore plus loin dans les projets, c'est un peu le leitmotiv des Grasseois. Et une vraie stratégie de développement. Pour ce faire, ils misent sur la jeunesse. Les étudiants. Il y a ce projet de campus dans l'hypercentre avec un apport de 1 200 jeunes censés amener une vraie dynamique locale. Une énergie, des idées, des envies. Et il y a ceux des Mines Paristech, qui constituent un groupe auquel on a demandé de plancher sur « la ville atelier labo du XXI^e siècle ». Yann Clerc explique : « Qu'est-ce que cela signifie pour eux ? Quel regard portent-ils ? Leur appui, leur analyse, leur regard neuf sont précieux pour nous. Nous échangeons régulièrement et c'est particulièrement riche. » Dans la petite communauté ainsi formée, il y a même un Grasseois. « Il tenait vraiment à participer à la réflexion. » Marie-Madeleine Guallino lui emboîte le pas : « Cela nous aide à nous positionner. À affiner nos choix. Partir de cette ville naturelle, pleine de santé, où il y a une vraie hygiène de vie : ici les gens ve-

naient se reposer, sentir le parfum des fleurs et bien vivre... » Et avancer jusqu'à sa version contemporaine sans jamais perdre le fil de ce qui fait son essence. L'élue chargée du commerce ajoute : « Pour compléter ce dispositif d'analyse, nous tenons aussi à remobiliser la Chambre de commerce et d'industrie, ainsi que la Chambre des métiers et de l'artisanat. Elles nous accompagnent depuis toujours, mais nous souhaitons qu'elles reviennent en centre-ville pour renforcer encore notre collaboration. Nous leur mettons des locaux à disposition. » Enfin, autre grand projet : monter un observatoire du commerce et un incubateur de commerces. Un peu comme le fait la pépinière d'entreprises InnovaGrasse depuis plusieurs années, mais spécifiquement pour les commerçants. Marie-Madeleine Guallino détaille, enthousiaste : « On pourrait y faire des tests, monter des boutiques éphémères et donner un coup de pouce à tous ceux qui ont un savoir-faire, mais qui ne sont pas spécialement gestionnaires. »

Dans nos autres épisodes de ce dossier

« SOS petit commerce », vous découvrirez que Vence tire son épingle du jeu et de quelle manière. Mais aussi comment à Arras (Pas-de-Calais), souvent érigée en modèle, la municipalité a réussi, en 5 ans, à faire passer son taux de vacance commerciale de 18 à 8 %.

On a aussi passé au crible des actions phares des A.M. et du Var. Bref, rendez-vous sur nicematin.com, rubrique « Solutions ».

nice-matin
des solutions

Rendez-vous sur nicematin.com pour retrouver nos articles de l'édition abonnés

Textos...

Lecture théâtralisée

Lecture théâtralisée de Impossible d'Erri de Luca, mercredi 7 avril, à 18 h 30, sur Zoom. Inscription (gratuite) en ligne. Le lien pour visionner la lecture sur Zoom (pas d'installation de logiciel requise) sera adressé 24 h avant.

Exposition (Re) nouer

L'exposition (Re) nouer, mêlant les photographies de Ludvine Martinez actuellement en résidence artistique sur Sainte-Marthe (DRAAC) et les objets réalisés par des personnes engagées dans le dispositif « Grasse à vos Talents », action de formation-remobilisation de publics éloignés de l'emploi, se tiendra jusqu'au 31 mai, à la chapelle de la Galerie Sainte-Marthe, 21, avenue Chiris. Rens. 04.93.77.51.93.

L'année de la BD Bulles et Bib

La Villa Saint-Hilaire, 1, impasse Boursier-Mougenot, propose une nouvelle exposition tout le mois d'avril : l'année la BD Bulles et Bib, avec des ateliers, rencontres-dédicaces, etc. Tout public. Gratuit sur inscription. Rens. au 04.97.05.58.53.

Yoga en plein air avec Beetwen Yogis

Voici le programme actualisé des stages et sorties « Yoga et balades » en plein air, d'avril à juin. Le stage à Sospel de fin mars est reporté à début juin, toutes les autres sorties sont maintenues comme prévu. La prochaine journée Yoga et balade aura lieu le 11 avril à Coursegoules (25 €). Le prochain week-end de stage est prévu pour début juin à Sospel, sur le thème « se ressourcer en énergie ». Suivre le lien pour vérifier le périmètre autorisé depuis chez soi : <https://www.coordonnees-gps.fr/distance> Mise en place prochainement d'un cours hebdomadaire en extérieur le mardi de 10 à 11 h 30 ou de 12 h 15 à 13 h 45 à La Colle ou Vence. Rens. et ins. Florence Deniel pour Beetwen Yogis. La Colle au 06.18.70.74.21 <https://beetwen-yogis.fr> <https://www.facebook.com/beetwenyogis>

Chats libres grasseois cherchent amis des bêtes

Une bienfaitrice qui nourrit les chats libres en centre-ville depuis des années espère une relève pour ses protégés. Au Service des Animaux 06, on veut pouvoir l'aider.

C'est chat village ici !. Ils ont été baptisés Ramsès, Rose, Le Tigré ou Manon. Se portent comme des charmes, ronronnent à l'approche, ont le poil brillant. Ces chats vivent en totale liberté dans le bas du centre historique de Grasse. Mais pas en complète autonomie.

Tous les jours, depuis plus de quarante ans, une bienfaitrice veille sur eux. Qu'il vente, qu'il pleuve ou qu'il neige, elle est au rendez-vous des gamelles et des caresses. Sur trois spots différents dans le secteur de la sortie du parking de la Roque où des abris de fortune ont même été installés par ses soins. Sans jamais laisser de déchets derrière elle. En plus de quarante ans, elle en a connu des dizaines...

Tout à ses frais

« Quand ils toussent, on les amène même chez le vétérinaire ». Cette bonne samaritaine qui ne perçoit qu'une petite retraite, dépense 2 à 300 € pour la douzaine de félins actuellement chouchoutés.

Jusqu'à quand ? Car aujourd'hui, même aidée par des amies, la bienfaitrice qui préfère rester anonyme, est âgée. Fatiguée.

D'autant que cette tournée quotidienne implique de prendre une voiture remplie de boîtes de pâtes, de bouteilles d'eau et de couvertures. « Je ne peux pas les laisser tomber », souffle la dame. Alors par notre biais, elle lance un appel. Aux amis des bêtes qui accepteraient de la



Ce beau matou gris fait partie des félins chouchoutés du bas de la vieille ville.

(Photo Gaëlle Arama)

remplacer. Mais aussi aux associations de protection animale.

ASA 06 en soutien

Contactée, Cécilia Fruleux d'Au Service des Animaux 06 est prête à l'aider malgré ses faibles moyens. « Je peux lui proposer de lui donner de la nourriture quand on aura fait des collectes. C'est de plus en plus dur pour nous financièrement. On manque nous-même d'aide pour faire ces

collectes. On nourrit déjà quarante chats en refuge, quarante chats en famille d'accueil et cent-cinquante chats libres de Mandelieu à Villeneuve-Loubet ».

Tous ces chats du bas de la vieille ville n'étant pas stérilisés, ASA 06 promet de s'occuper des stérilisations « dès que la mairie lui aura donné les bons à cet effet ». S'agissant des abris pas toujours esthétiques, Cécilia Fruleux soumet une

idée et lance un appel. « Ce serait bien d'impliquer les mairies pour la construction de cabanes qui pourraient être fabriquées par des ESAT en coopération avec nous. Avec un panneau de la mairie sur place... Ce serait plus joli. » Sans relève ni aide, qu'advient-il des minets ?

GAËLLE ARAMA

garama@nicematin.fr

■ Contact de la bienfaitrice : 04.93.36.64.56. Contact ASA 06 : 06.61.25.31.72. ■

Opération « Robotination » avec les enfants des Fleurs de Grasse

Dans le cadre du club scientifique qui se déroule tous les mercredis matin avec des enfants (âgés de 7 à 14 ans) du quartier des Fleurs de Grasse, l'association « Les Petits Débrouillards », qui travaillent autour des sciences, anime des activités d'initiation à l'informatique et à la robotique.

Cela inclut l'informatique débranchée pour familiariser les enfants avec le langage informatique, les outils numériques et la programmation créative.

Construction de A à Z

« Nous voulons accompagner les enfants dans la création d'objets numériques en les programmant eux-mêmes. Une équipe, qui travaille avec



Les enfants des Fleurs de Grasse à fond dans le projet : concentration et imagination pour fabriquer un robot même si ça discute grave entre les apprentis créateurs.

un chercheur en intelligence artificielle et une animatrice, se lance dans la construction de vrais robots ludiques, bâtis à partir de matériel de récupération, créés avec les idées des enfants eux-mêmes. En alliant science et créativité, technologie et développement durable, on montre con-

crètement que tout ne s'achète pas mais peut se construire, et on démontre que ce qu'on apprend à l'école peut permettre de faire de belles choses au quotidien », souligne-t-on du côté des Petits Débrouillards. Le groupe de six (pour respecter les conditions sani-

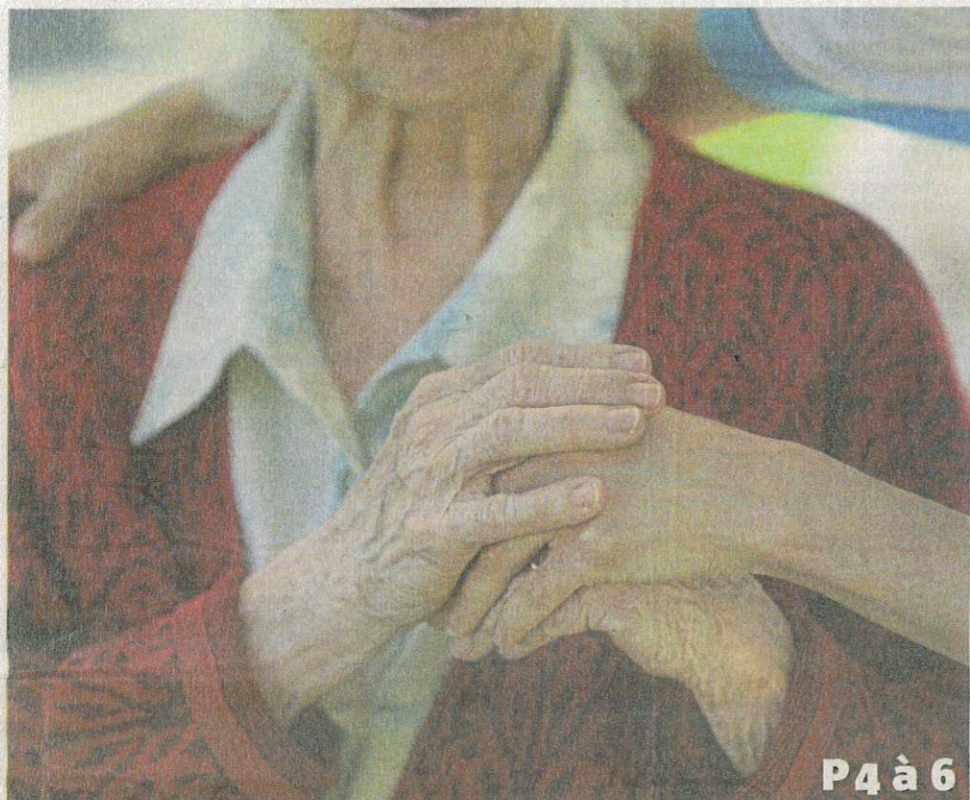
taires en cette période de pandémie) a la chance de pouvoir compter sur la présence de Thierry Viéville, chercheur à l'INRIA (Institut National de Recherche en Sciences et Technologies du Numérique) qui se régale à voir évoluer ces enfants.

Démystifier les robots

« L'idée c'est de démystifier le fait que robots sont intelligents. On leur montre durant plusieurs séances que ce ne sont que des machines créées par eux. Ils le fabriquent du début à la fin comme des jouets. On va chercher des morceaux de plein de choses dans les poubelles pour construire au final des robots. Les enfants sont à fond ! », s'enthousiasme le chercheur. Les Petits Débrouillards attendent aujourd'hui de savoir s'ils peuvent poursuivre les séances en salle après les nouvelles mesures sanitaires.

RUDY KOSKAS

rkoskas@nicematin.fr



P4 à 6

le mag. LOISIRS

Tendance

**Poterie
brute
créée à
Vallauris**



(Photo PL)

CANNES

**Strecker,
le maquilleur
de l'horreur **P13****



(Photo Patrice Lapoirie)

ANTIBES

**Poubelles
trop bruyantes
à d'Aguillon **P10****

ALPES-MARITIMES

**Trois fêtes
clandestines
stoppées **P7****

FAUT-IL AUTORISER L'EUTHANASIE ?

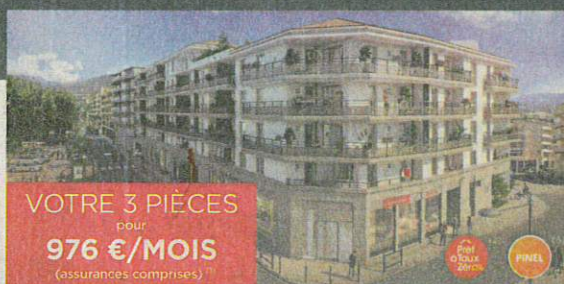
**Un texte
examiné jeudi
par les députés**

**Brenier et Leonetti :
le face à face entre
deux élus azuréens**

L'ENVOGUE

**DEVENEZ PROPRIÉTAIRE
AU CŒUR DE CANNES LA BOCCA**

- Nouvelle place Paul Roubaud à 2 minutes à pied
- Quartier animé, avec commerces et services
- À 7 minutes à pied de la plage
- À 8 minutes de l'échangeur de l'autoroute A8
- À 20 minutes de Sophia-Antipolis



VOTRE 3 PIÈCES
pour
976 €/MOIS
(assurances comprises)

ESPACE DE VENTE
30, avenue Michel Jourdan
06100 Cannes

04 15 85 96 00

* Prix d'un appel local

lenvogue-cannes.com

Une co-promotion

SOGEPROM

VINCI
IMMOBILIER

Campus universitaire : et encore un recours...

Conseil communautaire Déjà attaqué en séance municipale, le futur bâtiment fait l'objet d'un nouveau dépôt de dossier au tribunal administratif. Quelque part, en conséquence du premier

Comme souvent dans les dossiers grasseois – et même lorsqu'ils s'invitent au conseil communautaire – le campus universitaire est loin d'être un long fleuve tranquille... Futur bâtiment, situé dans l'ancien palais de justice, « qui doit accueillir en septembre 2022, près de 800 étudiants, a rappelé le président Jérôme Viaud. Toutes ses formations ont besoin d'un lieu centralisateur pour les recevoir. »

Le 23 mars, en conseil municipal, le groupe d'opposition Gatea et son président Paul Euzière avaient confirmé avoir déposé un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nice. Motifs : questions – restées sans réponses satisfaisantes – sur la sécurité des biens et des personnes, le respect du plan local d'urbanisme et des limites de propriété. Là, c'est au tour de Myriam Lazreug (ab-



Pour diverses raisons, à la Ville comme à l'agglomération, le futur établissement n'obtient pas le blanc-seing de l'opposition.

(Projection DR)

sente de la séance) et Stéphane Cassarini, eux aussi opposants du maire de Grasse, de saisir l'instance.

Quid des risques juridiques ?

Ce dernier a expliqué le pourquoi dans une longue tirade. En résumé : la non-

communication des deux recours gracieux (celui de Gatea, donc, et d'une riveraine), « éléments essentiels aux élus à leur prise de décision. » Jugant le recours de Paul Euzière « irrecevable [ce qui a bien fait rire celui-ci] puisqu'il n'est pas voisin immédiat du bâtiment », il

demande si l'autre « contient des éléments sérieux pouvant engager la responsabilité de la ville. » S'en est suivie une série de questions d'ordre juridique (sans réponse) : à qui, de la Ville ou de l'agglomération, la responsabilité en cas de problème sur le chantier ?

« Pourquoi Grasse a souscrit à un emprunt de 1,1 M€ en novembre 2020, alors que seule la CAPG pouvait le faire depuis le 28 juin 2019 ? Même chose pour l'attribution des marchés publics ? »

« Anormal » que Grasse « ne mette pas un sou »

Agacé, Jérôme Viaud réplique : « En attaquant cette délibération, ce n'est pas moi que vous bloquez et handicapez. C'est tout une dynamique, pour un territoire qui en a besoin et qui est en concurrence avec d'autres. » Et martèle : « Ce projet, nous nous battons pour le mener à terme. »

S'il « partage cette ambition pour, [il] l'espère, tout le pays grasseois », Gérard Delhomez (Peymeinade) s'étonne, lui, du « financement d'un projet au départ municipal. » Et trouve « anormal » qu'il soit financé par des tiers (*) et la CAPG [900 000 € des dires

du président de la CAPG, 1,24 M€ d'après la délibération...] sans que Grasse « ne mette un sou. » La Ville met « à disposition le foncier, sur une emprise conséquente dans le centre, rebondit Jérôme Viaud. Ce n'est pas rien. On a l'ambition que cela rayonne sur tout le Pays de Grasse. » L'opposant peymeinadois n'en démord pas : « C'est surtout comment la Ville se fait payer son équipement par la CAPG, comme le parking de Mouans-Sartoux... » Le président conclut : « Les élèves ne seront pas que de Grasse, il y en aura de Peymeinade aussi. Qui, à l'heure actuelle, vont faire leurs études à Nice... »

P. F.

pfiandino@nicematin.fr

1. En plus de la CAPG, le montant des travaux (6,07 M€ hors taxe et 7,29 M€ TTC) est reparti comme suit : 1,8 M€ du Département, 2,15 M€ de la Région, 810 180 € de l'État et 65 000 € de la Banque des territoires.

Budget : les 4 points à retenir

> La prudence est de mise

Premier vice-président en charge des finances, Jean-Marc Délia (Saint-Vallier) a annoncé des projections budgétaires « prudentes » eu égard à l'incertitude générée par la situation sanitaire. Propos appuyés par Jérôme Viaud : « Il y a une fragilité. On voit l'amélioration de certains ratios mais ça doit rester sous surveillance. »

> 9,8 M€ d'investissements nouveaux

Côté investissements, on reste, malgré tout, dans la moyenne depuis 2014. On compte, notamment, 3,14 M€ de travaux de gros entretiens des bâtiments publics, 2 M€ pour l'aide à la pierre, 1,175 M€ pour le logement social, 1,1 M€ pour les travaux à l'espace du Val de Siagne ou, on

l'a dit, 900 000 € pour le campus.

> Déchets : ça grimpe

La contribution au Smed (syndicat mixte d'élimination des déchets) augmente de 7,5 % en 2021 [11,85 M€]. « C'est lié au confinement, qui a généré plus de déchets que prévu sur notre territoire, soutient Jean-Marc Délia. Les tonnages collectés et traités ont d'ailleurs augmenté en 2020. »

> En chiffres

L'encours de dette prévu au 31 décembre 2021 est de 60,1 M€ contre 59,8 en 2020 ; l'annuité de celle-ci est de 4,47 M€, le montant des emprunts : 3 M€ maximum. Enfin, depuis 2014, la perte cumulée de dotation générale de fonctionnement – versée par l'État – est de 20,6 M€.

Réactions de l'opposition

Paul Euzière (Gatea) avait plusieurs points à soulever sur ce budget. Déjà, la collecte des ordures ménagères, représentant « 60 % des charges générales [8,5 M€] » et en « hausse de 3,1 % ». Il s'est aussi attristé de la « nouvelle hausse de 7,5 % de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour nos concitoyens. » Autre point d'achoppement : « Deux héritages coûteux de la Capag [ex-CAPG] : le remboursement de 67 000 € à la commune d'Antibes, où la Capag a perdu tous les procès jusqu'au conseil d'État » dans un contentieux « qui portait sur 1,1 M€ ». Et aussi les 500 000 € au budget Aroma Grasse [dossier Symrise], « opération qui a déjà coûté 11 M€ d'argent public. » Plus largement, il a noté « la dégradation de l'épargne depuis 2018 » et évoque un budget « laissant peu de marges

de manœuvre, portant le poids d'un héritage et d'investissements auxquels nous nous sommes toujours opposés. » Rappelant avoir « déploré déjà l'absence d'investissement concernant la mobilité, politique prioritaire, hormis le contestable parking de Mouans », Gérard Delhomez relance. Réponse de Jean-Marc Délia : « Un peu plus de 700 000 € sont prévus au budget Sillages. » Listing non exhaustif : 300 000 € d'études, 100 000 € pour les vélos électriques et les « boxcycles », 80 000 € pour les bornes Wiiz, 100 000 € pour les phases 2 et 3 de Compagnon Mobilité avec Cap Azur. Déplorant des « années et des centaines de milliers d'euros d'études depuis 2014 », Stéphane Cassarini a, lui, parlé de « poudre aux yeux. » Les élus d'opposition ont, ainsi, tous voté contre ce budget principal.

Art, culture, sport, environnement, économie sociale et solidaire... Près de 2 M d'euros de subventions

Associations, comités, agences... Trente-huit structures ont reçu des subventions lors de cette séance consacrée au budget pour un total de 1,99 M€. Rapide tour d'horizon. Plus de la moitié revient au secteur artistique et culturel, avec une enveloppe de 1,052 M€, largement consacrée à la programmation élargie du Théâtre de Grasse

(874 000 €). À noter, aussi, les 128 000 € pour la société circassienne Piste d'Azur, basée à La Roquette. Les sportifs, ensuite, avec trois associations concernées pour un montant de 150 000 €, dont 85 000 € pour le Rugby Olympique de Grasse. Onze associations du secteur Emploi et insertion, maintenant, avec une allocation glo-

bale de 534 600 €. Avec 270 000 € pour la Mission locale du Pays de Grasse ou encore 45 000 € pour les Jardins de la Siagne. La majorité de la somme destinée à l'économie sociale et solidaire (56 200 €) revient à la Scic Tétris (45 000 €), basée dans l'ancienne école Sainte-Marthe de Grasse. Côté environnement, cinq associations se voient subventionnées,

avec 10 200 €, dont 3 900 € pour la ferme pédagogique Terre de Soleil de Saint-Cézaire. Trente mille euros et trois associations pour la politique de développement numérique, dont 11 000 € consacrés à l'Itec (association Insertion travail éducation culture). Le comité des œuvres sociales Les CAPGéniaux, qui vise à améliorer les conditions de vie

des agents publics et de leurs familles reçoit 127 000 €. Enfin, trois autres structures se voient allouer 10 000 € chacune : l'association Paca pour demain, en charge du projet de centre de soins de la faune sauvage à Saint-Cézaire ; l'Adil 06 (agence départementale d'information sur le logement) et l'association mouansoise Choisir le vélo.

GRAND-OUEST ANTIBES-CANNES-GRASSE

nice-matin

nicematin.com

RÉSEAU SOCIAL DEPUIS 1945

MERCREDI 7 AVRIL 2021

Azur Viager

Votre spécialiste du Viager
dans les Alpes-Maritimes
dès 60 ans

EXPERTISE GRATUITE

04 93 38 04 44 - www.le-viager.fr



P2 à 4

ASTRAZENECA LE MAL-AIMÉ

**Les médecins
rassurent, mais les
patients doutent**

**Les réponses
aux questions que
vous vous posez**

le mag. + votre supplément

KISS MATIN

**Covid :
les idées
pour ne
pas craquer**
Cahier central



ANTIBES-JUAN



**Leur collecte
de denrées pour
les étudiants P10**

COVID-19
**Bugs en série
pour l'école
à distance P6**

GRASSE

**Le BHNS
bientôt sur
les rails ?**

P14

CANNES

**P. Michel :
rencontre
du 3^e type**

P13



(Photo Franck Fernandes)

UNE-Cannes 1

1,40 € - N° 26662

Abonnement : www.nicematin.com/abonnement ou N° Cristal 09 69 32 05 33

Retrouvez nos contacts dans les pages annonces du journal

Mise en route pour le bus à haut niveau de service ?

Des bus électriques en liaison directe entre Grasse et Mouans-Sartoux ? Attendu depuis de longues années, le projet de transports collectifs en site propre pointe le bout de son nez.

Appel de phares, en sortie de tunnel ? Attendu de longue date, le projet de TCSP (Transports collectifs en site propre) de l'agglomération grasseoise vient de connaître une avancée. Les élus ont, en effet, validé la candidature de la CAPG à l'appel à projets du ministère chargé des transports, dont l'enveloppe nationale s'élève à 450 M€. Pour combler l'absence, le président Jérôme Viaud évoquait, ces dernières années, de possibles variantes, au départ du pôle d'échange multimodal de la gare SNCF de Grasse : direction le centre-ville Peymeinade ou celui de Mouans-Sartoux. Et c'est donc la dernière citée, plus précisément le BHNS (Bus à haut niveau de service, comme à Cannes ou Antibes, par exemple) qui a les faveurs du « jury ».

Connexion avec la régie des bus cannoise

Car il présente un « grand avantage », assure Claude Serra (Le Tignet), en charge de la mobilité et des transports : « Une parfaite interconnexion entre Sillages [réseau de la CAPG] et Palm Bus [celui de l'agglomération cannoise]. » Première question, prosaïque, de Stéphane Cassarini sur « le coût d'une telle réalisation ». Jérôme Viaud lui répond complètement, avec le taux de participation financière et le profil du tracé envisagé [lire ci-contre]. Maintenant, l'élu d'opposition



Le BHNS, 100 % électrique, devra assurer la liaison entre le pôle multimodal de Grasse et le centre de Mouans-Sartoux. (Photo Dylan Meiffret)

grassoise – qui votera contre la délibération – attaque : « Ces 45 M€, c'est le chiffre annoncé aujourd'hui. On a encore l'exemple pour le parking multimodal de Mouans-Sartoux, qui a pris 20 % en un an. Et 20 % de 45 M€, ça fait 9 M€, entame-t-il. Avec les financements, la CAPG devra, donc, régler 9 M€, au départ, pour cette seconde liaison Grasse-Mouans-Sartoux. »

« Doubleton avec le train »

La première ? Celle assurée par le train. Il est ainsi sûr que ce BHNS, va « créer une concurrence » avec

celui-ci, soutenant qu'à l'époque, la ligne Cannes-Grasse avait été fermée « à la suite de la concurrence des bus. » Moralité : « Tout cet argent pour un doublon, ça me paraît discutable. Ce n'est pas un bon investissement. » Jérôme Viaud s'en mord presque les lèvres : « Il y a quelques minutes [lors du débat sur le Versement mobilité, lire plus bas], vous disiez que le TCSP doit desservir les entreprises. C'est exactement l'objet ici : intégrer au tracé Robertet, Tourmaire, Les Britanniques, etc. Et là, vous dites que ça n'a pas d'utilité. »

On monte d'un cran dans l'agacement : « Vous vous effondrez dans l'incohérence et une succession de contre-vérités. Ça ne doit pas être simple dans votre tête. » Sans s'en émouvoir, Stéphane Cassarini réplique : « Je regrette que vous ayez du mal à me suivre. Mais quand je défendais les entreprises, je parlais des 37 M€ de majoration depuis 2005. » Claude Serra recadre et conclut : « L'État lance cet appel. Soit on y répond très rapidement, soit on laisse passer le train... »

PASCAL FIANDINO
pfandino@nicematin.fr

En chiffres

Estimation à 45 M€

Le montant d'un tel projet est envisagé à 45 M€. Estimation dans laquelle il faut prendre « en compte un taux de participation [subventions de l'État notamment] à hauteur de 80 % », indique Jérôme Viaud. Soit, pour l'agglomération, une charge de 9 M€.

Deux tracés étudiés

Ce qui est sûr pour ce projet de BHNS : les bus en circulation sur la ligne seraient 100 % électriques ; un dépôt de bus « nouvelle génération » est prévu ; il ferait le lien entre les pôles d'échanges multimodaux de Grasse et Mouans-Sartoux, intégrant trois parkings relais, à la gare de Grasse (existant), à Mouans (en cours de construction) et à la Paoute. À réaliser « en lien avec l'arrivée du prolongement de la pénétrente Cannes-Grasse, qu'il faut prendre en considération », indique Claude Serra. D'où « l'incertitude » qui demeure : quel tracé ? Deux (un de 8 km, l'autre de 10 km), sont, pour l'heure, à l'étude.

Début des travaux dans les cinq ans

Si le projet est retenu, études de faisabilité et définition du programme opérationnel seront lancées cette année. Le premier coup de pioche ? Il est raisonnable de dire que les travaux commenceront dans un délai de cinq ans. »

Versement Mobilité : la taxe qui continue de faire parler et de diviser les élus

Versement transport ou mobilité, appelez-la comme vous voulez, elle continue de diviser. Avant le débat sur le BHNS, les élus devaient voter le budget annexe transports.

Parmi les chiffres présentés, la recette envisagée de la taxe en question, prélevée aux entreprises pour le développement de la mobilité. Montant affiché de 6,82 M€, suivi d'une parenthèse « prévision prudente pour 2021 estimé à 9,5 M€ ». Pourquoi ce gap ? Réponse dans la question de Paul Euzière (Gatea) : « Est-ce que le budget intègre un taux à 1,75 % ? » Jean-Marc Délia (Saint-Valier) : « Pas la totalité ; c'est 1,25 %. » Pourquoi ? Conséquence de l'absence, jusqu'alors, du projet évoqué plus haut, celui de TCSP, ce

taux était passé, en séance communautaire du 28 février 2020, de 1,75 à 1,25.

« Rendre les 15 M€ aux entreprises »

« Cette programmation de TCSP autorisait la CAPG à dépasser le plafond fixé par la loi, rembobine Stéphane Cassarini. Depuis 2014, la seule majoration de cette taxe a rapporté 15,5 M€. Vous avez pris cet argent aux entreprises car vous aviez un projet. » Il questionne : « Où est-il, ce projet ? Aucun coup de pioche n'a été donné. Ce prélèvement de 15,5 M€, vous n'auriez pas dû le faire. Il serait temps de leur rendre cette somme. »

Avant d'assurer que, depuis la majoration à 1,75 %, datant « de 2005 et du projet de funiculaire », ce sont

« 37,5 M€ de surplus qui ont été prélevés et rien n'a été fait. »

« On est où, au café du commerce ? »

Claude Serra explique qu'en suivant « un juridisme très basique », le produit de la taxe doit aller « à l'étude et la réalisation d'un TCSP » et que la CAPG a « prélevé des sommes qu'elle n'aurait pas dues. » Oui mais voilà : « Ces sommes ont permis à Sillages d'assurer ses missions sur l'ensemble du territoire, notamment auprès des entreprises qui versent cette taxe. » Il invoque « un impératif d'intérêt général supérieur de maintenir le fonctionnement de l'ensemble des lignes au bénéfice des salariés et des scolaires. »

Propos qui font bondir Paul Euzière : « Quand on affecte des recet-

tes à un autre chapitre que celui prévu, c'est un détournement de taxes. C'est du pénal, pas du juridisme tatillon. »

Il tempête : « Depuis quand peut-on invoquer un intérêt supérieur, décréter par nous-même, au-dessus des lois. On est où là ? Dans une assemblée d'élus ou au café du commerce ? Parlons vrai : on a perçu indûment des taxes, car on n'a rien à mettre en face », termine-t-il, se disant, néanmoins « rassuré » par la réponse de Jean-Marc Délia à 1,25 %.

« Ce n'est pas vrai que ces sommes n'ont servi à rien »

Jérôme Viaud vole au secours de Claude Serra, rappelant « qu'il n'était pas élu avant 2020 » et porte « la charge et la responsabilité » de

la situation.

Sans manquer de reprendre Stéphane Cassarini : « Ce n'est pas vrai que ces 15 M€ n'ont servi à rien. » Inventaire à la Prévert : « La nouvelle billetterie, la géolocalisation des bus en temps réel, l'information des voyageurs, les accès PMR [personnes à mobilité réduite] du réseau, les sanitaires pour les conducteurs, les aires de retournement. Tout ça, ce sont des conditions de mobilité qui permettent d'avoir ces sommes. »

Mais aussi : « Les bornes de recharge Wiiz, les aires de covoiturage, l'application Compagnon mobilité, les vélos électriques. Si on rend ces sommes, comment assurer l'équilibre sur le territoire ? » L'élu grassoise rebondit : « Comme les autres agglomérations, qui respectent la loi. »

P. F.

**RXEAT.**

L'APPLICATION INNOVANTE POUR ASSOUVRIR SES ENVIES CULINAIRES !



www.rx-eat.com

Gréolières Village, hier matin.



P 2-3

(Photo Jackie Diaren)

RENDEZ-NOUS LE PRINTEMPS !

Des chutes de neige à basse altitude hier

La pluie s'invite à partir de ce week-end

le mag **SAVEURS**

Pur sucre

Des fruits à sucer



ANTIBES
Un cétacé pris dans vos filets ?
Déclarez-le ! P40



CANNES
Un policier fait feu sur une voiture folle P10

GRASSE
Tout savoir sur le permis de louer P16

L'ENVOGUE

DEVEZ PROPRIÉTAIRE AU CŒUR DE CANNES LA BOCCA

- Nouvelle place Paul Roubaud à 2 minutes à pied
- Quartier animé, avec commerces et services
- À 7 minutes à pied de la plage
- À 8 minutes de l'échangeur de l'autoroute A8
- À 20 minutes de Sophia-Antipolis



VOTRE 3 PIÈCES pour
976 €/MOIS
(assurances comprises)

ESPACE DE VENTE
30, avenue Michel Jourdan
06100 Cannes

04 15 85 96 00

lenvogue-cannes.com

Vente co-propriété

SOGEPROM

habitat participatif

VINCI IMMOBILIER

Voiture folle à Cannes : un policier fait feu !

Hier, un policier municipal a fait usage de son arme en direction d'un véhicule en fuite qui venait de renverser son collègue sur la Croisette. Pas de victime, mais deux suspects interpellés.

Au mépris de tous les dangers. Tant pour les promeneurs, que pour les policiers qui ont tenté de les intercepter. Vers 15 heures hier, une Mercedes Classe A a été repérée fonçant à très vive allure sur la Croisette, circulant allègrement sur la piste cyclable. À hauteur du square Verdun sur la chaussée sud, un équipage de police municipale a courageusement tenté de s'interposer, mais le véhicule a mordu sur le trottoir, renversant un scooter et l'un des fonctionnaires avant de poursuivre sa route à toute allure.

Ils tentent de s'enfuir à pied !

Son collègue de la PM a alors fait feu en direction des fuyards et un projectile a atteint l'arrière de la voiture, sans faire de victime. Faussement immatriculée, la Mercedes s'est immobilisée un peu plus loin, et ses occupants, des Azuréens



La police scientifique a effectué des relevés sur la voiture des suspects.

(Photo Dylan Meiffret)

agés de 33 et 24 ans, ont tenté de s'échapper en courant, mais ont été rattrapés par la patrouille. Sur

place, la police nationale a effectué les premiers constats d'usage, avant de conduire les deux suspects au

commissariat et de les placer en garde à vue pour refus d'obtempérer et violences volontaires sur per-

sonne détentrice de l'autorité publique.

La police lance un appel à témoins

La police scientifique a également été requise pour effectuer des relevés sur la Mercedes, avant de la faire enlever de la chaussée. Le policier municipal renversé, lui, a été conduit à l'hôpital pour une légère blessure à la jambe, mais son état n'inspirait pas trop d'inquiétude. La chaussée sud de la Croisette a été sécurisée et interdite à la circulation à hauteur du square Verdun jusque vers 17 h 30 environ. Pour les besoins de l'enquête, la police cannoise lance un appel à témoins : toute personne susceptible de s'être trouvée sur la Croisette, sur la piste cyclable en particulier, à l'heure où le véhicule suspect roulait à toute allure, est priée de contacter le commissariat au 04 93 06 22 22. A.C.

Un feu de forêt détruit au moins trois hectares à Tende

Une cinquantaine de sapeurs-pompiers a été mobilisée à Tende, hier après-midi, pour un feu de forêt près de la chapelle de Viévol.

L'incendie s'est déclaré sur un chantier Enedis, au-dessus de la colonie SNCF. À 16 h 30, un hectare avait déjà brûlé. À 20 heures, le feu avait parcouru trois hectares et se situait dans une zone difficile d'accès.

Attisé par le vent, l'incendie - dont la progression vers le nord était rapide - se situait au niveau d'une barre



Le feu de forêt s'est déclaré dans le hameau de Viévol. Une épaisse fumée était visible à la sortie du village de Tende.

(Photo M.P.)

rocheuse et ne menaçait aucune habitation. Le dispositif mis en place par les pompiers est resté toute la nuit pour contenir le feu. Des moyens supplémentaires pourront être demandés ce matin en fonction de son évolution. Quant aux deux canadiens observés par les habitants dans le ciel tendasque et niçois, ils étaient en exercice et ne sont pas intervenus sur l'opération. Seuls d'importants moyens terrestres ont été engagés.

A.R. ET M.P.

Interpellé et menotté à Grasse, il prend la poudre d'escampette

Drôle de scène à laquelle ont assisté les passants, ce mercredi soir, sur la place aux Aires de Grasse.

Vers 19 heures, les policiers sont appelés par une personne indiquant qu'une de ses connaissances est en train de saccager son appartement, rue de l'Oratoire.

Interpellé, l'individu est conduit vers le véhicule. Juste avant de grimper, il prend ses jambes à son cou, menottes aux poignets et fausse compagnie aux agents.

Une fuite qui va durer une vingtaine de minutes. Repéré par les caméras de vidéosurveillance, il sera, de nouveau, interpellé, 800 mètres plus loin, traverse Victor-Hugo, par les policiers municipaux. Et conduit au commissariat pour être placé en garde à vue.

P. F.



L'individu a faussé compagnie aux policiers, au niveau de la place aux Aires. (Ph. Dylan Meiffret)

NICE

Un policier accusé de vol de motos

Un gardien de la paix jusqu'à présent bien noté, est en prison depuis quatre mois et Isabelle Demarbaix-Joando, juge des libertés et de la détention, a prolongé ce mercredi l'incarcération. Le policier, fonctionnaire depuis dix-sept ans, est soupçonné d'avoir participé au vol de deux motos placées sous scellés au commissariat Saint-Augustin à Nice. Il a prêté un fourgon de l'administration à deux complices et leur a ouvert la porte pour accéder aux motos, des engins sans grande valeur saisis lors de rodéos urbains. L'enquête, sous la direction d'un juge d'instruction, est toujours en cours pour identifier les complices. Le procureur Marc Rupert a estimé que la détention provisoire du policier, dont le comportement demeure une énigme, était une nécessité de l'enquête. M^{re} Sophie Jonquet, avocate du policier, a vainement tenté

d'obtenir la remise en liberté de son client. Elle a suggéré que ce dernier soit placé sous contrôle judiciaire dans le Var, s'étonnant au passage que les complices présumés ne fassent pas l'objet d'un mandat de recherche. Entendu par ailleurs par l'Inspection générale de la police nationale, le gardien de la paix risque, outre la sanction pénale, une révocation.

Un homme armé interpellé à la gare

Mardi, vers 7 h 45, des passants ont alerté la police alors qu'ils venaient de croiser près de la gare de Nice un homme visiblement armé d'une arme de poing. Des policiers de la brigade anticriminalité, aidés par le centre de supervision urbain de la Ville, l'ont interpellé sans difficulté. L'individu était en possession d'une réplique de pistolet et de deux couteaux. Après une journée en garde à vue, interrogé par le groupe d'appui judiciaire, il a été déféré hier au parquet. C.H. P.

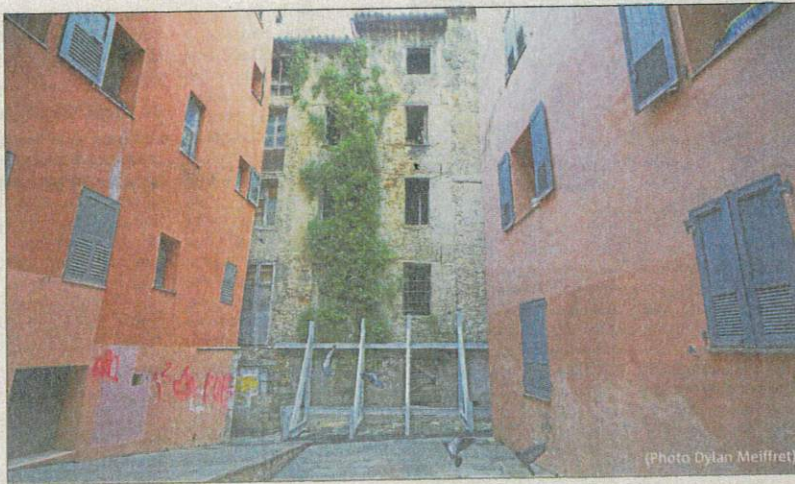
Permis de louer : un dispositif en questions

Puisqu'elle concerne, depuis le 2 avril, nombre de propriétaires-bailleurs et, donc, de locataires du centre historique, tour d'horizon de la stratégie de « chasse aux marchands de sommeil »

La chasse est ouverte ! Le 2 avril, Grasse est devenue la première ville du département à adopter le permis de louer, entrant dans le cadre de la loi Alur (*) de 2014. Objectif : lutter contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil. « Un sujet qui va bousculer beaucoup de choses », annonce le maire, Jérôme Viaud. Dossier mené « avec fermeté mais aussi une écoute attentive, car tous les bailleurs ne sont pas marchands de sommeil », tempère Nicole Nuttini, adjointe en charge de la problématique. Si le dispositif est encore neuf (huit dossiers déposés au 6 avril), nombre de propriétaires sont concernés. Lesquels ? Pour quelles implications ?

Qui est concerné ?

Le permis de louer s'étend sur 10 ha dans le centre historique, pour 650 immeubles et plus de 2000 logements. « Le périmètre n'est pas définitif, explique Nicole Nuttini. À la fin du PLH [plan local de l'habitat, en décembre 2022], on pourra l'élargir, pour éviter de simplement déplacer le problème. » Il concerne les premières et les nouvelles mises en location (en résidence principale, soit au moins 8 mois par an). « Pour les locations avant le 1^{er} avril, on n'intervient pas. Il n'y a pas de rétroactivité », précise le maire. En amont, 1 720 courriers ont été envoyés aux propriétaires pour



(Photo Dylan Meiffret)

les prévenir de la mise en place et du dossier à monter.

Quel délai de traitement du dossier ?

Dans le courrier reçu, les propriétaires ont le détail des démarches pour remplir l'autorisation préalable avant mise en location. Les logements font, ainsi, l'objet de visites de la structure municipale en place autour de William Audibert, responsable du service d'hygiène. Pour ceux qui craignent les lenteurs administratives, il rassure : « On a un mois max, après le dépôt

du dossier, pour délivrer l'autorisation. » Permis signé par le maire, valable deux ans, même si les locataires changent entre-temps.

Quelles sanctions ?

Ceux qui ne déposent pas le dossier s'exposent à une amende de 5 000 €. En cas de récidive, c'est 15 000 €. Avec mise en demeure du préfet et un mois pour régulariser. Sommes qui serviraient à financer l'Anah (Agence nationale d'amélioration de l'habitat). Ça, c'est juste pour l'oubli. Si, en plus, le logement ne répond pas

aux normes locales, ça se corse... « Suspension des allocations de la Caf, arrêté d'insalubrité, interdiction d'habiter, liste William Audibert. Le propriétaire devra faire les travaux et reloger son locataire. »

Quel accompagnement ?

Répression, mais pas seulement. « Ceux qui sont dans la bonne démarche, on va les aider à remettre leur logement aux normes, promet Jérôme Viaud. Leur expliquer les accompagnements possibles avec Pays de Grasse Développement, les subventions municipales [40 %]

pour la rénovation des portes et façades. »

William Audibert complète : « Il y aura aussi des aides de l'Anah, dans le cadre de l'OPAH-RU (*). On va avoir un petit décalage car elle sera finalisée en fin d'année mais ça permettra d'accompagner le financement de travaux intérieurs. »

Quels objectifs ?

Le but de ce permis de louer est, d'abord, « d'offrir des conditions de logement dignes de ce nom aux habitants du centre », affirme le 1^{er} magistrat. Mais il y a d'autres objectifs : « Lutter contre l'immigration clandestine. Il y a des passerelles évidentes entre cette problématique et l'habitat indigne. » Ainsi que « faire monter en gamme l'immobilier du cœur de ville. » Nicole Nuttini entend ainsi « convaincre la population de l'intérêt collectif de la démarche. On ne veut pas des appartements vides car il y aurait trop de contraintes. » Dans le centre, près de 35 % des logements sont vacants. Avec « 15-20 % de propriétaires occupants, contre 30-35 % il y a 15 ans, assure William Audibert. On a bon espoir que tout cela pousse de nouveaux investisseurs à racheter et profiter de ces aides pour rénover. »

PASCAL FIANDINO
pfandino@nicematin.fr

1. Accès au logement et un urbanisme rénové.
2. Opération programmée d'amélioration de l'habitat - renouvellement urbain.

« Quand on se balade, on voit. Il n'y a pas besoin d'une expertise »

Dans sa volonté de redynamiser le cœur historique, la Ville souhaite, aussi, un rajeunissement de la population. Case cochée par Aurore Denos. À 30 ans, cette Niçoise, qui travaille à Sophia, a choisi d'investir dans la cité des parfums. Sans « lien particulier » avec la commune, elle avoue avoir saisi la « bonne opportunité » financière : « On a été attiré par le prix. Il y a peu d'endroits dans les Alpes-Maritimes où l'on peut acheter un bien à 1 000 € le m². » En novembre, elle a acquis un appartement place de la Placette, tout près de l'hôtel de Ville. Les travaux viennent de s'achever, l'heure est, désormais, à la mise en location.

« Quand on est honnête, pas de raison d'avoir peur... »

Ainsi, le 1^{er} avril, elle a déposé le dossier relatif au permis de louer. « Il manquait quelques éléments, notamment les diagnostics, qui sont



Aurore Denos est l'une des ses propriétaires du centre soumise au permis de louer. (DR)

en cours [entrevue réalisée le 6 avril]. » Permis dont elle a été informée en février, par courrier. « Surprise » au départ, elle en relativise la portée : « C'est administratif. Si l'on a peur de ça, en France, on ne fait plus rien [rires]. En plus, ce n'est pas très contrai-

gnant et la démarche est gratuite. » Elle estime, surtout, que le cœur historique en a bien besoin. « Ça va être extraordinaire pour ce centre-ville. Quand on s'y balade, on voit ce qu'il en est à certains endroits. Ce n'est pas nécessaire d'avoir une expertise. » Impression visuelle renforcée par la grille d'évaluation du permis de louer... « Par exemple, il y a une question "Est-ce qu'il y a des WC dans le logement ?" Ça sous-entend que ce n'est pas toujours le cas. » Elle, en tout cas, ne se fait guère de soucis... « Quand on est honnête, qu'on veut faire quelque chose de propre, il n'y a pas de raison d'avoir peur de ça... » Et puis, il y a la perspective d'une revalorisation du quartier. Jamais anodin quand on est propriétaire... « Ça va prendre du temps mais, plus ça va aller, plus ça va prendre de la valeur. Pour nous, c'est tout bénéf. »

P. F.

Les bailleurs sociaux ?

Puisque les bailleurs sociaux, n'entrant pas dans le cadre de la loi Alur (à l'instar des logements « conventionnés »), ne sont pas concernés par ce permis de louer, quels champs d'action pour la Ville ? Car, ce n'est pas un secret, il existe, aussi, de l'habitat indigne les impliquant. Alors, s'ils sont indirects, les moyens de pression existent.

Déjà, via le guichet unique créé le 1^{er} janvier 2021 à la CAPG. Celui-ci centralise le montant (de 700 000 € à 1 M€ par an) des pénalités SRU (carences en logement social) des cinq communes concernées (Grasse, Pégomas, Peymeinade, La Roquette, Saint-Cézaire, Mouans-Sartoux étant épargné). Somme qui sert « à développer des projets sur le territoire avec les bailleurs sociaux », indique Jérôme Viaud. Qui prévient : « De facto, on écartera ceux qui ne sont pas dans la bonne démarche. On va aider financièrement ceux qui jouent le jeu ; les autres n'auront plus rien. »

Taxe foncière : « Pour 100 000 € d'exonération, on veut 100 000 € de dépenses »

Il y a, aussi, l'exonération, pour les bailleurs, de la taxe sur le foncier bâti dans certains quartiers (Fleurs de Grasse, Virgil Barel et centre historique). « Ils ont des abattements, ils nous doivent des contreparties. C'est la loi, rappelle le maire. Nous aurons une revue de projets annuelle. Vous avez 100 000 € d'exonération ? Vous faites 100 000 € de dépenses. Et pas des charges courantes, de l'investissement. » Ainsi, dernièrement, l'installation de la vidéosurveillance dans les résidences Valmy et Val de Provence, près de la gare SNCF, a été financée à 60 % par les bailleurs sociaux. On se souvient, enfin, du coup de gueule de Paul Euzière en conseil CAPG du 8 novembre 2019. Qui avait créé une réaction en chaîne, les élus bloquant les garanties d'emprunt à un bailleur social tant que les travaux n'étaient pas effectués sur les sites en gestion.



P2 à 4

le mag CULTURE

Musique

Disco-funk avec

L'Impératrice



VALBONNE

La piscine restera à Val de Cuberte

P15



CANNES RÉGION
Cyber-attaque sur les Conseils d'élus !

P12

CANNES

La voiture folle roulait sans permis

P8

AU PAYS DES DÉCONFINÉS

Ces Azuréens vivent cette crise à l'étranger

Le bout du tunnel, ils le voient ou ils y sont déjà

DÎNERS CLANDESTINS

Christophe Leroy sort du silence

P23



du 1er au 29 avril
RENDEZ-VOUS
(Très Privé)



Et si nous passions au salon ?*
Venez vivre une expérience unique dans notre salon privé et découvrez l'offre exceptionnelle que nous vous avons réservée.

* Uniquement sur BVS

BYMY CAR CANNES VILLENEUVE
0493690505 0492026700

L'enseigne Grand Panier Bio ouvre à la Paoute

C'est le premier magasin de cette enseigne dans le Grand Sud. C'est une nouvelle vie professionnelle pour Jean-Baptiste Dubuc, transfuge de la grande distribution, adepte du bio.

Le bio a le vent en poupe. Après Biocoop Mougins et à Grasse et le Marchand Bio à Grasse, un nouveau supermarché bio va ouvrir le mercredi 14 avril à la Paoute en lieu et place de la Maison du tissu : Grand Panier Bio. Noir chic pour la façade mais aussi l'ambiance intérieure, larges travées, rayons au cordeau, îlots à thème avec le marché, la cave, ou l'épicerie, la surface de 450 m² proposera 10 000 références dans la filière bio. On y trouvera également des produits de terroir comme la bière du Comté de Nice, des vins, fromages et légumes de la région. C'est une nouvelle aventure professionnelle pour Jean-Baptiste Dubuc et ses associés, le Niçois Vincent Ferreri et les Antibois Mathieu et Régis Isaia.

« Toutes mes économies »

Ancien responsable digital chez Microsoft puis Sony, ce Cagnois, récemment salarié d'une entreprise d'agro alimentaire, a eu un déclic lors du premier confinement.

« Cela m'a posé un problème déontologique. Je suis un consommateur bio depuis des années. J'ai eu envie de retrouver dans un supermar-



La petite équipe du Grand Panier Bio sur le pont avant l'ouverture le 14 avril.

(Photo Patrice Lapoirie)

ché ce que je ne trouvais pas jusqu'à présent. J'avais envie de piloter un projet de A à Z en adéquation avec mes convictions. »

Le parcours du combattant a été long, notamment pour obtenir un prêt bancaire et pour trouver un emplacement. « J'y ai mis toutes mes économies sur 25 ans de travail, glisse le nouveau chef d'entreprise. À la Paoute,

après étude de marché, on est sur une zone de chalandise de 2 300 salariés, et 1 800 habitants qui peuvent venir à pied ».

Snacking traiteur

La franchise Grand Panier Bio, inconnue dans le Grand Sud, l'a séduit.

« Aujourd'hui, il faut être acteur économique et social. Nos employés (quatre) se-

ront mieux payés qu'ailleurs. Les gens heureux travaillent mieux, non ? ». Mais comment se distinguer de la concurrence ?

« Nous allons proposer un rayon snacking traiteur avec des plats vegan, végétariens et du sans gluten préparés avec des produits du magasin par deux chefs dans notre cuisine à Nice. Et puis l'approche tarifaire est agressive.

Avec 120 produits en promo toute l'année. Nous serons compétitifs. On proposera du click and collect et un service livraisons ». Jean-Baptiste Dubuc promet un accueil chaleureux, des sourires et du conseil. C'est un nouveau choix de vie pour ce chantre du commerce éthique. « On n'est pas là pour faire de l'argent. Je le vois comme un projet juste,

avec du sens moral, de la déontologie ».

Si la clientèle est au rendez-vous, l'objectif est même d'en ouvrir un second...

GAËLLE ARAMA
garama@nicematin.fr

Savoir +

129 avenue de la Paoute.
Heures d'ouverture : 9 h à 19 h 30 du lundi au jeudi. De 8 h à 19 h 30 les vendredis et samedi. De 9 h à 12 h 30 le dimanche.

Vie politique

Permis de louer : Jean-Paul Camerano pour une extension du périmètre

Mis en place depuis le 2 avril, notamment pour lutter contre l'habitat indigne, le permis de louer englobe, pour l'heure, les 10 hectares du centre historique. Un périmètre que Jean-Paul Camerano (LaREM) désire voir s'étendre. S'il note « avec satisfaction la mise en place » d'un dispositif « nécessaire » au centre, comme il l'avait « proposé lors de l'élection municipale », l'élus d'opposition grassoise estime que « cela ne va pas assez loin, car seuls les nouveaux baux sont concernés », et que le champ d'action est « trop restreint ». Il demande ainsi au maire de Grasse, Jérôme Viaud, « d'étendre cette mesure à l'ensemble de la commune avec une mise en place d'un suivi régulier via des points d'étapes successifs ». Une extension qui ne sera possible, comme nous l'indiquons dans notre article du 8 avril, qu'au terme du Plan local de l'habitat, en décembre 2022.

Un premier laboratoire mobile de parfumerie

La société suisse Givaudan, leader dans les secteurs de l'arôme et du parfum, lancera à Grasse son Blossom Lab™. Ce premier laboratoire mobile permet d'appliquer des techniques d'extraction des ingrédients naturels et de créer de nouvelles qualités d'ingrédients de parfumerie directement sur le terrain.

Il a été conçu à Grasse à partir de conteneurs de marchandises transformés et pourra être déplacé par camion ou par bateau pour mener des recherches en immersion au cœur des sites naturels les plus précieux, partout dans le monde.

C'est donc à Grasse, annonce la société Givaudan, que ce premier labo mobile de parfumerie sera d'abord déployé, avant de mener des expéditions d'innovation et d'exploiter le réseau unique de Givaudan « Naturals at Origin », de l'Égypte à Sulawesi (Indonésie), pour concevoir de nouvelles qualités d'ingrédients naturels dans le respect de l'environnement.

« Travailler de façon responsable »

« C'est est une avancée palpitante dans l'industrie de la parfumerie, assure Maurizio Volpi, président de la Division Par-

fums et Beauté de Givaudan. Il s'agit d'un laboratoire de haute technologie qui permet de travailler de façon responsable avec les ingrédients naturels les plus frais et les plus précieux, directement sur le terrain. Nous nous réjouissons à la perspective d'explorer la multitude de possibilités offertes par cette innovation. »

Durant l'exercice 2020, la société Givaudan a employé près de 16 000 personnes dans le monde et généré un chiffre d'affaires de 6,3 milliards (CHF).

Plus d'info sur le site Internet www.givaudan.com.



L'un des nombreux laboratoires dans le monde de la société Givaudan. (DR)

GRAND-OUEST ANTIBES-CANNES-GRASSE

nice-matin

nicematin.com

RÉSEAU SOCIAL DEPUIS 1945

SAMEDI 10 AVRIL 2021

Azur Viager

Votre spécialiste du Viager
dans les Alpes-Maritimes
dès 60 ans

EXPERTISE GRATUITE

04 93 38 04 44 - www.le-viager.fr



INTERVIEW



P28

(Photo Sébastien Borella)

LA CULTURE EN ÉTENDARD

**David Lisnard
cosigne un essai
programmatique**

**La culture est son
« arme absolue »
face à la crise**

le mag HISTOIRE

**Quand le tabac
faisait vivre Nice**



vos magazines



ANTIBES



**Mère Nature
recrute à la
Villa Thuret P15**

**GRASSE
Des cosmétiques
avec des déchets
verts P19**

ROYAUME-UNI

**Le prince
Philip meurt
à 99 ans**

P30



GRAND OUEST

**Vaccination :
les maires
sur le front**

P12-13



(Photo Dorian Meiffred)

2,40 € - N° 26665

Abonnement : www.nicematin.com/abonnement ou N° Cristal 09 69 32 83 83

Retrouvez nos contacts dans les pages annonces du journal

UNE-Carnes 1



Plus de 80 000 injections à Antibes, Cannes et Grasse

La vaccination se poursuit intensément dans toutes les grandes villes des **Alpes-Maritimes**. De quoi inciter à l'optimisme au vu des derniers taux d'incidence qui y ont été relevés.

Pas question de ralentir la cadence : à l'ouest du département, ce sont plus de 80 000 injections qui ont déjà été réalisées. Un chiffre de bon augure au vu des derniers taux d'incidence (au 7 avril) relevés : 309 pour la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis (taux de positivité de 4,7 %), pour l'agglomération de Cannes 492 (positivité de 6,8 %) et enfin 467 pour la Métropole Nice Côte d'Azur (positivité de 7,3 %).

À Cannes

17 438 personnes ont reçu une première injection, 6 420 ont reçu leurs deux injections, soit un total de 23 858 injections depuis le samedi 9 janvier. Avec les 700 injections (en moyenne) réalisées chaque jour au centre du Palais des Festivals et des Congrès, les 24 000 injections ont été dépassées hier soir. 24 % de la population cannoise a donc reçu une première dose. Les Cannois de 70 ans et plus sont prioritaires et les 50 et plus avec comorbidités également, puis les 50 ans et plus, les enseignants et personnels d'école, les forces de l'ordre. Pour s'inscrire, remplir le formulaire sur le site www.cannes.com

puis noter le n° de dossier attribué et appeler le standard de la mairie de Cannes (04.97.06.40.00.) muni de ce numéro pour fixer la date du rendez-vous. Le Palais des Festivals est ouvert ce samedi de 8 à 20 h et fermé le dimanche. Le Palais des Victoires est fermé ce week-end.

Au Cannet

Au centre de vaccination de la Palestre, 8 192 personnes ont reçu une première injection et 2 781 personnes la seconde. Pour s'inscrire, contacter le 04.93.46.48.88. (du lundi au samedi de 9 h à 18 h).

À Mandelieu

Le centre de vaccination municipal a réalisé sa 10 000^e injection. La Ville a ouvert la vaccination au personnel soignant et enseignant sans limite d'âge, et aux plus de 50 ans. Pour avril, plus de 5 000 primo-injections sont programmées. Ouverture du centre aujourd'hui à partir de 13 h. Moyen le plus simple de prendre rendez-vous : doctolib ou par tél. : 04.22.19.13.07.

À Grasse

Au centre de vaccination du Palais des Congrès, pas moins de 7 002



La cadence de vaccination ne faiblit pas. (Photo Dylan Meiffret)

injections ont été pratiquées et, depuis hier soir, près de 1 200 de plus. Presque plus de +75 ans et peu de 70 ans, surtout chez les moins de 60 ans avec comorbidité restent à vacciner. Le centre est ouvert tous les samedis et jours fériés mais pas le dimanche. Pour s'inscrire : 04.97.05.53.69. avec 5 opérateurs qui répondent (près de 200 appels/jour).

À Antibes

Au sein du centre de vaccina-

tion d'Antibes, ce sont plus de 22 500 personnes qui ont été vaccinées. Pour rappel, le site accueille également le public de Villeneuve-Loubet. Hier, ce sont 625 injections qui ont été réalisées dans la journée – dont 259 primo-injections. Comme à l'accoutumée, les équipes seront présentes ce samedi pour honorer les rendez-vous (du lundi au samedi de 9 à 18 h). Pour s'inscrire au centre du chemin Saint-Claude, il faut composer le 04.92.91.35.79.

Métropole : 112 574 vaccinés

112 574 doses ont déjà été injectées sur le territoire de la Métropole Nice Côte d'Azur (49 communes) depuis le 4 janvier, a annoncé Christian Estrosi, hier matin. 79 404 premières injections et 33 170 secondes. « Ce qui nous place au premier rang des territoires français », insiste-t-il. Outre les quatre centres de vaccination niçois, « nous avons aussi nos équipes mobiles de vaccination. Treize antennes sont ouvertes pour couvrir les 48 autres communes de la Métropole. Et nous actons l'ouverture d'un 5^e centre de vaccination à Nice ». Sylvie Bonaldi (« 100 % école ») demande de ne pas confondre « vitesse et précipitation » et d'attendre, par exemple, les autres vaccins. « La vaccination n'est pas le seul moyen, il faudrait communiquer aussi sur la prévention primaire et la prophylaxie », dit-elle encore. Avant de s'interroger sur le fait que l'on soit encore contagieux après avoir été vacciné. Christian Estrosi la recadre gentiment : « On doit toujours avoir le sens de la responsabilité. » Et de l'inciter à ne pas insinuer que la vaccination ne serait pas efficace.

Ils ont dit à Nice

« Pour être complètement sereine, j'attends d'avoir reçu la deuxième dose »

Sophie, enseignante

« Je me suis inscrite mercredi sur la plateforme et j'ai pris rendez-vous pour ce matin [hier matin]. Je suis enseignante. C'est vrai que c'était une attente forte de pouvoir être vaccinée. Personnellement, je suis professeur d'EPS au collège Frédéric-Mistral. Dans le cadre de mes activités, si moi je porte le



masque, mes élèves eux ne le portent pas lorsqu'ils ont cours de sport. Je préfère donc être vaccinée. Même si pour être complètement sereine, j'attendrai d'avoir reçu la seconde dose. J'espère que cela nous permettra de retrouver un rythme de travail un peu plus normal et que je pourrai proposer à mes élèves des activités plus variées qu'aujourd'hui. »

« C'est l'espoir de retrouver enfin une vie normale »

Jacques, retraité

« Je vais sur mes 70 ans. Je me suis inscrit il y a cinq jours. C'est vrai que j'ai attendu mais je n'ai pas du tout peur de me faire vacciner. C'est une très bonne chose et c'est très bien organisé. On n'attend

pas. C'est rapide et en ce qui me concerne, en tout cas, ça a été indolore. Surtout, c'est l'espoir de retrouver enfin une vie normale. Surtout pour les étudiants, les jeunes... Parce que ce n'est pas une vie pour eux, ce qui se passe aujourd'hui. »



Questions à

Christophe Thillier, responsable du centre de vaccination du Palais des Expositions à Nice

« Une grosse préparation logistique en amont »

Comment avez-vous préparé cette journée ?

Vous ne voyez que la partie émergée de l'iceberg. Il y a une grosse préparation logistique en amont. Il faut anticiper le personnel médical, les médecins, les infirmiers, mais aussi les services de sécurité, les agents, les réservistes, la société de nettoyage qui joue un rôle très important... Il faut prévoir le repas du midi pour tout ce personnel. Aujourd'hui, on a même la chance d'avoir la fanfare des sapeurs-pompiers de Nice pour accueillir nos vaccinés.

En tout, cette opération mobilise combien de personnes ?



On n'est pas loin de 150 personnes mobilisées pour administrer plus de 5 000 vaccins.

Habituellement, vous vaccinez combien de personnes quotidiennement au Palais des Expositions ?

En routine, on administre environ 2 500 vaccins par jour. C'est d'ailleurs ce qu'on a fait tout au long de cette semaine. En ouvrant l'étage du Palais des Expositions, nous avons donc doublé la capacité.

Est-ce que vous pouvez aller plus loin ? 5 000 personnes vaccinées sur une seule journée c'est déjà assez conséquent. Après, pourquoi pas...

Nos élus piqués au vif

Petit tour d'horizon avec les maires des communes de l'Ouest pour savoir s'ils sont eux-mêmes immunisés contre le coronavirus et comment ils gèrent leur propre politique de vaccination.

Vacciner à tour de bras. Lutter contre le coronavirus par une sorte de taylorisme sanitaire. Voilà des mois que nos élus s'y emploient, parfois, voire souvent, plus vite que l'État. Même si leurs communes restent dépendantes des fournitures en Pfizer, Moderna et autres AstraZeneca. Une course-poursuite contre la Covid-19 pour préserver des vies, mais aussi sauver une saison touristique qui refuse d'être confinée. Et puis un retour espéré à la vie « normale », avec spectacles au grand air et terrasses autorisées. Même s'il faudra sans doute patienter encore de long mois avant de dire vraiment « bas les masques ». Dans ce contexte pandémique, cette « guerre » macronesque, nos maires sont évidemment montés au front. Exposés en première ligne, au contact de leur population. Alors piqure ou pas, eux aussi en ont sacrément leur dose !

ALEXANDRE CARINI
acarini@nicematin.fr

« Confiance en l'avenir »

Jean Leonetti, Antibes

Ce n'est pas l'arroseur arrosé, mais le vaccinateur vacciné. Maire d'Antibes, Jean Leonetti n'en est pas moins médecin cardiologue. Et plusieurs samedis par mois au centre de vaccination aménagé à la maison des associations, l'édile ne rechigne pas à se retrousser les manches, ainsi que celles de ses administrés, pour les piquer et les protéger de la Covid. A 72 ans, lui-même n'a donc pas échappé à son injection de Pfizer, « même s'il pense avoir déjà contracté le virus en mars, c'est une mesure de sécurité », confie-t-on dans son entourage. Partisan de vacciner lui aussi

les +50 ans, le voilà qui espère désormais en obtenir l'autorisation rapide de l'État, alors que plus de 21 000 Antibois ont déjà connu les « plaisirs » de la seringue, dont 75 % des + de 75 ans.

« Les résultats se font sentir, et l'on espère qu'à la fin du mois, on aura vacciné la population des + 50 ans qui le souhaitent, ce qui est gage de confiance en l'avenir ». Et si « Leo » le dit...



« Mal au bras »

Joseph Cesaro, Valbonne

Atteint de comorbidité, Joseph Cesaro, 68 ans, a été vacciné à l'AstraZeneca sur proposition de son docteur, il y a déjà une dizaine de jours, mais ce dernier ressent toujours une douleur au bras. « C'est pas grave, ça passera bien un jour », relativise celui qui a pris une dose homéopathique thuyas avant et après et qui ingère de la vitamine C tous les matins, « mais n'allez pas faire croire que je suis contre le vaccin, hein ? ». La preuve, 500 à 600 Valbonnais ont déjà eu leurs injections de Pfizer ou Moderna, et « notre centre fonctionne très bien. Tous les plus de 75 ans sont vaccinés, on attaque les + 60 ans ainsi que le personnel en contact avec le public. »

« On a déjà bien avancé »

Kevin Luciano, Vallauris

À 40 ans tout juste (il les a célébrés le 21 février), le nouveau maire de Vallauris ne figure pas parmi les publics les plus vulnérables à la Covid-19. À l'évocation du vaccin sur sa propre personne, ce dernier laisse donc planer un doute lachonique, de celui qui a le temps de voir venir. ?

« Je ne me suis pas posé la question. Quand l'heure viendra, je me la poserais... » Hors cette réflexion quasiment digne de Confucius, l'édile a d'ores et déjà ouvert la vaccination aux Vallauriens de + 60 ans dès lors que les plus de 75 ans étaient déjà piqués. « Dans ma logique, il fallait d'abord aller vers les publics les plus vulnérables, mais il paraît que même les gens vaccinés sont

susceptibles de transmettre le virus ».

Cela dit, Kevin Luciano entend vacciner des gens plus jeunes s'ils appartiennent au personnel médical « ou porteurs de repas pour les personnes âgées » par exemple.



« J'ai été testé onze fois »

Jean-Pierre Dermit, Biot

À 64 ans, le premier magistrat de Biot n'a pas pris de risques avec le coronavirus, et pour cause : « Je suis asthmatique, donc j'ai reçu ma première dose de Moderna la semaine dernière ».

Résultat ? « Des frissons pendant 48 heures, une douleur tenace à l'épaule, et une certaine lassitude. » Mais il en fallait plus pour abattre Jean-Pierre Dermit : « Vous savez, depuis le 1^{er} novembre 2020, j'ai été testé pas moins de onze fois, parce que dans le cadre de ma fonction d'élus, j'ai été plusieurs fois cas contact, mais jusqu'ici, j'ai réussi à passer entre les mailles du filet. »

Sur Biot, 25 % de la population a déjà été convoquée au centre de vaccination aménagé dans la salle Gilardi, au sein du complexe sportif Pierre Operto, « avec stationnement, infirmières et médecins retraités ». Sur 10 000 habitants, 500 ont reçu leurs deux injections, et 2 000 leur première, « principalement du Pfizer ou du

Moderna, de l'AstraZeneca à un degré moindre ». 600 Biotois sont inscrits en liste d'attente, et la cadence est en train de s'accélérer avec la réception de 80 doses par jour. De quoi inciter à l'optimisme : « Autant j'étais inquiet il y a deux mois, autant là, j'ai l'impression que nous sommes sur de bons rails ». Reste à ne pas décrocher le bon wagon...



Une salle de vaccination ?

Pierre Aschieri, Mouans-Sartoux

espère pas d'aménager la salle de vaccination Gabriel Roustan où les piqûres pourraient être administrées par des médecins vacataires. « On a demandé l'aval de la préfecture, notre proposition est toujours à l'étude. » Pour l'heure, les Mouansois sont allés se faire vacciner à la Palestre au Canne, puis à l'Institut Arnaud-Tzanck de Mougins. « On va voir si on peut adresser nos administrés des deux côtés en même temps. » Et lui alors ? À 52 ans, Pierre Aschieri se posera la question de sa vaccination « en temps et en heure, quand mon tour viendra. »



À défaut d'avoir obtenu l'installation d'un véritable centre de vaccination sur sa commune, « refusé par les services de l'État », Pierre Aschieri ne dés-

contre la Covid-19

« Nous, on s'affranchit »

Sébastien Leroy, Mandelieu

Avec David Lisnard, Sébastien Leroy se revendique volontiers frondeur par rapport aux consignes de l'Etat. Pas question de rentrer dans les clous gouvernementaux, alors que la cadence imprimée au centre de vaccination de Mandelieu (10 000* injection hier) permet de piquer à leur tour les + de 50 ans, sans condition particulière. « On m'a dit, c'est hors de question, ça va à l'encontre de la politique gouvernementale, mais nous, on s'affranchit de ces consignes ! » Il faut dire aussi que le premier



(Photo Clément Berghien)

édile sait de quoi il parle : il a lui-même subi la Covid-19 dans le dernier trimestre 2020 et comme il le dit lui-même : « Ce n'est pas anodin ! » A 42 ans en juin, il devra néanmoins patienter pour expérimenter le vaccin.

« Le respect des règles »

Jérôme Viaud, Grasse



(Photo Franck Louton)

Contrairement aux maires des autres grandes communes voisines, Jérôme Viaud a décidé de « respecter strictement la réglementation ». Autrement dit, pas question de vacciner les + 50 ans d'ici le mois de mai. Strictement légaliste sur la vaccination, le maire de Grasse s'en tient à la lettre aux recommandations de la préfecture. Hier, il a ainsi renoncé à donner leur première injection « aux soignants au sens large », à savoir aux forces de l'ordre et personnel d'éducation, parce que le représentant de l'Etat a émis une note de contre-indication. À 43 ans, alors qu'il n'a pas contracté de virus jusqu'ici, Jérôme Viaud attend sagement son tour. Sans tousser...

« Pas ma conviction mais... »

Florence Simon, Pégomas

Des photos postées sur Facebook ont semé le trouble ? Florence Simon s'est-elle fait vacciner au centre de Mandelieu ? Eh bien, non ! « C'était une simple visite car tous mes administrés se font vacciner dans ce centre, donc il est normal que je vienne soutenir les équipes de volontaires qui œuvrent là-bas », explique la maire de Pégomas. Elle qui vient de fêter ses 48 ans ne fait pas encore par-

tie des publics éligibles (mais bientôt), ce qui lui donne le temps de la réflexion. Car le vaccin ne relève pas vraiment de ses convictions. « Moi, je suis plutôt médecine douce et naturelle, mais je peux encore réviser ma position si la situation sanitaire l'exige, afin de ne pas mettre en danger mes administrés et pouvoir reprendre une vie normale. »



(Photo P. Laporte)

« Le vaccin, ça marche ! »

Georges Botella, Théoule

est forcément en première ligne de la pandémie. D'où sa volonté de maire comme de docteur de vacciner à tout va. Plus de 90 % de la population, et quasiment tous les + 75 ans ont reçu leurs injections. « Ne reste plus que les jeunes ! Mais pour nous, peu importe l'âge. Quand il y a besoin de vacciner en raison des risques de contamination et du métier, on le fait. » Agé de 62 ans, il a été piqué au Pfizer comme personnel soignant. « En tout cas, le vaccin, ça marche. Ceux qui ont été vaccinés en Ehpad ne sont pas tombés malades, alors que beaucoup d'autres sont décédés. »



(Photo Patricia Lantier)

En avant les + 50 ans !

David Lisnard, Cannes

Il a franchi le cap de la cinquantaine (52 ans). Mais le maire de Cannes ne s'est pas encore appliqué la possibilité d'être vacciné, même sans comorbidité, alors que les +50 ans, quel que soit leur CV médical, peuvent prétendre à une première injection de Pfizer ou Moderna depuis jeudi à Cannes, même si cela déplaît à Olivier Veran, ministre de la Santé. A quand son tour ? « Quand les vaccins seront plus abondants et qu'on aura répondu à l'ensemble de ceux qui éprouvent le besoin de se faire vacciner », précise David Lisnard, dont la fonction de premier édile au contact de nombreux publics pourrait néanmoins justifier la piqûre. Il est vrai aussi que ce dernier a attrapé le coronavirus en mars (il ne s'en est pas caché) et a donc développé une immunité naturelle qui lui permet de patienter. En attendant, la vaccination est également ouverte aux enseignants (523 entre samedi et jeudi, 213 inscrits) et agents des forces de l'ordre (58 entre samedi et jeudi, 44 inscrits). Car la Covid-19 est bien l'ennemi numéro 1.



(Photo Clément Berghien)

« Pas de resto clandestin ! »

Yves Pigrenet, Le Cannet

Au centre de vaccination du Cannet, on a passé le cap des 10 000 injections. Le maire, Yves Pigrenet, est déjà vacciné depuis longtemps. Non seulement le pharmacien a atteint un âge vénérable (bientôt 74 ans), mais en plus, il fait partie du personnel soignant.

« J'ai eu ma piqûre au tout début de la campagne, au Pfizer, et je n'ai ressenti aucun effet secondaire, ni à la première ni à la seconde injection. Auparavant, je n'avais pas été touché par la Covid, et un test sérologique a révélé que j'avais bien développé des anticorps. A priori, j'ai fait personnellement tout ce qu'il fallait. Et je ne vais pas manger dans les restaurants clandestins ! » Dans son officine, Yves Pigrenet vaccine aussi les autres, mais à l'AstraZeneca. « dix à vingt personnes

par semaine en fonction des doses que l'on reçoit ». Par ailleurs, la Ville a battu le rappel (par courrier ou téléphone), des +75 et 65 ans, avec possibilité de transport individuel s'il y a problème de mobilité. La vaccination s'effectue par tranches d'âge, dans le respect des consignes nationales (et du calendrier). Les agents en contact avec le public sont aussi prioritaires.



(DR)

L'effet paracétamol

Richard Galy, Mougins



(Photo Cl. Berghien)

Dès le 26 janvier, Richard Galy, 66 ans, était vacciné « car en tant que docteur, j'ai continué à consulter ». Un cabinet où le maire est aussi vaccinateur à l'AstraZeneca. Son avis ? « Moi, j'évite de l'administrer si le patient a un antécédent en thrombophilie, ou certaines pathologies immuno-déficientes, car c'est quand même un virus atténué que l'on injecte. » Lui a reçu du Pfizer, « sans aucun effet secondaire,

mais, par prévention, je recommande du paracétamol matin et soir pendant deux jours ». À Mougins, le partenariat public-privé avec l'Institut Tzanck a permis de vacciner pas loin de 5 000 personnes. Si un nouveau standard reçoit les demandes des + 50 ans, des journées spéciales de vaccination devraient être réservées au personnel enseignant et petite enfance, quel que soit l'âge.

Déchets verts : un titre de noblesse dans la crème de beauté

Les tailles de rosiers ou de chênes truffiers offrent leurs principes actifs à la cosmétique sous la houlette des chercheurs de l'université Côte d'Azur et de la start-up Nissactive. Projet vertueux.

Les déchets verts dédiés au compost trouveront-ils dorénavant un débouché vertueux dans la cosmétique, mettant fin aux sempiternels brûlages qui floutent l'horizon en pays grasseois ? Les chercheurs et stagiaires de l'université Côte d'Azur, entre Nice et Grasse, traquent patiemment dans les tailles de chênes truffiers, rosiers du pays grasseois ou pruniers de Brignoles des principes actifs, antioxydant ou antiâge, convoités par la cosmétique. Les rameaux sont ensuite « recyclés » dans des crèmes de beauté. Une forme de recyclage innovante.

Comment ça marche ?

Ça paraît simple, mais c'est un long processus. Les chercheurs travaillent depuis quatre ans sur ce projet de « recyclage » de coproduits de tailles, nom du déchet vert plus « glamour » en cosmétique ! « On a une sorte de plateforme de tests d'évaluation des activités biologiques, que l'on retrouve dans les produits cosmétiques : an-

tiâge, éclaircissement des taches et réparation cutanées, anti-inflammatoire ou antipollution... », explique Xavier Fernandez, professeur et animateur d'un groupe de recherche sur la valorisation de la biodiversité végétale à l'université de Nice Côte d'Azur, ainsi que directeur de plusieurs formations dans le domaine parfum-arôme-cosmétique à Grasse.

« Toutes les parties aériennes des végétaux récupérées sont broyées, puis analysées. On en extrait les principes actifs d'intérêt avec les quatre ou cinq procédés qu'on a développés », explique Xavier Fernandez, qui concède que les coproduits testés ne révèlent pas tous un secret de beauté, mais les recherches, menées à l'instigation des doctorants ou sur commande de sociétés de cosmétique, font l'objet de publications scientifiques.

« Pour l'instant, nous avons développé les actifs du prunier, du chêne truffier, du cassis, dont la pomme de n'est pas utilisée, du rosier, du café avec les coproduits d'une industrie



Xavier Fernandez dans le laboratoire grasseois de l'université Nice Côte d'Azur. (Photo M. L.M.)

locale, de la sciure de bois, de la germandrée... », énumère celui qui est aussi vice-président innovation et valorisation de la recherche de l'université.

Avec qui ?

Pour sauter du champ au pot de crème, il a fallu développer des

partenariats qui s'étoffent chaque année, confie le chercheur. « On a mis en place, notamment, des contrats annuels avec des producteurs : on enlève leurs tailles que l'on paie. Pour eux, ça peut être super intéressant de se débarrasser de déchets qui sont pour nous des matières premières plus économi-

ques. Nous sommes aussi en train de sensibiliser les jardiniers du service espaces verts de l'agglo, par exemple. » Des sociétés, qui vendent des invendus de l'agriculture, sont aussi des partenaires : « comme les sociétés locales GMR ou Pepino à Nice. En ce moment, on travaille sur le kiwi qui vient d'Italie. Des fruits trop petits pour être vendus et qui sont jetés ».

Pour qui ?

Le projet, via la start-up Nissactive cocréée par des chercheurs, vient d'entrer dans une phase concrète de commercialisation de deux actifs issus de la taille de plantes régionales : chêne truffier (pays grasseois) et prunier (Var). Le labo a aussi déposé un brevet sur les coproduits de rosiers de la capitale du parfum.

« Des gammes de produits à partir de nos principes actifs sont en cours de création au sein de boîtes de cosmétique », se félicite Xavier Fernandez.

MARIANNE LE MONZE
mlemonze@nicematin.fr

Un ancrage à Grasse

« À l'université, l'ancrage est très fort sur les territoires selon les disciplines. L'agglo et les acteurs du pays de Grasse ont toujours soutenu l'activité, non seulement pour aller chercher des financements, mais aussi dans le domaine pratique comme nous aider à faire sécher 50 kg d'une plante où l'on a besoin de 60 m² ! L'agglo a toujours été très promoteur. Jusqu'à nous faciliter la vie, nous mettre en relation avec des agriculteurs, des producteurs, des jardiniers, des propriétaires de grands domaines... » Le projet de coproduits est d'ailleurs inscrit dans le contrat de transition écologique de la communauté d'agglo du pays de Grasse.

Nissactive commercialise les actifs auprès des industriels

Quand l'actif est révélé et fixé en laboratoire, la start-up Nissactive entre en jeu. Son principal actionnaire, la société de cosmétologie Berger Dubois basée à Carros et labellisée « Grasse expertise », peut produire en direct de petits volumes. « Et dans des cas plus techniques, elle se tourne vers un réseau de fournisseurs, installé à Forcalquier et un peu partout en France. On leur envoie la plante et le procédé d'extraction. Ils fabriquent l'extrait et nous le retournent dans des bidons, que l'on conditionne et vend à nos clients de la cosmétique qui développent ensuite leurs produits », résume Xa-

vier Fernandez, l'un des actionnaires, tout en soulignant : « Tout ça est encore balbutiant à cause du confinement qui nous a stoppés dans notre élan. Et de la pandémie qui a annulé tous les salons cosméto. » Pour l'instant, le labo a développé huit actifs, mais en a d'autres en phase finale. Il a déposé deux brevets sur la germandrée et sur les tailles de rosiers. Ce dernier date de quelques semaines et va passer en phase de production. « Mais d'autres brevets, affirme l'enseignant, sont en cours de dépôt dont l'un devrait sortir bientôt. » M.L.M.



Nous vous invitons à découvrir les nouvelles solutions que nous avons sélectionnées pour vous : des solutions 100% Santé sans reste à charge aux dernières innovations rechargeables et connectées.

TEST⁽¹⁾
et ESSAI⁽²⁾
gratuits
sur rendez-vous

(1) Test non médical (2) Sur prescription médicale ORL



Savinien Chalié
Audioprothésiste D.E.

AUDITION CONSEIL
132 rte de La Marigarde
06130 GRASSE
04 93 36 10 79



AUDITION
CONSEIL

auditionconseil.fr

Avis d'obseques

Marie-Ange et Aurélie Leblan
ainsi que leurs familles
Font part du décès de

Jean-Claude
LEBLAN

survenu le 2 avril 2021, à Grasse,
dans sa 87e année.

Les obsèques ont eu dans l'intimité
familiale le vendredi 9 avril
2021.

Textos...

GRASSE

Parcours métiers Awards 2021

Le 1^{er} festival des métiers
et des formations 100 %
en ligne jusqu'au 1^{er} juin
sur Internet, le thème de
la semaine Se former.
Les formations de l'infra-
bac au doctorat seront
mises à l'honneur,
jusqu'au 16 avril sur :
www.parcoursmetiers.tv

Formation des aidants familiaux

France Alzheimer 06
propose aux aidants
familiaux une formation
gratuite les 10, 17 et
24 avril, et les 15, 22 et
29 mai, de 13 h 30 à
16 h 30, au Répît Grasseois,
54, chemin des
Poissonniers. Inscriptions
par téléphone au
04.93.40.82.84.

LUNDI 12 AVRIL 2021

LAPEYRE

DU 31 MARS AU 19 AVRIL 2021

**150€
OFFERTS**

TOUS LES 1000€ D'ACHAT

CUISINES • SALLES DE BAIN • MEUBLEMENT

*Voir conditions en magasin et sur lapeyre.fr LAPEYRE Société par Actions Simplifiée au capital de 23.000.000€
RCS Nanterre 542020062 - Siège social : Tour Saint-Gobain, 12 place de l'Ind, 92400 Courbevoie.



Saint-Martin-Vésubie

P 2-3

Photo Dylan Meiffret)

ASSURANCES À LA TRAÎNE

Six mois après la tempête Alex, des assureurs rechignent à indemniser les sinistrés

Malaise dans les vallées

le mag.ÉCO

Aéroports

Vers un redécollage cet été



(Photo Eric Ottino)

ANTIBES-JUAN
Grands projets :
un an après où
en est-on ? P10



Photo: J. L. (Antibes)

MANDELIEU-GRASSE
**Les gens
du voyage
arrivent** **P16-17**

ENTREPRISES

Covid : un prêt qui pèse lourd

P4

CANNES
Voiture
folle sur
la Croisette :
le conducteur
en prison **P8**

VOLLEY-BALL

Cannes en demie au bout de la folie

P46



(Photo by Dylan Matlack)

Lutte contre la drogue à Nice : une stratégie de « harcèlement »

Priorité absolue du ministère de l'Intérieur, la lutte contre le trafic de drogue dans la préfecture des Alpes-Maritimes, sous l'impulsion du parquet, a changé de méthode depuis juin 2020.

Les policiers de la Sûreté départementale ont mené une opération de lutte contre le trafic de drogue mercredi dans le secteur Vignier-Les Moulins à Nice. Huit personnes ont été interpellées et sept d'entre elles ont été présentées vendredi après-midi au parquet. Elles ont été incarcérées par la juge des libertés et de la détention.

Une information judiciaire pour « association de malfaiteurs, importation et trafic de produits stupéfiants, détention de munitions » a été ouverte. À partir d'un renseignement recueilli en janvier par le groupe de voie publique de la brigade des stupés, l'enquête a abouti à ce coup de filet, à la saisie de 25 000 euros ainsi que de 3,7 kg de cannabis, de cocaïne liquide et d'une centaine de munitions.

Affaire classique ? « Cette action s'inscrit dans le cadre du groupe local de traitement de la délinquance (GLTD) créé en juin 2020 », affirme Xavier Bonhomme, le procureur de la République de Nice. Une création survenue après des tirs dans l'impasse des Lise-rons, gangrénée par les trafics, et qui marque le début d'une nouvelle stratégie.

● Qu'est-ce que le GLTD ?

Le groupe local de traitement de la délinquance de Nice est dédié à la lutte contre la drogue. Il associe les services d'enquête (police nationale, douanes, gendarmerie) avec la police municipale, les



Une opération de lutte contre le trafic de drogue a permis l'interpellation de huit personnes à Nice-Ouest, cette semaine, ainsi que la saisie d'argent, de drogue et de munitions.

baillleurs sociaux, la mairie, les services de la préfecture, les impôts... Une convention a été signée avec l'organisme HLM Côte d'Azur Habitat pour faciliter l'échange d'informations et d'éventuelles procédures d'expulsions de locataires-trafiquants. « Le groupe local de traitement de la délinquance est le pendant judiciaire du CROSS, la cellule du renseignement opérationnel sur les stupéfiants, qui, lui, effectue un travail de documentation et d'analyse », explique Jean-Philippe Navarre, procureur adjoint à Nice.

● Cartographie et harcèlement

« Une stratégie de harcèlement

et de déstabilisation des points de vente est menée avec, en parallèle, un travail de fond sur les réseaux d'importations », rappelle Jean-Philippe Navarre, procureur adjoint. Des actions ciblées dans les quartiers des Moulins, de l'Ariane ou impasse des Lise-rons sont régulièrement menées avec des résultats parfois spectaculaires. La cartographie des points de vente ou points de deal (au nombre de 81 dans les Alpes-Maritimes) sert de point d'appui à ces opérations de police. « Nous ne sommes pas naïfs, nous n'éradiquerons pas les trafics mais nous déstabilisons les trafiquants, nous compliquons leur travail », souligne



Xavier Bonhomme, qui rappelle « qu'il n'existe pas de zones de non-droit à Nice. »

● Amende forfaitaire et procédure simplifiée

Dans le cadre du pilonnage de certains quartiers, Une procédure simplifiée permet de poursuivre les gretteurs comme complices (en majorité des mineurs) et de saisir l'argent qu'ils possèdent.

Les amendes forfaitaires délictuelles à 200 euros contre les consommateurs ou détenteurs de stupéfiants peuvent également. Près de 300 en 2020 ont été infligées à Nice qui se situe en 4^e posi-

tion nationale derrière Marseille, Lille et Lyon. « Ces actions répétées viennent en plus alimenter des procédures ultérieures », se félicite Xavier Bonhomme.

● Des résultats probants ces six derniers mois

Novembre : en comparution immédiate, huit prévenus comparaissent pour un trafic. Des peines de 4 ans de prison ferme à effet immédiat sont prononcées.

En décembre, huit suspects sont mis en examen avec la saisie de 5 kg d'herbe, 23 kg de résine et plus de 10 000 euros. Toujours en dé-

cembre, onze personnes sont mises en examen avec la encore la découverte de drogue, d'argent liquide et d'armes.

Janvier : une famille albanaise qui dirige une importation de cannabis depuis l'Espagne pour le marché de Nice et de Cannes est mise hors d'état de nuire. Plusieurs comptes bancaires et un appartement sont saisis. Condamnés en février à trois ans de prison, ils ont fait appel.

Pour le seul mois de janvier, 228 interpellations sur le ressort de Nice-Menton sont en lien avec les stupéfiants selon la police des Alpes-Maritimes.

Mars : trois personnes sont interpellées et écrouées. Les perquisitions sont fructueuses avec la découverte de 188 685 euros, 9,2 kg de cocaïne, 8 kg de drogue de synthèse, 13 kg d'ecstasy, 2,3 kg d'herbe de cannabis et des armes de guerre. Toujours en mars, deux personnes sont mises en examen pour un commerce de drogues multiples : cannabis, pollen, huile, cocaïne, MDMA, cocaïne... 21 500 euros sont découverts. Comme souvent, une information judiciaire est ouverte. Autrement dit l'enquête se poursuit sous la houlette d'un juge d'instruction.

À noter qu'en juillet, trente personnes impliquées dans un trafic d'envergure aux Lise-rons comparaitront.

CHRISTOPHE PERRIN
chperrin@nicematin.fr

Suicide d'un détenu à Grasse : sa femme dépose plainte

Il avait 30 ans, était originaire de Cannes et professeur de batterie. Il a été retrouvé pendu mercredi 31 mars dans une cellule individuelle du bâtiment B, à la maison d'arrêt de Grasse. Incarcéré depuis le 29 janvier pour une conduite sans permis en récidive et un délit de fuite, D. laisse une fillette de 3 ans et une veuve inconsolable.

Sofia, 24 ans, a déposé plainte au commissariat ce jeudi. Sans haine, sans esprit de vengeance mais pour comprendre ce geste de désespoir. N'y a-t-il pas eu non-assistance à personne en danger, s'interroge-t-elle ? « Il avait été condamné à treize mois de prison mais il pouvait prétendre rapidement sortir avec

un bracelet électronique », indique la jeune femme. Le rendez-vous avec le juge d'application des peines était prévu le 12 mai. Aucun incident en détention n'était signalé. Un travail, un domicile... tout était réuni pour que son séjour derrière les barreaux ne s'éternise pas.

Peur d'autres détenus

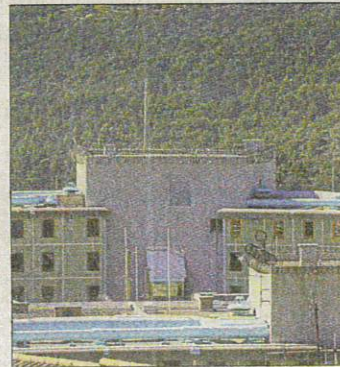
« Nous correspondions par lettre ou par téléphone tous les jours. Il avait bon espoir de sortir juste avant l'anniversaire de notre fille. Jamais je n'ai perçu son mal-être, sauf le 30 mars, en fin d'après-midi, se souvient Sofia. Il m'a expliqué qu'il avait peur par rapport à d'autres détenus et ne se sentait pas soutenu

par les surveillants. » Le lendemain matin, il est retrouvé sans vie par un surveillant. Une enquête pour rechercher les causes de la mort est en cours. Une autopsie doit être pratiquée. Il n'est pas exclu que le passé judiciaire du père de D., condamné pour une affaire de meurtres, ait pu être le prétexte d'un harcèlement de la part d'autres détenus.

M^e Felix Sermisoni, l'avocat du défunt, abasourdi par la tragédie nouvelle, ne comprend pas non plus le suicide de son client. Il se remémore les conditions très singulières et insatisfaisantes du procès en comparution immédiate : « Il a été jugé depuis la prison, sans être ex-

trait en raison du coronavirus. Je n'ai pu m'entretenir avec lui qu'en visio depuis la salle de correctionnelle. Il était 22 h quand il a été condamné à une peine ferme à laquelle s'est ajoutée la révocation de 4 mois avec sursis. » Une sanction conforme aux réquisitions du parquet. Le délit de fuite a pesé lourd. M^e Sermisoni se souvient des explications de D. sur son refus d'obtempérer, en réponse à une question d'un magistrat : « Quand il était en situation de stress, il admettait pouvoir faire n'importe quoi. » Une phrase qui fait écho au drame du 31 mars, selon l'avocat.

CH. P.
chperrin@nicematin.fr



Le détenu a été retrouvé pendu dans sa cellule de la maison d'arrêt de Grasse. (Photo P. Lapoirie)

AFFAIRE DES DÎNERS LUXUEUX PARISIENS



P2 et 3

(Photo Franz Chavaroche)

MAUVAISE LIMONADE

Le chef varois Christophe Leroy rompt le silence

Entendu par la police, il livre sa version des faits

le mag • LOISIRS

Comment faire sécher les pampas



(Photo Franz Chavaroche)

MANDELIEU

Le maire en colère contre les nomades **P18**



ANTIBES-JUAN

À la découverte d'Albany, jardin méconnu **P13**

LE CANNET

Ce qu'il faut retenir du budget **P17**

HÔTEL DES VENTES DE MONTE-CARLO

DESSINS, TABLEAUX ANCIENS ET XIX^{ème}
MOBILIER ET OBJETS D'ART, ASIE

VENDREDI 16 AVRIL 2021 À 14H30

EXPOSITION PUBLIQUE
du mardi 12 au jeudi 15 avril
de 9h à 13h et de 14h à 18h30
LE MATIN DE LA VENTE
de 9h à 12h



HÔTEL DES VENTES DE MONTE-CARLO
10-12, 028 ANTOINE 11 - 98000 MONACO
00 377 93 75 88 99 - SPALOMBA@HVMC.COM

WWW.HVMC.COM

BERGER DE CAUSSOLS

La liste des crimes s'allonge

P7

CABINET VAUDOIS

VIAGER UNION FONCIERE

Fondée en 1947



!!! URGENT !!!

RECHERCHONS BIENS À LA VENTE
(VIAGERS OCCUPÉS, VIAGERS LIBRES,
NUES-PROPRIÉTÉS, VENTES À TERME, ...)
POUR CLIENTÈLE SÉLECTIONNÉE

Un tandem père et fille
depuis 20 ans à votre service !

Philippe et Caroline VAUDOIS
Spécialistes - Conseils en Viager
1, place Masséna - NICE - 04 93 888 222
www.unionfonciere.fr - contact@unionfonciere.fr



Évadez-vous à moins de 10

Se dépayser en respectant les règles du confinement, c'est possible. Pourquoi pas se mettre au vert une nuit ou deux dans une maison d'hôtes ? Avantage, on peut parfois aussi s'y restaurer.

Non, le confinement n'empêche pas l'évasion. Pour les chanceux qui ont quelques jours de congés en ces vacances de Pâques confinées, ou même un week-end, il est possible de se dépayser à moins de 10 kms de chez soi. De s'offrir le frisson local. La bulle d'oxygène est à portée de vol d'oiseau ! Dans le bassin grassois, loin de la vie citadine, il y a des havres de paix à déboucher. Envie de s'enivrer du pouvoir des parfums, de se ressourcer au milieu d'oliviers multiséculaires ? De s'attabler (oui, c'est possible en table d'hôtes), de profiter d'une autre ambiance ? Mais aussi de faire des rencontres enrichissantes. Dans le respect des gestes barrières évidemment.

À Grasse, Saint-Cézaire sur Siagne ou Auribeau, quatre maisons d'hôtes, privées de touristes, offrent des options privilégiées de villégiature de proximité et vous attendent avec le sourire... masqué bien sûr !

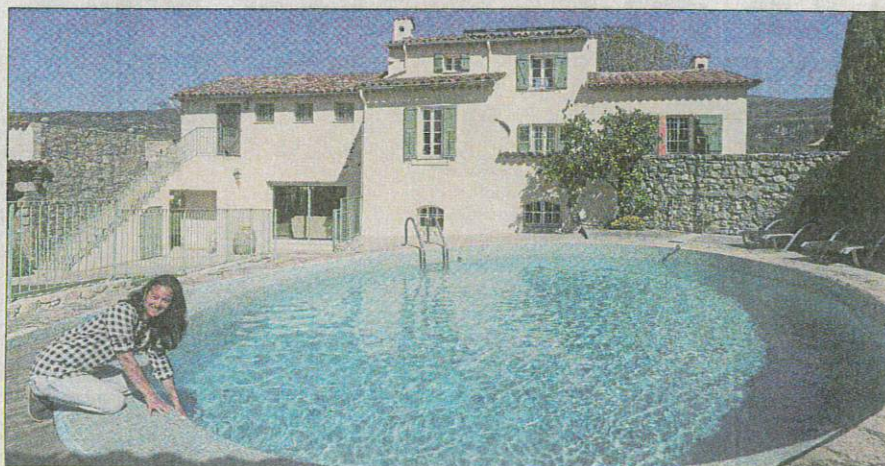
Dossier : Gaëlle ARAMA
garama@nicematin.fr
Photos : Eric OTTINO,
Sébastien BOTELLA

Maison écologique et table du monde à la Vieille Ferme de Grasse

En plein cœur du quartier résidentiel Saint-Jacques, à Grasse, cette bâtisse du 18^e siècle rénovée a été la propriété des descendants de John Taylor, figure emblématique du développement touristique de la Côte d'Azur au 19^e siècle. C'est, depuis trois ans, l'écrit de la nouvelle vie de Priscilla et Lorenzo. « Nous avons beaucoup voyagé. Nous avons envie d'accueillir et de faire des rencontres ».

Cuisine du monde

Ex-salariée dans la finance reconvertie dans la pâtisserie et ingénierie chez Amadéus, les jeunes parents d'un petit Raphaël ont eu à cœur de créer une maison d'hôtes écologique. Peintures sans solvant, panneau solaire, lessive au lierre du jardin, mobilier ancien chiné sur internet avec goût. Jusqu'aux cartes de visite en tee-shirt recyclé ! L'adresse a pu ouvrir en juillet 2020 après deux ans de travaux. Outre deux chambres spacieuses à l'atmosphère de maison de campagne bourgeoise, un ravissant chai indépendant assure le dépaysement. Et la



Priscilla aime accueillir chez elle : « c'est l'occasion de rencontrer des gens ! ».

(Photos Eric Ottino)

piscine ovale, un bel espace de détente. En ces temps de fermeture des restaurants, Priscilla, férue de cuisine du monde, s'amuse à régaler ses hôtes avec des produits frais, bio ou locaux, piochés aussi au potager. « J'ai eu envie il y a quelques années d'ouvrir un salon de thé. Là, j'ai mon restaurant à la maison et je m'éclate avec le petit-déjeuner. Quand la situation redeviendra normale,

j'envisage des cours de pâtisserie et des brunchs ».

Tarifs : 120 à 160 € en basse saison. De 140 à 200 € en haute saison. Petit-déjeuner compris. Menu à 35 € tout compris.

Contact : tel 07.54.36.27.27. Site : lavieillefermedegrasse.com. Présent sur booking.

Adresse : 45 chemin des Campanettes, à Grasse.



La chambre « Le jardin », de plain-pied sur l'extérieur.

Ressourcement au Domaine des Tilleuls d'Or à Saint-Cézaire

Besoin de sérénité et de ressourcement ? Cap sur le Domaine des Tilleuls d'Or à Saint-Cézaire sur Siagne. Ambiance nature et campagne ici. Depuis avril 2018, Élisabeth et Ronald accueillent dans leur bergerie du 18^e siècle, protégée par un immense chêne et deux tilleuls tricentenaires. Au bord de

la piscine, ancien bassin naturel, le regard se perd dans le massif des Maures. La décoration des trois chambres, authentique et cosy avec rideaux en tissu anglais, est un clin d'œil à l'ancienne propriétaire britannique qui accueillait ici le gotha british. « On aimerait toucher une clientèle de citadins

qui auraient envie de retrouver un contact avec la nature et se faire du bien », explique Élisabeth.

Agroécologie et yoga des odeurs

Le couple invite donc à la découverte et au bien-être. Ronald, ex-ingénieur chez Airbus, s'est formé en agroécologie et fait partager tous les secrets de la biodiversité de son terroir en proposant des visites de l'oliveraie, plantée il y a 400 ans par les Moines de Lérins (5 € par personne).

Il puise aussi dans les trésors du jardin pour concocter d'étonnantes confitures fleurs/fruits à découvrir au petit-déjeuner. Mimosas-fleurs de romarin-vanille. Figuerégisse. Cerise-rose-lavande. Sans oublier le miel des abeilles du domaine. Tout un voyage gustatif et parfumé.

Élisabeth, coach professionnelle en olfactothérapie, initie au yoga des odeurs en plein air et propose des soins odorants avec huiles es-



Ronald et Élisabeth cultivent l'esprit nature et bien-être.

sentiels, mais aussi des tisanes de bain, à base de sel d'Himalaya, décoction de feuilles d'oliviers et de roses. Des expériences nouvelles alliant simplicité et épanouissement. Avec la possibilité d'une table d'hôtes sur commande...

Tarifs : De 80 à 100 € selon la chambre petit-déjeuner compris.

Contact : tel : 06.76.73.28.27. contact@domainedes-tilleulsdor.com

Adresse : 359 chemin des Traillères à Saint-Cézaire sur Siagne.



Et pourquoi pas des soins odorants ?

(Photos Gaëlle Arama)

km en maisons d'hôtes !

Le 125B : calme et convivialité à **Auribeau-sur-Siagne**



Béatrice et François ont ouvert leur chambre d'hôtes en janvier, en pleine crise Covid.
(Photos Sébastien Botella)

La maison à la façade de bardage bois cernée de grandes terrasses, en bois également, dénote dans le quartier du Couloubrier à Auribeau-sur-Siagne.

C'est dans ce matériau noble – de l'isolation aux sols – que Béatrice et François ont imaginé l'extension de leur maison pour créer

deux chambres d'hôtes. Très lumineuses, fonctionnelles, coin bureau, volontairement contemporaines. Avec kitchenette à disposition.

Soins esthétiques et coach sportif

Le 125 B a ouvert en janvier. Et c'est François, dans la

maintenance informatique, qui a tout construit. « On adore notre maison, qu'on avait envie de partager. L'idée est aussi de promouvoir le département », explique Béatrice, expert-comptable, ex-directrice du port Vauban qui poursuit une activité de conseil aux entreprises.

Le couple accueille chaleureusement dans sa propriété de 2600 m², au calme avec piscine et vue sur le massif de Peygros. Un excellent spot pour les pros qui doivent séjourner. Mais aussi pour les locaux en quête de changement.

Côté services, Béatrice propose cours de yoga, massages ayurvédiques et soins esthétiques par une intervenante professionnelle. Et même un coach sportif sur demande pour une séance sur la pelouse.

Table d'hôtes aussi

Autre point fort du lieu, la table d'hôtes, conviviale, uniquement le soir, et à la demande (25€ le repas). Des petits plats fait maison, avec du bio, du local. La bible de Béatrice, c'est le livre de recettes du chef israélien Yotam Ottolenghi. On y dégustera l'huile d'olive des 35 arbres du jardin...

Tarifs : de 60€ la nuit en basse saison à 85€ la nuit en haute saison, petits-déjeuners compris.

Contact : tel : 06.09.16.17.49. contact@le125b.com.

Adresse : 125 allée des oliviers à Auribeau-sur-Siagne.



Deux chambres chic et fonctionnelles toutes neuves.

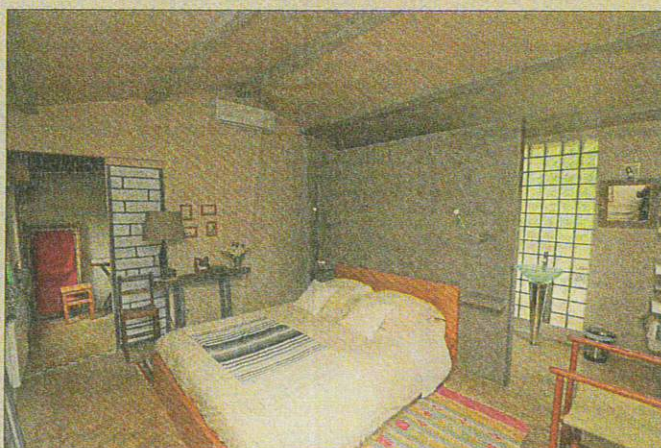
L'Oliveaie : un havre de paix à Grasse



Marie-Chantal et Olivier résident ici depuis 40 ans. (Photos Sébastien Botella)

Au bout du chemin Saint-Jean, qui serpente entre les propriétés de charme, à Grasse, se love la bergerie du 17^e siècle de Marie-Chantal et Olivier. La maison de famille de ces charmants septuagénaires incarne un véritable havre de paix. Il y a dix ans, le couple a décidé de faire de cet écrin bucolique planté d'oliviers de 6000 m² un lieu de villégiature. En ouvrant

la Sevoriane, contraction des prénoms de leurs filles. L'ancien vaste poulailler a été alors transformé en charmante chambre, avec salle de bain et kitchenette attenante, le tout confortable et joliment décoré, et indépendant de la bergerie principale. Avec l'écran de la piscine toute proche. D'habitude, c'est plutôt une clientèle étrangère qui profite de séjours authenti-



La Sevoriane : une chambre pleine de charme rénovée récemment.

ques au cœur de cette campagne grassoise. « Avec la Covid-19, on a eu beaucoup de Français cette année », explique l'affable Marie-Chantal, toujours disponible pour conseiller ses hôtes si besoin. Cette activité consolide leurs petites retraites, puisque la situation n'est pas simple actuellement.

Les tarifs pratiqués actuellement sont très

bon marché.

Tarifs : 50 € la nuit actuellement et jusqu'à 135 € l'été. Petit-déjeuner : 7,50 € par personne.

Contact : tel 06.16.56.67.85. o.delaye@wanadoo.fr

Adresse : 147 chemin de Saint-Jean à Grasse.

L'ex-maison de la Poésie va se refaire une beauté

Fermé depuis novembre 2015 et l'effondrement des immeubles, rue Droite, le bâtiment a droit à un coup de neuf, en perspective de l'arrivée de la médiathèque.

Soigner les contours... Alors que les livraisons de la médiathèque Charles-Nègre (annoncée en septembre 2021) et les places alentour, Vercueil, Four-Neuf, Rouachier et Morel (19 juin 2021 pour la partie haute) approchent, il convient, aussi, de mettre un coup de propre alentour. Ainsi, depuis le 31-mars, le ravalement de la façade Nord-Est de l'ancienne Maison de la Poésie - abritée au sein de l'ex-médiathèque de la rue Droite - a débuté. Bâtiment dont les portes ont fermé dans la foulée de l'effondrement des deux immeubles des 47-49 rue Droite, le 7 novembre 2015.

Livraison prévue le 15 juin

Donnant sur les escaliers de la Lauve, les locaux - dont la future affectation reste à déterminer - accueillent actuellement la base de vie et le stock des différents chantiers en cours. Ensemble qui fait, par ailleurs, partie de l'îlot Médiathèque Sud, dont la réhabilitation entre dans le cadre



Durée des travaux attendue : deux mois et demi, pour une livraison à la mi-juin. (DR)

du NPNRU (Nouveau programme national de rénovation urbaine), un investissement global de 33,34 M€ sur sept ans. Pour revenir à la façade, celle-ci doit

retrouver sa belle couleur ocre originelle. Des travaux concernant l'écoulement des eaux pluviales, de menuiserie et de réseaux sont également prévus. L'ensemble pour un

montant (hors taxes) de 21 830 € et une durée prévisionnelle de deux mois et demi pour une livraison le 15 juin.

P. F.

Vie politique

Patrick Isnard quitte le Rassemblement National

C'est par un communiqué que le conseiller municipal et communautaire grassois a annoncé son tout récent départ du Rassemblement National.

« Je remercie le mouvement et sa présidente, Marine Le Pen, de m'avoir accordé sa confiance pour les municipales [8,12 % des suffrages exprimés] et de m'avoir sollicité pour les départementales et les régionales, introduit Patrick Isnard. Mais la logique actuelle du parti ne correspond plus à l'idée que

je me fais de mon engagement politique. Dans un souci de cohérence et d'honnêteté intellectuelle, je reprends donc ma liberté de paroles avec les mêmes valeurs et les mêmes convictions. »

Il conclut son propos : « Sans hésitation, je voterai aux prochaines élections pour celles et ceux qui représentent le mieux à mes yeux la souveraineté et l'identité française forte de la diversité de ces cultures régionales. »



AUDITION CONSEIL, une audition de qualité à un prix 100% maîtrisé

Nous vous invitons à découvrir les nouvelles solutions que nous avons sélectionnées pour vous : des solutions 100% Santé sans reste à charge aux dernières innovations rechargeables et connectées.

TEST⁽¹⁾ et ESSAI⁽²⁾ gratuits sur rendez-vous

(1) Test non médical (2) Sur prescription médicale ORL



Savinien Chaliot
Auditionniste D.E.

AUDITION CONSEIL
132 rte de La Marigarde
06130 GRASSE
04 93 36 10 79



auditionconseil.fr

Textos...

Théâtre Les femmes de Barbe Bleue

Demain à 19 h, théâtre en ligne d'après Les femmes de Barbe Bleue de Charles Perrault. Ins. www.facebook.com/tdg.grasse www.instagram.com/theatredegrasse twitter.com/TDG_Grasse

Exposition « L'Eau »

La Villa Saint-Hilaire propose une nouvelle exposition consacrée à l'Eau, du 20 avril au 4 septembre, avec des ateliers, visites et conférences. Vernissage mardi 20 avril à 18 h en numérique. Visite commentée chaque samedi à 10 h 30 (celles du 1er et du 8 mai reportées au mercredi suivant à 16 h 30). Tout public. Gratuit. Rens. au 04.97.05.58.53.

Conférence

Le Cercle culturel du pays de Grasse propose une conférence « L'île des morts » par Martine Pellissier, sur Zoom, mercredi 21 avril, à 17 h 30. Rens. 04.92.60.42.74.

Art Must Go On

Samedi 24 avril, de 10 h à 18 h, journée portes ouvertes dans les galeries rue du Thouron, place aux Aires, rue de l'Oratoire, rue Marcel Journet, rue Amiral de Grasse, rue de la Rêve Vieille, place de la Poissonnerie, rue Mougins Roquefort. Rens. Page FB : @artmustgoon Page IG : @art_must_go_on #artmustgoon #artdoitcontinuer #AMGOgrasse

Yoga en plein air

Stages et sorties « Yoga et balades » en plein air. Le stage à Sospel de fin mars est reporté à début juin, toutes les autres sorties sont maintenues. La prochaine journée Yoga et balade aura lieu le 11 avril à Coursegoules (25 €). Le prochain week-end de stage est prévu pour début juin à Sospel, sur le thème « se ressourcer en énergie ». Mise en place prochainement d'un cours hebdomadaire en extérieur le mardi, de 10 à 11 h 30 ou de 12 h 15 à 13 h 45 à La Colle-sur-Loup ou Vence. Rens. et ins. 06.18.70.74.21 <https://between-yogis.fr> <https://www.facebook.com/betweenyogis>

Garderie pour les enfants du personnel de l'hôpital

Dans le cadre de l'accueil des enfants des personnels prioritaires durant ce troisième confinement, la municipalité accompagne le centre hospitalier de Grasse en mettant à disposition de l'établissement trois animateurs agréés du service jeunesse. Les enfants de plus de trois ans seront gardés du lundi au

vendredi, de 8 h à 18 h.

« Je renouvelle ma profonde reconnaissance aux personnels de santé, ces femmes et ces hommes admirables, courageux et exemplaires, maillons indispensables de la chaîne de soin et les piliers sur lesquels repose notre système de santé », a commenté le maire, Jérôme Viaud.

Sébastien Leroy : « Marre des gens du voyage ! »

Ulcéré par l'inertie de l'État face à l'intrusion des nomades à **Mandelieu**, le maire ordonne à sa police de ne plus contrôler les autres citoyens et réclame l'abrogation de la loi Besson.



Une vingtaine de caravanes a élu domicile dans la zone de La Canardière depuis dimanche. (Photo Eric Ottino)

En colère, Sébastien Leroy. Et c'est rien de le dire !

Car le jeu du chat et de la souris avec les gens du voyage a le don de lui hérissier le poil, au maire de Mandelieu-la Napoule. Et encore plus l'inertie de l'État, qui l'oblige à subir la tactique du passage en force, suivi du fait accompli.

« J'en ai marre, s'insurge le premier édile. La situation est vraiment surréaliste, avec ces gens du voyage qui nous prennent en otage, et l'État qui nous dit de ne pas verbaliser ni de faire évacuer, afin d'apaiser la situation ! »

Objet du courroux : une vingtaine de caravanes, toujours installées sur l'aire de stationnement face au Car-

refour Market de La Canardière, depuis leur intrusion dimanche soir. En dépit des efforts de la police municipale pour empêcher une cinquantaine de véhicules venus de Fréjus de prendre leurs aises dans la zone commerciale mandolicienne.

Le parking du magasin Décathlon était à nouveau visé, déjà occupé par une communauté durant trois semaines, il y a un mois. Mais à titre préventif, la Ville a installé des poids lourds en barrage aux entrées. Alors certains itinérants sont allés s'installer en face, quitte à s'ouvrir la route.

Des caravanes auraient ainsi pris des voies à contresens, et deux policiers qui

s'interposaient à l'entrée de la zone auraient été bousculés par une voiture, jusqu'à en blesser légèrement un. Images vidéos à l'appui, la Ville entend d'ailleurs porter plainte pour ces faits. Entre autres.

« En toute impunité ! »

« Ce sont des gens qui ne respectent vraiment rien, regrette encore Sébastien Leroy. Il faut arrêter de se foutre du monde et ne plus accepter ces comportements de voyous, alors que le citoyen lambda, lui, est soumis au respect des restrictions sanitaires. »

Et le premier magistrat de la commune de dénoncer aussi les branchements sauvages en eau et électricité

sur les compteurs des commerces environnants, « en toute impunité là aussi ». Alors à défaut de pouvoir s'opposer par les textes (la préfecture cherche un autre terrain à la convenance de la communauté nomade), Sébastien Leroy a décidé de protester symboliquement par les actes.

« Puisque l'État fait appliquer deux poids deux mesures, j'ai ordonné à ma police de ne plus effectuer de contrôle sur le respect des restrictions sanitaires, hormis le port du masque et le couvre-feu ! »

Voilà qui est dit. Mais pour l'instant, les caravanes stagnent, et le maire de Mandelieu ne peut qu'aboyer...

ALEXANDRE CARINI
acarini@nicematin.fr

L'équation insoluble du terrain à dispos

Hier après-midi sur le parking de la Canardière, le calme apparent parmi les caravanes installées là contrastait avec la colère affichée par Sébastien Leroy dans le bureau du maire. Quelques enfants çà et là, des câbles apparents au sol et du linge qu'on fait sécher sur des fils de fortune. Et puis, les hommes, qui parlent encore avec une patrouille de police municipale.

« Si on nous trouve un terrain, on part tout de suite », prétend le « pasteur » désigné de la communauté, qui refuse de répondre à nos sollicitations, parce que « vous écrivez les choses à l'envers et c'est toujours contre nous ! » (sic)

Ah le terrain. Toujours le nœud gordien. Car la loi Besson oblige les agglomérations à mettre à disposition une aire de grand passage pour les gens du

voyage, ce qui n'est toujours pas le cas à l'ouest du département. Mais là encore, Sébastien Leroy s'en défend vigoureusement.

« Inadmissible ! »

« Moi, j'avais proposé une aire de stationnement à côté du Marché paysan, que l'État a fait fermer parce qu'elle est en zone inondable. Aujourd'hui, accueillir 50 caravanes sur un terrain naturel pose un vrai problème de foncier sur la Côte d'Azur. » Et le maire de réclamer purement et simplement l'abrogation de la loi Besson, « qui n'est qu'un acte militant, un blanc-seing accordé à des comportements inadmissibles. Moi, je n'ai rien contre les gens du voyage, et leur installation pourrait se négocier autrement. Mais il n'est pas question de cautionner un tel passage en force ! ».

A.C.



Sous surveillance de la police municipale, les caravanes stationnent devant Carrefour Market.

(Photo A.C.)

À Grasse, le constat d'huissier a eu lieu sur le terrain occupé par des caravanes

Une nouvelle fois, Belambra fait parler. Mais pas pour les raisons « habituelles ». Ce coup-ci, pas question pour la Ville de racheter le terrain de l'ancien village vacances ; dossier qui a opposé élus de la majorité et de l'opposition ces dernières années.

C'est bien l'occupation illé-

gale, depuis ce dimanche [notre édition d'hier], du site par dix-huit caravanes des gens du voyage, qui inquiète.

Après le constat, par les forces de police, c'était, hier après-midi, à l'huissier de justice de se rendre sur place, sur le terrain privé situé juste en face du par-

king de l'hôpital Clavary. « Ils lui auraient dit vouloir rester jusqu'en mai, assure le maire », Jérôme Viaud. Qui se dit « choqué par une installation sans le moindre dialogue préalable. »

Sans heurt, les plaques d'immatriculation des véhicules ont ainsi été relevées, pour permettre aux policiers de

relever les identités des propriétaires et dresser le procès-verbal. PV qui permettra à l'avocat du groupe Belambra – dont la direction a déposé plainte, dès dimanche – de saisir la justice, par une procédure de référé aux fins d'expulsion. Dénouement ces prochains jours ?

P. F.



(Photo L.A.)

Votre spécialiste du Viager dans les Alpes-Maritimes dès 60 ans

EXPERTISE GRATUITE

04 93 38 04 44 - www.le-viager.fr



P2 à 4

POURQUOI ÇA VA MIEUX

**L'épidémie en
perte de vitesse
sur la Côte d'Azur**

**Mais le retour à la
vie normale n'est
pas pour demain**

le mag. + votre supplément

KISS MATIN

Rêver malgré la Covid, c'est possible !

8 pages

(Photo Stock)

ANTIBES

Prenez soin de vos plantes par les plantes **P40**

(Photo Patrice Lapointe)

CANNES

La MJC Giaume à la rencontre des enfants **P12**

ACTUELLEMENT SHOW ROOM PRIVÉ

sur rendez-vous
au 04 92 28 24 24 ou 04 97 20 20 00
et sur www.cavallari.fr

- Offres commerciales et de financement exceptionnelles
- Disponibilité immédiate
- Centre d'essai permanent

HONDA

La performance hybride ou électrique, les sensations en plus

CR-V **JAZZ CROSSTAR** **JAZZ** **Honda e**

Honda e TECHNOLOGY

Consommations gamme Honda e en cycle mixte WLTP de 17,8kwh/100km à 7,81/100km. Emissions de Co2: de 0gr/km à 168gr/km. Renseignements en concession. Garantie 10 ans soumise à conditions disponibles sur autohonda.fr

10 GARANTIE

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA CÔTE D'AZUR - GROUPE CAVALLARI

CANNES

152, Rte du Cannet - 06250 Mougins - 04 92 28 24 24

NICE

9, Bd de l'Armée des Alpes - 06300 Nice - 04 97 20 20 00

MORACO

11, Rue Princesse Florestine - 98000 Moraco - +377 97 97 88 00



GROUPE CAVALLARI
CANNES - NICE - MORACO

Lancôme rejoint la marque territoriale Grasse Expertise

C'est une recrue majeure qui vient rejoindre les rangs du groupement local des savoir-faire liés au parfum, avec l'un des leaders mondiaux de la beauté de luxe. Engagement déjà bien ancré

Un petit nouveau, et pas des moindres... Parmi les leaders mondiaux de la beauté de luxe, Lancôme vient rejoindre le groupement collectif Grasse Expertise, qui réunit 52 adhérents (1) – pour près de 4 000 collaborateurs et un chiffre d'affaires de près d'un milliard (1) d'euros – autour des filières d'excellence du Pays de Grasse (parfums, arômes alimentaires, cosmétiques et santé/bien-être).

« Nous sommes fiers d'adhérer à cette marque qui fédère les professionnels implantés sur le territoire, se réjouit Françoise Lehmann, directrice générale internationale chez Lancôme. Nous renforçons notre ancrage en pays grasseois. Cette adhésion témoigne de l'implication de la marque pour la région et son engagement pour protéger des richesses uniques et faire rayonner les savoir-faire liés au parfum. »

Préservation de l'environnement

Savoir-faire inscrits, depuis le 28 novembre 2018, au patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco. Président du club des entrepreneurs du Pays de Grasse – porteur de la marque Grasse Expertise – Michel Gaschwind évoque :



À l'instar de Dior, Vuitton ou Chanel, la marque avait déjà acquis, en octobre dernier, un terrain de quatre hectares, chemin de Saint-Jean. Une implantation renforcée par l'adhésion à la marque Grasse Expertise.

(photo drone Sébastien Borella)

que « un collectif d'entreprises qui portent la même fièvre d'appartenance à notre territoire d'excellence, qui se distingue par sa richesse culturelle, artisanale et industrielle, tout autant que par son terroir. »

Un socle « de valeurs et d'engagements pour apporter des solutions aux nombreux défis du XXI^e siècle », Grasse Expertise se veut, en d'autres termes, « un enjeu stratégique d'innovation soutenable et la nature

ralité, à savoir la préservation du caractère sauvage des milieux. Une démarche de « développement économique durable » qui est, d'ailleurs, « un enjeu stratégique territorial » souligne le maire de

Grasse et président de la CAPG, Jérôme Viaud.

Déjà implantée dans la cité des parfums

Qui se dit « heureux d'accueillir Lancôme sur [ses] terres », rappelant que la marque créée en février 1935 par le parfumeur parisien Armand Petitjean est déjà implantée dans la cité des parfums. En octobre dernier – en complément du terrain où poussent roses Centifolia, jasmin et lavandin (2) – elle a acquis quatre hectares, chemin de Saint-Jean. Le domaine de la Rose by Lancôme, où seront cultivées roses, donc, mais aussi iris, jasmin, lavande, tubéreuse, bigaradier et autres plantes aromatiques anciennes. Mais aussi oliviers et pruniers.

L'ensemble en agriculture biologique, avec la volonté de « préserver les restaurants plant-centrés » et la distillerie. En plein aménagement pour l'heure, le site accueillera, prochainement, les adhérents de Grasse Expertise.

P. F.

pfandino@ciematin.fr

1. Parmi lesquels on retrouve, notamment, Albert Viel, Angelle, Firmenich, Fraguard, Robertet ou encore L'Oréal.
2. Via contractualisation avec un producteur de plante à parfums.

Textos...

Fermeture de la pénétante

Cannes-Grasse

Pour permettre l'exécution de travaux d'inspection du pont de franchissement de la pénétante Canne/Grasse situé entre le giratoire de l'Alambic et

giratoire des Quatre-Chemins. Rétablissement de la circulation, le jour de 5 h à 21 h.

Annulation des représentations du TDC en avril

Les spectacles suivants sont

Rénovation des dalles de pierre dans la rue Mouguins-Roquefort



Effacer les séquelles. L'effacement de l'immeuble situé au 4, rue Mouguins-Roquefort, survenu le 19 no-

POLÉMIQUE AUTOUR DES GENS DU VOYAGE



P 10

le mag. SAVEURS

Le « tabling »
ou l'art
de
mettre
la table



LE CANNET
Des fouilles
pour retrouver
un corps ? P16

VALLAURIS
LREM
fait son entrée
au conseil P15

LE PRÉFET TAPE DU POING !

Bernard Gonzalez
a recadré les élus
locaux en colère

Les caravanes ont
évacué Decathlon
à Mandelieu



ANTIBES
Un MOF étoilé
cuisine pour
les Ehpad P40

Découvrez une résidence pour seniors
autrement

OUVERTURE EN MAI

90 APPARTEMENTS À LOUER DU T1 BIS AU T3 AVEC :

- 9 places accessibles sans limitation de ressources
- 54 places destinées à des seniors aux revenus n'excédant pas 21 000€/an pour une personne seule et 28 000€/an pour un couple
- 7 places réservées à des seniors handicapés (carte invalidité) aux revenus n'excédant pas 28 000€/an
- 20 places au titre de l'aide sociale

emera

RÉSIDENCE AUTONOMIE
MARIE-CLAIRE

1340, av. du Général Garbay
Mandelieu-la-Napoule
Tél. 04 85 88 04 80

www.emera.fr

Itinérants : le préfet renvoie les élus dans les cordes !

Polémique. Après l'installation illégale de caravanes à Mandelieu et Grasse, et la colère des élus dénonçant notamment l'inertie de l'État, Bernard Gonzalez met les choses au point !

Les caravanes passent et nos élus aboient. Des années que ce petit manège perdure sur notre département où seules Nice, Antibes et Vallauris se sont conformées aux injonctions de la loi Besson qui impose aux collectivités locales d'aménager des aires d'accueil pour itinérants. À défaut, les occupations « illégales » se répètent, sur terrains privés comme publics, et les édiles crient alors au loup, en appellent à l'État pour chasser les indésirables. Bras de fer récurrent, serpent de mer azuréen. Dimanche, un convoi d'une cinquantaine de véhicules, délogé de Fréjus par de fortes pluies, a jeté son dévolu sur la zone commerciale de la Canardière, à Mandelieu. Seule une vingtaine de caravanes a pu effectivement s'installer sur le parking du Carrefour Market, avant de repartir vers le Var mercredi, tandis que les autres ont trouvé refuge à Grasse, sur un terrain privé face à l'hôpital. Le maire Jérôme Viaud s'est dit « choqué par une installation sans le moindre dialogue préalable ». Son homologue mandolien, Sébastien Leroy, a frappé plus fort. Dénonçant des « comportements de voyou en violation de toutes les restrictions sanitaires », ainsi qu'une inertie complaisante de l'État « qui ne fait pas évacuer ni verbaliser ». Son oncle sénateur, Henri Leroy, y est allé aussi de son coup de gueule avec un courrier virulent adressé directement au ministre de l'Intérieur. Face à cette grogne, le préfet des A-M, Bernard Gonzalez, a tenu à « rétablir certaines vérités ». Même si elles sont parfois dures à entendre...

ALEXANDRE CARINI
acarini@nicematin.fr



Bernard Gonzalez : « L'État est injustement montré du doigt ! » (Photo Eric Ottino)

Élus hors la loi !

Bernard Gonzalez rappelle que le schéma départemental établi en 2015 (obsolet) prévoyait 840 places pour les gens du voyage dans le département. Or il n'existe que 130 emplacements à Nice, Antibes et Vallauris, et « aucune aire de grand passage. Lors de la dernière réunion de la commission départementale à l'automne, en présence du président du Département, il était convenu de créer une ou deux aires de passage et d'habitat adaptés (semi-séjournables), mais rien n'a été fait, alors que nous avons reçu des lettres d'itinérants qui sont en droit d'attendre une aire d'accueil pour cet été. »

Les faits dénoncés : pas de plainte à ce jour

Des véhicules qui roulent à contresens, forcent le passage pour s'installer devant le Carrefour Market de la Canardière, en bousculant et blessant des policiers municipaux, avant de se brancher sur l'eau et l'électricité des commerces et de la Ville, « en toute impunité et dans le non-respect des restrictions sanitaires ». Voilà ce que dénonce Sébastien Leroy, maire de Mandelieu, dont la ville devait déposer plainte (!). « À ce jour, nous n'avons reçu aucune plainte concernant des violences ou envers des policiers », rétorque le préfet. De son côté le colonel Boudalam, commandant du

groupe de gendarmerie des A-M, précise que « des gendarmes se sont rendus sur place dès dimanche après l'installation des caravanes, où le ton était monté entre policiers municipaux et nomades. On a rappelé les règles sanitaires à respecter aux gens du voyage, qui se sont exécutés en mettant le masque. 29 PV ont été dressés pour non-respect des mesures anti-Covid, mais on a évité que la situation ne dégénère. Et après la remise en place d'un panneau de signalisation renversé par les itinérants, on était loin du chaos décrit par le maire de Mandelieu ».

1. Notre édition du 13 avril.



Évacuation sous escorte à Mandelieu. (Photo Lapoirie)

« Gesticulation médiatique » ?



(Photo Eric Ottino)

Face au « laisser-faire » de l'État, Sébastien Leroy a ordonné à ses policiers de ne plus contrôler le respect des restrictions sanitaires hormis le port du masque et le couvre-feu.

« Je suis surpris par cette gesticulation médiatique de Sébastien Leroy et peiné par

la lettre du sénateur Leroy, enforce Bernard Gonzalez. La loi Besson est ce qu'elle est, et nous sommes là pour la faire respecter. »

Comme une « patate chaude » !

Anne Frackowiak-Jacobs, sous-préfète de Grasse, indique qu'elle a cherché un terrain d'accueil « plus propice et moins gênant pour l'activité économique. Mais le maire de Mandelieu n'en voulait pas sur sa commune. J'ai alors fait appel à la solidarité de l'agglomération. À Cannes, un terrain bétonné à côté du stade Coubertin faisait l'affaire, mais

le directeur de cabinet du maire m'a dit hors de question ! Au Cannet, deux parkings étaient disponibles sur le site fermé de la Palestre. Là encore, le directeur des services m'a répondu : n'importe ! Alors ça ne m'amuse pas de jouer l'agence de voyages comme le dit le maire de Mandelieu, mais je dois bien le faire à la place des collectivités. » Patate chaude ?

Pas d'expulsion immédiate

Trois plaintes ont été recueillies par les gendarmes pour soustraction frauduleuse d'énergie (branchements pirates en eau et électricité), et occupation

illégal des parkings. L'expulsion ? « On est dans le cadre d'une procédure civile avec constat d'huissier. Quand une collectivité remplit ses obligations sur l'accueil des gens du voyage,

le préfet peut faire appel aux forces de l'ordre pour évacuer sous 72 à 96 h. Mais quand ce n'est pas le cas comme ici, il faut aller devant le juge des référés, et c'est beaucoup plus long »

Mauvaise foi : stop !

Le préfet souhaite que les élus locaux cessent de fuir leur responsabilité lors d'une nouvelle réunion de la Commission départementale, et s'engagent à créer des aires de passage, alors que des « terrains viables, non inondables, sont recensés sur le territoire, peut-être au-delà des 20 km du littoral où il y a difficulté à dégager du foncier ».

Bernard Gonzalez souhaite obtenir adhésion sur un « objectif raisonnable » en faveur d'aires de capacité moyenne de 70 places, avec une alternance entre est et ouest du département chaque été. « Mais à ce jour, je n'ai reçu aucune proposition, alors il ne s'agit pas de venir aux réunions, et d'enterrer le dossier après ! » Et de rappeler que le préfet peut, au besoin, réquisitionner des terrains. Et que les emplacements pour itinérants comptent dans le calcul SRU des logements sociaux...

Pistache : vers la guérison grâce aux amis des bêtes

Pour ce poney blessé, une cagnotte et un don ont réuni 6 650 €. Ainsi l'association L'Espoir des Petites Pattes peut poursuivre des soins coûteux.

Le poney Pistache ne doit sa survie qu'à de nombreux bons samaritains !

On se souvient que cet équidé, survivant d'un charnier animal de Berre-les-Alpes, avait été récupéré en septembre dernier en très mauvais état par Amandine de l'association de protection animale L'Espoir des Petites Pattes basée à Peymeinade. On se souvient que quelques semaines plus tard, alors retapé, il avait chuté en contrebas de son parc. Se blessant très grièvement au postérieur. Avec un tendon sectionné.

Réchappé de l'euthanasie

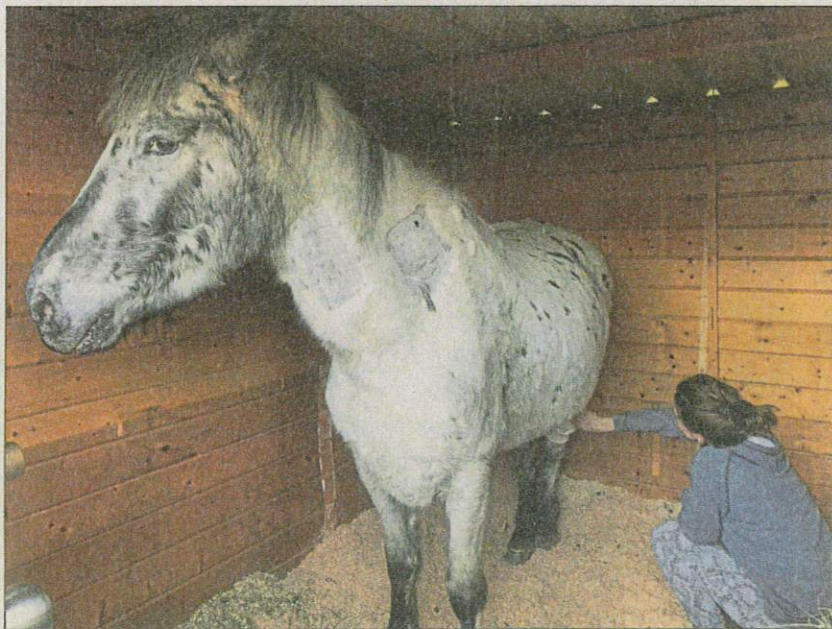
Transféré à l'hippodrome de Cagnes-sur-Mer, il avait échappé de peu à l'euthanasie grâce à la ténacité d'Amandine et avait été transféré à la clinique équine de Saint-Cannat près d'Aix-en-Provence. On se souvient qu'Amandine avait lancé une cagnotte leetchi afin de pouvoir assumer les frais de transport et les soins médicaux très coûteux.

On se souvient que Gérard, propriétaire de chevaux à Saint-Valier, touché par l'histoire de ce poney lue dans nos colonnes, avait transporté gratuitement Pistache pour le ramener à Peymeinade. Évitant ainsi des frais supplémentaires.

Un héritage

Le bon karma de Pistache, né sous une bonne étoile, continue. Car la cagnotte en ligne désormais fermée a permis de réunir 4 400 €. Mais ce n'est pas tout. Une autre lectrice de Nice-Matin, une retraitée cannoise, amie des animaux, a été particulièrement généreuse.

Elle a offert 2 250 € à l'association pour sauver l'Appaloosa de 7 ans ! « Cette dame veut rester discrète. Je sais juste qu'elle a touché



Dans son box à Peymeinade, le poney Pistache en route vers la guérison, grâce à la solidarité des amis des animaux. (DR)

un héritage et qu'elle avait envie que cela profite à des animaux » glisse Amandine. Soit une somme totale de 6 650 € !

Une générosité qui va permettre de payer les factures médicales (4 390 € d'hospitalisation notamment) et poursuivre des soins quotidiens très coûteux. Car si sa guérison est en bonne voie, Pistache aura besoin de soins jusqu'en juillet selon sa vétérinaire.

Pansement tous les jours

« Une partie de la plaie n'est pas encore cicatrisée. Je dois changer son pansement tous les jours. Soit 200 € par mois. Plus la consultation vétérinaire hebdomadaire à 80 €,

précise Amandine.

Ces sommes vont lui permettre aussi d'assumer les frais de nourriture. En convalescence, Pistache qui doit rester dans son box et n'a le droit qu'à dix minutes de marche matin et soir a bon appétit. « Il dévore un ballot tous les deux jours... » explique Amandine qui a pu aussi acheter deux abris grâce à ces sommes.

Car cette sauveuse d'animaux abrite un nouveau protégé. C'est un poney Shetland baptisé Calinou, récupéré « dans un état lamentable » dans une association dépassée à Tourrette-Levens.

GÂELLE ARAMA
garama@nicematin.fr

Chats libres : solidarité

La nonagénaire qui nourrit une quinzaine de chats du centre-ville de Grasse avait lancé un appel dans nos colonnes pour trouver de la relève, étant trop fatiguée pour poursuivre sa mission. Si personne ne s'est proposé pour lui succéder, elle a reçu de nombreux dons de croquettes et autres boîtes pour chats et également un chèque de 70 euros d'une généreuse cannoise.

Textos...

Exposition « Nos magnifiques voisins »

Exposition photos de Pierre Escoubas « Nos magnifiques voisins » (biodiversité de la faune et de la flore), dans les jardins du MIP, 979, chemin des Gourettes à Mouans-Sartoux, jusqu'au 30 novembre (jusqu'au 30 avril, de 10 à 17 h 30 ; de mai à août, de 10 à 19 h ; de septembre à novembre, de 10 à 17 h 30) ; tarifs : de gratuité à 12 € ; visites guidées les samedis et dimanches en avril et mai à 15 h, de juin à août le samedi à 10 h 30... (6 €/personne sur rés.). Rens. 04.92.98.92.69 ou www.museesdegasse.com

Formation des aidants familiaux

France Alzheimer 06 propose aux aidants familiaux une formation gratuite les 17 et 24 avril, et les 15, 22 et 29 mai, de 13 h 30 à 16 h 30, au Répît Grassois, 54, chemin des Poissonniers. Ins. par téléphone au 04.93.40.82.84.

Lecture théâtralisée Discours de Suède

Samedi 17 avril, à 19 h, lecture théâtralisée en ligne d'après Discours de Suède d'Albert Camus. Ins. sur Facebook : www.facebook.com/tdg_grasse www.instagram.com/theatredegasse twitter.com/TDG_Grasse

Appel à candidature

La Ville de Grasse recherche des agents de surveillance des écoles, pour les jeunes retraités de moins de 67 ans : traversée des enfants et sécurisation aux abords des écoles avec la police municipale. 300 € nets/mois sur 10 mois. Envoyer la candidature à : Monsieur le maire, BP 12 069 06 131 Grasse Cedex ou par mail à secretariat.drh@ville-grasse.fr

Recensement militaire

Jusqu'au 30 juin, recensement militaire, en mairie de Grasse, au service des Affaires militaires, du lundi au vendredi de 8 h 15 à 16 h 30. Se munir : de la carte d'identité, du livret de famille, d'un justificatif de domicile, et d'un justificatif pour les jeunes gens ayant acquis la nationalité française. Rens. www.ville-grasse.fr

En image

La rénovation de la chapelle Sainte-Lorette est lancée



Un échafaudage et un voile bleu. La petite chapelle de l'avenue Sainte-Lorette, entourée de son jardin clos, est l'objet de travaux de restauration extérieure et intérieure. À commencer par les tuiles nettoyées ou changées à l'identique dans le cas où elles sont irrécupérables.

La charpente en bois sera, elle aussi, remise en état, de même que les façades reprises et badigeonnées à la chaux colorée. Coût de l'opération ? 25 517,36 € HT, dont 1 052,00 € d'études et 24 465,36 € de travaux, expliquait Jérôme Viaud, ce mercredi matin lors de la présentation du chantier, qui est financé par l'État et la Ville de Grasse à hauteur de 12 758,68 € chacun.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du plan communal de restauration des nombreuses chapelles de la commune.

(DR)